

## SERVICES

## TÉLÉMATIN

## TUNISIE

Grâce présidentielle  
pour 932 prisonniers

## Constat d'échec en Birmanie

Après vingt-six ans de pouvoir quasi absolu, le général Ne Win a surpris tout le monde, le samedi 23 juillet, en annonçant qu'il souhaitait prendre sa retraite. Il l'a fait encore davantage en reconnaissant l'échec de la « voie birmane vers le socialisme » et en prévoyant la libéralisation d'une économie ruinée par au moins deux décennies de gestion catastrophique. Il est rare de voir ainsi un dictateur au soir de sa vie. M. Ne Win est âgé de soixante-dix-sept ans. Il a jeté l'éponge en invoquant la fatigue du pouvoir et, surtout, en endossant la responsabilité des dernières exactions de ses sbires — une répression qui aurait fait plus de deux cents morts ces cinq derniers mois.

On imagine volontiers que le vieux soldat, à la tête d'un appareil politico-militaire encore solide, entend continuer à tirer les ficelles du pouvoir. Même s'il prend du champ et s'il est sincère en admettant s'être trompé, la Birmanie reste son affaire, et voilà déjà quelques temps qu'il appelle à des réformes radicales pour remettre sur pied une Union birmane confrontée non seulement à de graves difficultés économiques, mais aussi à plusieurs insurrections ethniques.

## Les autorités proclament la loi martiale à Prom

Il reste qu'une page vient d'être tournée dans l'histoire de ce pays reculé, et qui a, après de longues dates, pour un neutralement négatif, réduisant au minimum tout contact avec le monde extérieur. Car les réformes annoncées samedi, lors de l'ouverture d'un congrès extraordinaire du parti unique, ont tout fait d'une capitulation camouflée. M. Ne Win a été, en effet, jusqu'à proposer la tenue, en septembre, d'un référendum sur l'instauration d'un multipartisme de style occidental.

En outre, le secrétaire général du parti a, de son côté, préconisé la réhabilitation du secteur privé et l'ouverture du pays aux investissements étrangers. L'état abandonnerait ainsi des pans entiers de l'économie, à telle enseigne que des diplomates en poste à Rangoun se sont déclarés abasourdis par l'ampleur des changements annoncés. L'un d'entre eux a même jugé que la « liberté économique » ainsi proposée ferait de la Birmanie une deuxième Thaïlande, son prospère voisin capitaliste.

Il serait étonnant, cependant, que la classe dirigeante ne tentât pas de résister à une entreprise qui, de toute façon, se heurtera à la désorganisation complète de l'économie. Trop d'intérêts sont, en effet, en jeu. D'un autre côté, même si le pays a un potentiel économique exceptionnel, il est difficile d'imaginer le coup de baguette magique qui le remettrait en route.

Après un quart de siècle de dictature impuissante, la Birmanie est entrée dans une zone de turbulence, ainsi que l'ont déjà montré émeutes et affrontements de ces derniers temps. Ce peut être pour le pire. Il reste à souhaiter que ce soit pour le meilleur, et qu'elle puisse un jour amorcer son développement, à l'image des Etats non communistes de la région, qui aspirent à rejoindre, quand ils ne l'ont pas déjà fait, le peloton des nouveaux pays industrialisés.

(Lire les informations page 20.)

M 0147 - 0726 0 - 4,50 F



3790147004500 07260

## Face aux graves accusations du Pakistan

## Moscou dément avoir renforcé la défense de Kaboul

Pour la première fois depuis la signature à Genève, le 14 avril, de l'accord sur le retrait militaire soviétique d'Afghanistan, une polémique sérieuse s'est amorcée sur le rythme de ce retrait. Le président pakistanais ayant affirmé, le 23 juillet, que Moscou avait interrompu le rapatriement de ses troupes et même dépêché dix mille soldats supplémentaires pour défendre Kaboul, les Soviétiques ont aussitôt « catégoriquement » démenti ces informations.

Le général Zia Ul Haq n'y a pas été de main morte au cours d'une conférence de presse à Rawalpindi en annonçant que les Soviétiques « ont renvoyé dix mille hommes (en Afghanistan) par les moudjahidins » et que la situation y est devenue « insupportable ». Il a ajouté que Moscou en avait averti la mission des Nations Unies (UNGOMAP), tout en reconnaissant que cette dernière n'en avait pas encore informé officiellement le Pakistan.

Les Soviétiques ont réagi avec vigueur. Le maréchal Sergueï Akhromeev, chef d'état-major des forces armées et premier vice-ministre de la défense, a parlé de

« pure calomnie » et ajouté que « le retrait se poursuivait conformément à l'accord de Genève », lequel prévoit que la moitié des 115 000 soldats soviétiques stationnés au Pakistan doivent avoir quitté le pays le 15 août, l'autre moitié devant être évacuée le 15 février 1989 au plus tard. M. Youli Voronov, premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères, a parlé, quant à lui, de « mensonge mal intentionné », dont le général Zia « aura répondu ». L'agence Tass a, de son côté, estimé « à plus de 35 000 sur 115 000 » le nombre de Soviétiques déjà rapatriés.

JEAN-CLAUDE POMONTI

(Lire la suite page 4.)

## Après le « oui, si... » des indépendantistes aux accords de Matignon

## Le gouvernement a engagé de nouveaux pourparlers avec le FLNKS

Le gouvernement a engagé dès lundi 25 juillet, par l'intermédiaire de son délégué à Nouméa, de nouveaux pourparlers avec le FLNKS qui réclame une révision partielle de l'accord conclu le 26 juin à l'hôtel Matignon sur la Nouvelle-Calédonie. Il avait exprimé, dimanche soir, sa « satisfaction » de voir que malgré leurs réticences les dirigeants indépendantistes n'ont pas rejeté le plan de paix de M. Rocard.

Après le « oui, si... » du FLNKS au processus engagé le 26 juin à l'hôtel Matignon pour essayer de restaurer la paix en Nouvelle-Calédonie, le gouvernement affiche une « détermination » mêlée de « prudence ».

Les revendications du mouvement indépendantiste concernant le corps électoral qui serait appelé à participer, en 1998 ou avant, à un nouveau scrutin d'autodétermination demeurent difficilement conciliables avec la ligne médiane suivie par M. Rocard entre les options du FLNKS et celles du RPCR.

Bien qu'une incertitude en résulte sur l'organisation d'un référendum national dès le mois de septembre, le premier ministre estime que « les conditions sont réunies » pour engager la deuxième phase de l'accord de Matignon. Il espère boucler à la mi-août, conformément à son calendrier initial, un projet de loi d'une centaine d'articles qui précisera le statut transitoire du territoire jusqu'au futur scrutin d'autodétermination, et qui sera en principe soumis à l'ensemble de la population française. A condition, bien entendu, que sur place personne ne boycotte cette consultation.

(Lire page 3 les articles de FRÉDÉRIC BOBIN et ALAIN ROLLAT.)

## Les perspectives de cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak

## Marchands d'armes en quête de clients

Malgré la poursuite des affrontements à la frontière irano-irakienne, où les forces de Bagdad tentent de renforcer leur position en vue du cessez-le-feu, M. Perez de Cuellar n'a pas perdu espoir de parvenir à un accord à New-York, lors de discussions séparées avec les chefs de la diplomatie de Téhéran et de Bagdad. Au cours des huit ans de guerre, les deux Etats belligérants ont reçu des armements de soixante pays.

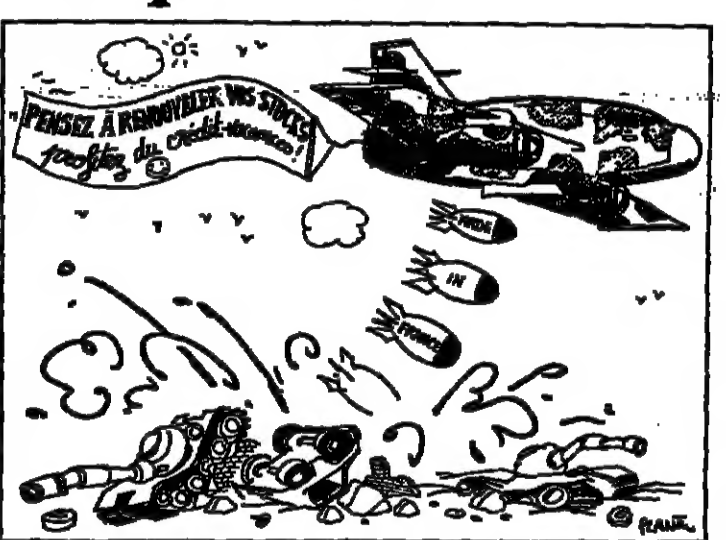
Avant septembre 1980, la situation était relativement simple : les Etats-Unis avaient édifié les fondations d'une armée ira-

nienne que le régime de Khomeiny devait ensuite hériter du chaos et, de leur côté, les Soviétiques étaient devenus les fournisseurs quasi exclusifs de l'armée irakienne. Huit ans après le début des hostilités, la situation a totalement évolué : les deux super-puissances ont ensemble perdu leur monopole, et on a compté, au fil des années, jusqu'à soixante pays fournisseurs d'armements aux deux Etats belligérants.

Un flot ininterrompu de matériels militaires, dont certains très sophistiqués, s'est abattu sur l'Iran et l'Irak durant ces huit années de guerre.

JACQUES ISNARD.

(Lire la suite page 5.)



## La participation de la France au programme européen de jachère

## Un gel des terres très frileux...

La France a présenté, le 21 juillet, à la commission européenne son dispositif de mise en jachère des terres arables. 300 000 à 400 000 hectares pourraient être mis en jachère dès l'an prochain.

Geler la terre. La rendre nue, inculte, stérile. Instaurer la friche, la jachère. Ces mots écorchent le monde paysan. La chose effraie. Pourtant, le gel arrive. Conformément aux décisions du sommet européen de Bruxelles de février dernier, la France a présenté à la commission, à l'instar de chaque Etat membre, un dispositif de mise en jachère des terres arables. Les exploitants recevront une prime de l'ordre de 2 000 F par hectare mis « hors jeu » (1). Ils ne pourront toutefois exposer plus du tiers de leurs terres à la friche, et se verront imposer un plafond financier au-delà duquel ils ne bénéficieront plus des aides prévues.

Depuis son retour rue de Varenne, le ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet, a pris soin de jouer la carte de la jachère à minima. Le système établi est, selon sa propre expression, expérimental. Il n'est plus question de la jachère verte ou pâturée défendue par son prédécesseur, M. François Guillaume, afin d'éviter un transfert des élevages

au détriment des régions pauvres. M. Nallet souhaite garder intact le potentiel de production céréalière, éviter de rayer de la carte agricole les départements les plus faibles, soustraire à la friche les zones sujettes aux incendies.

Malgré ces précautions, les chiffres parlent. 300 000 à 400 000 hectares seront gelés en France dès la prochaine campagne. 3 millions d'hectares dans les années 90, 6 millions à la fin du siècle, 15 millions ou plus dans l'ensemble de la CEE. Une banquise.

Un mal nécessaire ? Oui, expliquent les fonctionnaires européens, car l'Europe des Douze est trop féconde. Elle produit des excédents qui coûtent cher aux finances de Bruxelles (2). Trop de lait. Trop de blé. Trop d'huiles. Alors on touche à la « vache sacrée » en fixant des quotas laitiers, on établit des plafonds à la production céréalière qui, s'ils sont dépassés, entraînent une baisse des prix (ce sont les fameuses quantités maximales garanties, QMG). Le gel des terres parachève l'ensemble. L'Europe agricole se met au vert après trente ans de réussite excessive, d'autosuffisance alimentaire visée puis — dit le discours officiel — atteinte à bas prix pour les consommateurs.

Sécurité alimentaire ? Exodés ? C'est aller vite que de les imputer sans nuance à la vieille Europe et à Marianne Semeuse. ERIC FOTTORINO.

(Lire la suite page 16.)

(1) Il est prévu une prime calculée sur une base de 2 000 F avec possibilité de majorer ou d'amputer cette somme de 20 % en fonction des régions concernées et des charges fixes par hectare.

(2) Les dépenses de soutien des marchés agricoles de la communauté ont été plafonnées pour 1988 à 27,5 milliards d'ECU, soit environ 65 % du budget total de la CEE.

## Le Monde ÉCONOMIE

- Echec et succès du radiotéléphone.
- La Chine en mutation : une croissance désordonnée ; un droit déroutant.
- La chronique de Paul Fabra : à bas la coopération internationale !

Pages 11 et 12



# CHRONIQUE DE 1789 L'ANNÉE SANS PAREILLE

5 mai 1789

Les Etats généraux enfin se réunissent. Députés du Tiers, noblesse et clergé se retrouvent à Versailles face à Louis XVI et à ses ministres. C'aurait pu être une fête. Ce ne fut qu'une cérémonie marquée dès son début par des querelles de préséance. Prenant le premier la parole, le roi ne se montre guère convaincant et manque de chaleur. Necker, lui, est applaudi, mais son discours technique de près de trois heures lase vite son auditoire. Et, surtout, l'un des enjeux essentiels de l'Assemblée, la délibération par ordre ou par tête, est pratiquement escamoté.

par MICHEL WINOCK

L'émotion suscitée par l'affaire Réveillon s'était défilée au début de mai. Il n'était plus bruit alors que du grand rassemblement national dont Versailles, par la volonté de Louis XVI, allait être le théâtre monumental. De toutes les provinces, les députés arrivaient, prenant gîte, se hâtant dans les rues de la ville royale. Ce n'était pas une mince affaire : ils étaient environ douze cents, de quoi réjouir les aubergistes. A la veille de la cérémonie d'ouverture, ils sont présentés au roi. Michel, qui nous a laissé de ces premiers jours de mai le récit le plus vif, note la maladresse de ce monarque, plus habile avec les serrures qu'avec les étreintes humaines : « A ce moment de cordialité, de facile émotion, le roi glisse les députés, qui pressent qu'ils arrivent favorablement disposés pour lui. Au lieu de les recevoir mêlés par province, il les fit entrer par ordre : le clergé, la noblesse d'abord... puis, après une pause, le Tiers. »

On sait que Michel, émotif, passionné, n'est jamais à court d'imaginaire. Il importe donc de vérifier ses observations avec d'autres, et si possible celles des témoins. Nous disposons ainsi d'une assez bonne chronique, le *Journal d'Adrien Duquesnoy*, publié en 1894. Duquesnoy était, à trente ans, député du Tiers de Bar-le-Duc. Avocat sans exercice, membre d'une société littéraire de Nancy, fuyant de l'assemblée provinciale de Lorraine et Barrois, d'esprit libéral modéré, il a en la bonne idée de raconter au jour le jour ce qu'il a vu, depuis son arrivée à Versailles. Or Duquesnoy confirme Michel : le roi le reçoit, lui et les autres, quasiment sans mot dire.

Le 4 mai, les maisons de Versailles sont tendues de tapisseries, et tous les Parisiens qui ont pu faire le déplacement sont arrivés de bonne heure, se pressant sur le parcours du défilé qui doit amener les députés de l'église Notre-Dame à la cathédrale Saint-Louis. Les braves s'élèvent tombent sur le corège depuis les toits, qui ont été pris d'assaut par les plus agiles. Duquesnoy, notre député moyen, notre guide, précise que l'heure du rendez-vous à Saint-Louis était à 7 heures du matin. Mais à 8 heures, le roi n'étant pas encore arrivé, on commence à murmurer : à 9 heures, on s'impatiente ; il faudra pourtant attendre encore soixante minutes. Quand il écrit le soir sa relation du jour, notre Barrois est encore sous le coup de l'indignation : « Véritablement, un individu ne fait pas attendre une nation pendant trois heures. » L'antithèse en disait long.

Tout le reste de la cérémonie va être rigoureusement calqué sur celle de 1614. Michel évoque ainsi « le détail odieux d'un cérémonial gothique », qui met en relief la distinction des ordres : « Des blasons, des figures, des symboles, après Voltaire, après Figaro ! C'était tard. » Mais le maître des cérémonies, qui veut aligner les députés dans l'église, non seulement par ordre mais par baillages doit essayer les rebuffades du Tiers : ses députés n'appartenaient pas à des baillages mais à la nation, qu'il le sache !

Dès cette première journée, tout offerte à la paix et à l'espoir, on a pu prendre la mesure de l'opinion. Parmi les princes, Philippe d'Orléans s'est taillé un succès à faire blêmir Marie-Antoinette : sur le passage de la reine, c'est le nom de son ennemi qu'on lançait par provocation. Le duc d'Orléans devait sa popularité à ses idées « américaines » de liberté, à son hostilité déclarée à la cour, qui lui avait fait subir l'exil, aux actes de charité dont il s'était montré prodigue au cours de l'hiver passé. Il restait suspect d'avoir fomenté l'affaire Réveillon, lorsqu'il reçut les vivats de la rue, puis ceux des députés, en entrant dans l'église. Les autres princes n'eurent droit

qu'un silence. Le roi lui-même, qui s'était fait attendre, ne récolta que de timides applaudissements : « Ce n'était plus l'élan de l'âme, le cri du cœur. »

Après avoir entendu le *Veni Creator*, la procession des députés, accompagnés du roi, de la reine, et de toute la Cour, tous cierge en main, se dirigea vers Saint-Louis dans le Vieux-Versailles. Le cérémonial voulait que le Tiers marchât en tête, le plus loin du souverain. Ce fut, sous un ciel glorieux, un contraste saisissant entre ces hommes, tout de noir vêtus, avançant d'un pas assuré, et « la brillante petite troupe des députés de la noblesse », comme écrit Michel, « avec ses chapeaux à plume, ses dentelles, ses parurements d'or », eux-mêmes suivis par les députés du clergé, dans les rangs desquels on voyait la séparation des deux premiers ordres : « Une trentaine de prélats en robes et robes violettes ; à part et séparés d'eux par un chœur de musiciens, l'humble troupe des deux cents curés dans leurs robes noires de prêtres. » Les distinctions vestimentaires, renforcées par un cérémonial dénué, se succédaient en cascade de mépris. On ne pouvait offrir meilleure occasion au public d'exprimer, par ses cris comme par ses silences, la vigueur de ses sentiments : respect sans enthousiasme pour le roi, désapprobation de la reine (qui s'efforça de garder de la hauteur), confiance dans les bas noirs, méfiance à l'endroit des épées et des bas blancs.

A Saint-Louis, nouvelles querelles de préséance. Premiers arrivés, des députés du Tiers avaient pris place dans les rangs de devant. Il leur fallut reculer comme de la valetaille. Le marquis de Brézé, grand maître, faillit se collector avec un député breton, qui entendait qu'on attribue au Tiers toute la partie gauche de l'église, tandis que le clergé et la noblesse auraient

dormi ou au moins somnolaient par intervalle. Mais l'évêque, soucieux de plaire à tout le monde, rappela pour finir qu'il fallait dans un pays des maîtres, ce qui rassura la Cour.

Au fond, ce fut une cérémonie ratée, malgré le soleil qui la bailla. On avait rêvé, d'un côté, la réconciliation nationale, pour la régénération du royaume. De l'autre côté, on avait tout organisé selon un code suranné, qui faisait apparaître, par des symboles ostentatoires, les divisions profondes de la société, et laissait deviner la volonté royale d'en sauvegarder le principe.

Le lendemain 5 mai fut l'ouverture officielle des Etats généraux, avenue de Paris, à la salle des Menus-Plaisirs, qui pouvait

Armé de chiffres, Necker fit tomber sur les têtes une interminable colonne de dépenses et une rassurante colonne de recettes. Tout y passa : les postes, les domaines, les aides, les hôpitaux, la Compagnie des Indes, les douanes, les emprunts, les pensions, les ports francs et le tabac râpé.

accueillir plus de quatre mille personnes. Les douze cents députés furent appelés par des hérauts d'armes, introduits et placés par ordre et par baillage, sous l'œil du maître des cérémonies. Ces formalités avaient commencé vers 9 heures ; tout le monde ne fut placé que vers midi moins le quart. Les banquettes du Tiers se tenant au milieu, entre celles du clergé, à droite, et celles de la noblesse à gauche.

Vers 13 heures, le roi est entré sous les acclamations et a pris place sur son trône, placé sur une estrade construite à cet effet.

Enfin Necker prit la parole. C'était lui qu'on attendait. C'était lui qu'on avait le plus applaudi lors de son entrée. Sa popularité restait intacte. Des trois orateurs, il fut de loin le plus long, son discours occupant près de trois heures. Le directeur général des finances se présenta avec une modestie appliquée, avant de se lancer dans un éloge hyperbolique de la France, « ses hauts faits », « sa valeur guerrière », « ses progrès », « ses triomphes dans tous les genres », pour le bonheur définitif de laquelle les députés se trouvaient réunis.

Le discours aborda tout de même la question laissée sans réponse des délibérations par ordre. Ce fut encore pour beaucoup une déception. Si les ordres privilégiés devaient faire des sacrifices, comme personne n'en doutait, eh bien, disait Necker, la séparation s'imposait d'autant plus, car l'abandon des avantages devait se faire volontairement. Le préambule était une profession de confiance et d'amour pour le roi.

Germaine de Staël, venue écouter l'auteur de ses jours, nous parle des réactions de la majorité du Tiers, la majorité de la noblesse et certains membres du clergé. Pour eux, « M. Necker avait traité les Etats généraux comme une administration provinciale, en ne leur parlant que des mesures à prendre pour garantir la dette de l'Etat, et pour perfectionner le système des impôts. » Mais la bonne fille défend son père : « Sans doute, la Constitution était le sujet principal. L'objet véritable de cette assemblée, mais ce n'était pas au directeur général des finances de Louis XVI d'en parler d'emblée. L'initiative devait être laissée aux députés eux-mêmes. »

QUOI qu'il en soit, le désappointement gagne les rangs du Tiers. Notre ami Duquesnoy le confirme : Necker nous a assommés avec son éloge du roi « à chaque ligne ». Il nous a humiliés en laissant croire que nous n'étions qu'une assemblée consultative. Il m'a paru que le tiers de l'assemblée était très mécontent : pas d'applaudissements, souvent un froid

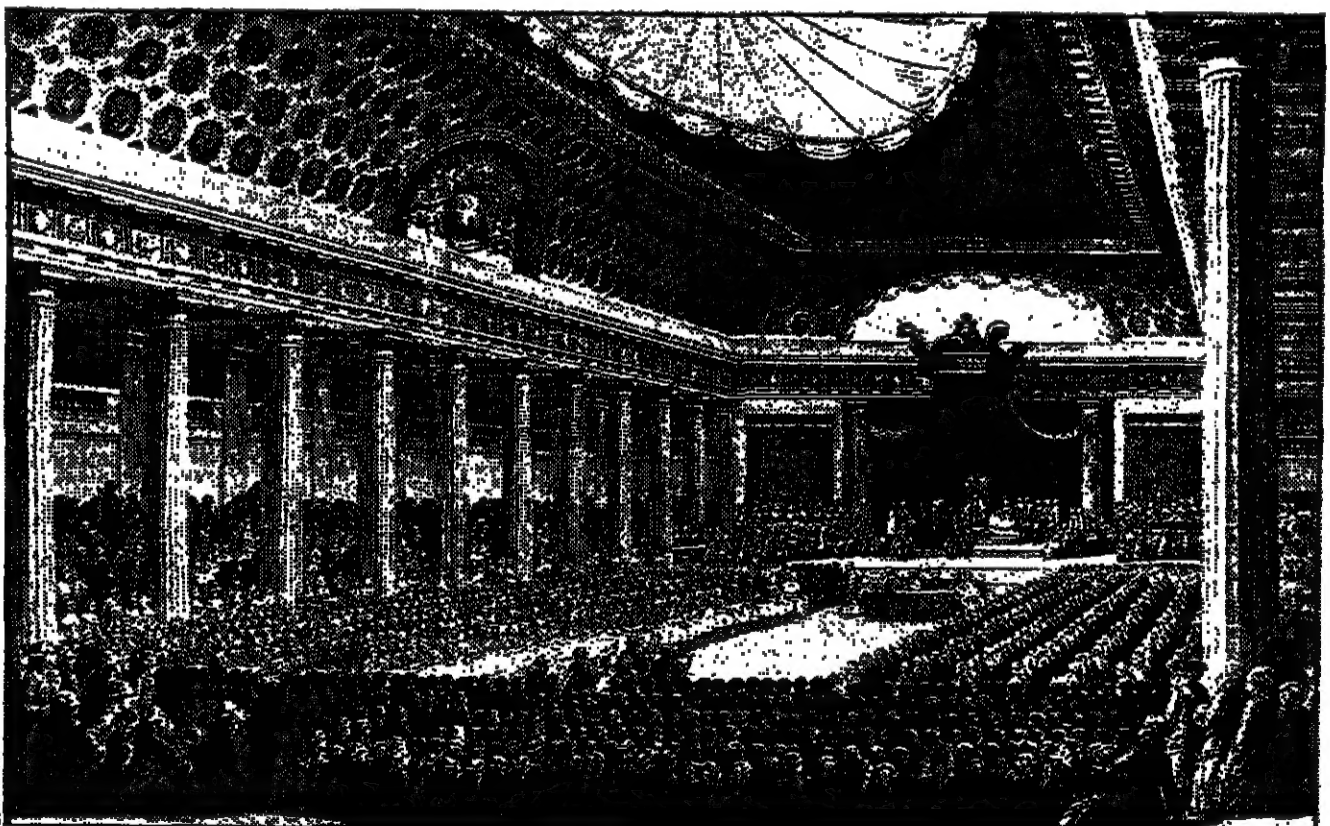
chapitres, sans ménager la patience de l'auditoire. De temps en temps, le mot « bonheur » retentissait comme un grelot attaché aux phrases les plus cauteuses pour retener l'attention générale. Au bout d'une demi-heure, Necker, qui semblait s'être fatigué à ses propres mots, fit appel à un lecteur à la voix puissante qu'il avait amené avec lui.

Le discours aborda tout de même la question laissée sans réponse des délibérations par ordre. Ce fut encore pour beaucoup une déception. Si les ordres privilégiés devaient faire des sacrifices, comme personne n'en doutait, eh bien, disait Necker, la séparation s'imposait d'autant plus, car l'abandon des avantages devait se faire volontairement. Le préambule était une profession de confiance et d'amour pour le roi.

Germaine de Staël, venue écouter l'auteur de ses jours, nous parle des réactions de la majorité du Tiers, la majorité de la noblesse et certains membres du clergé. Pour eux, « M. Necker avait traité les Etats généraux comme une administration provinciale, en ne leur parlant que des mesures à prendre pour garantir la dette de l'Etat, et pour perfectionner le système des impôts. » Mais la bonne fille défend son père : « Sans doute, la Constitution était le sujet principal. L'objet véritable de cette assemblée, mais ce n'était pas au directeur général des finances de Louis XVI d'en parler d'emblée. L'initiative devait être laissée aux députés eux-mêmes. »

QUOI qu'il en soit, le désappointement gagne les rangs du Tiers. Notre ami Duquesnoy le confirme : Necker nous a assommés avec son éloge du roi « à chaque ligne ». Il nous a humiliés en laissant croire que nous n'étions qu'une assemblée consultative. Il m'a paru que le tiers de l'assemblée était très mécontent : pas d'applaudissements, souvent un froid

QUOI qu'il en soit, le désappointement gagne les rangs du Tiers. Notre ami Duquesnoy le confirme : Necker nous a assommés avec son éloge du roi « à chaque ligne ». Il nous a humiliés en laissant croire que nous n'étions qu'une assemblée consultative. Il m'a paru que le tiers de l'assemblée était très mécontent : pas d'applaudissements, souvent un froid



la partie droite. Nenni ! Les privilégiés devaient avoir les premières places des deux côtés : « Monsieur, dit le marquis, c'est l'ordre de 1614. » Le Breton ont beau jeu de rétorquer qu'on n'était plus de ce temps-là. Finalement, ce fut un pêle-mêle, dont le marquis de Brézé ne put venir à bout.

L'évêque de Nancy, Mgr de La Fare, eut le soin de sermon d'usage. Duquesnoy s'exaspéra un peu de ses « remplissages », de ses « déclamations », de sa « rhétorique ». Mais il est un moment secoué de sa torpeur, en entendant brusquement dans la bouche du prélat « des tirades de la plus la suite nécessaire et a rendu plus sensible leur inégale répartition. »

Ce n'était pas un mauvais début. Michel, cependant, reproche au monarque de n'avoir pas saisi ce premier face-à-face avec les représentants de la nation pour laisser parler son cœur : « Pas un mot paternel à dire. » Jugement peut-être un peu forcé, puisque le roi, justement, avait dit pour cœur attendait depuis longtemps et enfin arrivé. Mais l'impression des présents semble confirmer les dires de l'historien. Duquesnoy note la mise en garde royale contre « l'esprit de système et de nouveauté », le rappel à l'autorité, et le silence total sur « les Constitutions ». Est-ce un malentendu ? Un premier rendez-vous borné, tandis que le pays comptait tant de malheureux. Marie-Antoinette en a pris pour sa part : une allusion à la construction du Petit Trianon souleva des applaudissements, en pleine église. Qu'a fait la reine ? « J'ai remarqué », écrit Duquesnoy, dans [sa] bouche un petit signe d'humour ; du reste la plus grande assurance, le sang-froid le plus intrépide. » Et le roi ? On serait tenté de dire qu'il faisait comme dans les autres occasions : « Le roi

grande force, un courage vraiment apostolique ». Que disait-il ? Eh bien, il s'en est pris au luxe de la Cour, à ses dépenses sans bornes, tandis que le pays comptait tant de malheureux. Marie-Antoinette en a pris pour sa part : une allusion à la construction du Petit Trianon souleva des applaudissements, en pleine église. Qu'a fait la reine ? « J'ai remarqué », écrit Duquesnoy, dans [sa] bouche un petit signe d'humour ; du reste la plus grande assurance, le sang-froid le plus intrépide. » Et le roi ? On serait tenté de dire qu'il faisait comme dans les autres occasions : « Le roi

où l'on avait disposé encore un fauteuil, hors du dais, pour la reine, et des chaises pour les autres membres de la famille royale. Les députés restèrent debout à leur arrivée ; ils avaient averti qu'ils ne s'agenouilleraient point, ainsi que la tradition le voulait. Il revenait au souverain de prononcer le premier discours. Il se flatta d'abord d'avoir réuni cette assemblée, qui devait être pour la nation « une nouvelle source de bonheur ». Il s'attacha surtout à la question financière : « La dette de l'Etat, déjà immense au moment de son avènement, s'est encore accrue sous son règne ; une guerre dispendieuse mais honorable en a été la cause ; l'augmentation des impôts en a été la suite nécessaire et a rendu plus sensible leur inégale répartition. »

Ce n'était pas un mauvais début. Michel, cependant, reproche au monarque de n'avoir pas saisi ce premier face-à-face avec les représentants de la nation pour laisser parler son cœur : « Pas un mot paternel à dire. » Jugement peut-être un peu forcé, puisque le roi, justement, avait dit pour cœur attendait depuis longtemps et enfin arrivé. Mais l'impression des présents semble confirmer les dires de l'historien. Duquesnoy note la mise en garde royale contre « l'esprit de système et de nouveauté », le rappel à l'autorité, et le silence total sur « les Constitutions ». Est-ce un malentendu ? Un premier rendez-vous borné, tandis que le pays comptait tant de malheureux. Marie-Antoinette en a pris pour sa part : une allusion à la construction du Petit Trianon souleva des applaudissements, en pleine église. Qu'a fait la reine ? « J'ai remarqué », écrit Duquesnoy, dans [sa] bouche un petit signe d'humour ; du reste la plus grande assurance, le sang-froid le plus intrépide. » Et le roi ? On serait tenté de dire qu'il faisait comme dans les autres occasions : « Le roi

Le discours suivant revenait au garde des Sceaux Berquin, qui avait été placé à l'avant-scène. Les paroles du chancelier furent décevantes. Le début, pourtant, avait fait espérer : « Messieurs, il est enfin arrivé ce beau jour si longtemps attendu, qui met un terme heureux à l'impénitence du roi et de toute la France ! Ce jour tant

Les yeux commençaient à briller, les oreilles s'ouvraient toutes grandes ; il allait donc, contrairement à ses prédécesseurs, entamer le grand sujet, parler de cette Constitution nécessaire au repos du royaume ! Tout doux. A peine Necker avait-il laissé entendre pareille résolution qu'il en trompa brutalement l'attente : « Arrêtons-nous ici, et ne nous abandonnons pas encore à ces douceurs et bienheureuses espérances. » Il y avait plus urgent. Avant de rêver, renflouer la caisse : c'est là-dessus qu'il fallait s'entendre : « Retenons notre imagination, afin de n'avoir pas à nous plaindre de ses fausses lueurs et de ses vaines promesses. » Finances d'abord ! Necker allait s'y tenir. Armé de chiffres, il fit tomber sur les têtes une interminable colonne de dépenses et une rassurante colonne de recettes. Tout y passa : les postes, les domaines, les aides, les hôpitaux, la Compagnie des Indes, les douanes, les emprunts, les pensions, les ports francs et le tabac râpé. Le mémoire de Necker était solide mais trop technique pour une journée d'ouverture. « Année courante », « anticipations », « remboursements », « dettes en arrière », les chapitres succédaient aux

silence. Voilà la bataille engagée. On s'apprêtait à égarer les tambours de l'Histoire, on n'avait entendu qu'un murmure de comptable.

L'homme le plus populaire de France avait déçu. La plupart des représentants ne l'avaient jamais vu. Ils découvrirent un homme, pour reprendre le témoignage de Thibaut, fils d'un député du Pontois, à la « physionomie froide, sévère, solennelle et peu agréable ». S'il avait eu évaluer des réformes nécessaires, il avait surtout insisté, ou l'on avait surtout compris qu'il insistait, sur la vertu de prudence. On ignorait que le discours du ministre avait été relu et corrigé par le roi. Jean Egret, biographe de Necker, écrit à ce propos : « Le Genevois ne pouvait mépriser l'esprit de résistance aux innovations qui régnait maintenant à la Cour et avait reconquis les souverains. »

Borrons-nous, pour le moment, à cette constatation : au moment où le rideau se lève sur le grand drame national qui va porter les Français aux passions extrêmes, tout commence par une rencontre manquée. Ni le roi ni ses deux ministres n'ont su avoir les mots, l'attitude, le geste qui plaisent : le je-ne-sais-quoi qui rassure ; le presque-rien de bienveillance ou d'humour qui met en confiance. Trois créatures figées, dépourvues de qualités oratoires, dénuées de surcroît dans leurs intentions probables, ont tenu le devant de la scène, sous l'œil haineux (qui dissimulait sans doute son émotion) d'une reine de France muette. On avait demandé au père de M<sup>me</sup> de Boigne pourquoi il ne se rendait pas aux Etats généraux : il avait répondu : « Je n'aime pas les enterrements. » Le sûr est qu'en la circonstance le roi et ses ministres en avaient trop la tête.

Demain : Les Etats piétinent (mai 1789)

Sur France-Culture, à 19 h 30, du lundi au vendredi, MICHEL WINOCK commente avec un historien chaque épisode de cette chronique de 1789.

Lundi 25 juillet : « L'ouverture des Etats généraux », avec Guy Chaussinand-Nogaret  
Mardi 26 juillet : « Les Etats piétinent », avec Guy Chaussinand-Nogaret

## 11. L'ouverture des Etats généraux

### La poursuite de...

Les combats qui ont conduit à la chute de l'ancien régime ont été marqués par une succession de révoltes, de répressions, de tentatives de réformes. L'histoire de cette période est complexe et souvent contradictoire. Les acteurs de cette révolution sont nombreux et leurs motivations variées. Certains cherchent à restaurer l'ordre, d'autres à le transformer radicalement. La poursuite de la révolution est un processus continu, sans fin véritable.

### L'Irak... de négociations

Le conflit entre l'Irak et le Koweït a pris une tournure de plus en plus grave. Les négociations pour résoudre la crise sont en cours, mais les tensions restent élevées. Les deux pays ont des positions très tranchées sur les questions de souveraineté et de ressources pétrolières. La communauté internationale s'efforce de médier, mais les résultats restent incertains. La situation est préoccupante pour la stabilité régionale.

Le mouvement de libération de la Palestine continue de gagner du terrain. Les combattants ont remporté plusieurs succès militaires, mais les négociations de paix restent bloquées. Les autorités israéliennes refusent de reconnaître le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. La situation humanitaire dans les territoires occupés reste désastreuse.

### ARABIE SAOUDI

### Un pèlerinage sous ha...

Les trois importantes mesures de sécurité mises en place pour le pèlerinage annuel de La Mecque ont été largement saluées. Les autorités saoudiennes ont pris des précautions particulières pour assurer la sécurité des millions de pèlerins. Les mesures incluent le renforcement des forces de sécurité, la mise en place de barrières anti-terrorisme, et des contrôles stricts aux entrées et sorties. Le pèlerinage est considéré comme un événement majeur de l'islam.

### Deux Palestiniens tués en Cisjordanie

Deux Palestiniens ont été tués lors d'une manifestation dans la bande de Gaza. Les forces israéliennes ont ouvert le feu sur une foule de manifestants. Les autorités israéliennes déclarent que les tirs étaient justifiés par des menaces à la sécurité. Les Palestiniens accusent les forces israéliennes d'abus de pouvoir et de violence excessive.

### COTE-D'IVOIRE

### M. Rocard...

La situation politique en Côte d'Ivoire reste tendue. Les tensions entre les différents groupes ethniques et politiques continuent de se manifester. Les autorités ont tenté de négocier une solution pacifique, mais les résultats sont incertains. La violence a éclaté à plusieurs reprises, entraînant des pertes humaines et matérielles. La communauté internationale s'inquiète de l'avenir du pays.



La guerre du Golfe et les perspectives de cessez-le-feu

## La poursuite des combats n'entame pas l'optimisme de M. Perez de Cuellar

Les combats qui ont continué de faire rage entre l'Irak et l'Iran n'ont pas ébranlé, dimanche 24 juillet, la confiance du secrétaire général des Nations unies et des responsables américains dans les chances d'un retour à la paix. Interrogé lors d'une émission télévisée sur la signification de ces combats, M. Javier Perez de Cuellar a exprimé l'espoir que lorsqu'il entamerait, cette semaine, des discussions séparées avec le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, et avec son homologue irakien, M. Tariq Aziz, « il n'y ait pas d'opérations militaires dans la région ».

L'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, le général Vernon Walters, a estimé de son côté

que le mécanisme de paix « était presque irrévocable ». « Les deux pays, a-t-il expliqué, sont las, épuisés, ils ont eu des pertes énormes et tous deux réalisent — avec réticence de la part de l'Irak — qu'il est dans leur intérêt de mettre fin à la guerre ».

Le secrétaire général, qui avait parlé la semaine dernière d'un délai de huit à dix jours pour le cessez-le-feu, a semblé reculer légèrement. L'échec, il a rappelé que la mission technique qui est arrivée dimanche matin à Téhéran devait ensuite se rendre à Bagdad, revenir lui faire son rapport et qu'il ne pourrait décider du jour J qu'après consultation du Conseil de sécurité et des deux belligérants.

A Téhéran, où la radio nationale a multiplié dimanche les appels à la mobilisation, le président Ali Khamenei a annoncé son intention de se rendre personnellement sur le front. De son côté, l'ayatollah Hossein Ali Montazeri, successeur désigné de l'imam Khomeiny, a reconnu que l'Irak traversait actuellement « une phase délicate et dangereuse ».

L'Irak a, par ailleurs, affirmé avoir repoussé dans la nuit de samedi à dimanche une nouvelle tentative de percée irakienne dans la région frontalière de Samarra, dont le chef-lieu se trouve à 40 kilomètres au sud-ouest de la ville de Guilan-e-Gharb, tombée samedi, selon l'Irak, aux mains des forces irakiennes. En

annonçant le début du retrait de ses troupes du sud-ouest de l'Irak, où elles avaient effectué une percée de 60 kilomètres, campant à 40 kilomètres de la ville d'Alwaz, Bagdad avait confirmé l'ampleur de sa progression en territoire iranien.

Depuis le début, vendredi, de l'offensive irakienne, l'Irak a annoncé la chute des villes de Sar-Pol-Zahab, Qasr-Chirin et Khosrawi (nord-ouest), affirmant en même temps avoir « repoussé » les Irakiens au nord de Khorramchahr, à Chalmacheh, Zeyd, Hamid et Kusk, dans le sud-ouest du pays. — (AFP.)

## L'Irak insiste sur la nécessité de négociations directes avec l'Iran

BAGDAD  
de notre envoyée spéciale

A la veille de l'ouverture, au siège des Nations unies à New-York, des conversations qui ont eu lieu avec le secrétaire général de l'ONU et les ministres irakien et iranien des affaires étrangères, MM. Tariq Aziz et Ali Akbar Velayati, pour la mise en application de la résolution 598 du Conseil de sécurité, l'Irak a renouvelé sa volonté de voir s'établir, avant toute chose, des négociations directes avec Téhéran. « Pas de cessez-le-feu avant l'ouverture d'un dialogue direct », dit-on en substance de source officielle irakienne. « On ne fait pas la paix avec des intermédiaires », affirme un officiel irakien qui veut garder l'anonimat, en comparant l'Irak à Israël, qui refuse de négocier la paix avec l'O.L.P. « Comment croire à la volonté de paix de l'Iran, poursuit-il, quand celui-ci compare l'acceptation de la résolution 598 à l'absorption de poison. » (Le Monde du 22 juillet.)

Le fait que la résolution 598 ne prévoit pas stricto sensu de telles négociations directes, puisqu'elle demande seulement aux deux belligérants de coopérer avec le secré-

taire général de l'ONU pour la recherche d'un règlement global, n'ébranle pas les certitudes irakiennes. Si ce n'est pas explicitement la lettre de la résolution, dit-on ici, c'est l'esprit, car on ne peut établir la paix sans s'asseoir à la même table. Est-ce à dire que cette exigence pourrait faire capoter tout le processus de paix qui s'engage lentement ? C'est difficile à croire. En acceptant d'envoyer son ministre des affaires étrangères à New-York et, dans le même temps, de recevoir l'équipe de l'ONU chargée d'étudier techniquement la mise en place du cessez-le-feu, Bagdad s'engage dans le processus. Mais on insiste ici sur le fait que la date du cessez-le-feu sera fonction de l'évolution des discussions politiques de New-York, et qu'il ne saurait être question que celui-ci soit en quelque sorte imposé à l'Irak.

### Faire le maximum de prisonniers

Dans le même temps, les troupes irakiennes poursuivent leurs offensives sur le terrain avec le double objectif de reconquérir tout leur territoire avant le cessez-le-feu et de faire le maximum de prisonniers pour rétablir la balance entre le nombre de prisonniers de guerre ira-

kiens et iraniens, et ainsi, comme l'affirme le ministre de l'information, faciliter les négociations. Les troupes irakiennes, qui avaient pénétré vendredi dernier à l'intérieur de l'Irak à la suite d'une offensive sur le front central, s'en sont retirées dimanche après, affirme Bagdad, avoir fait huit mille six cent trente-cinq prisonniers et récupéré une importante quantité de matériel. De même, l'opération de moindre envergure lancée sur le front sud aurait permis à l'Irak de faire mille sept cents prisonniers.

Ces mouvements sur le terrain, dont il est impossible de mesurer la réelle ampleur, vont de pair avec un arrêt de la guerre dans les eaux du Golfe, où aucun pétrolier n'a été victime d'attaques depuis une semaine et, pour l'instant aussi, avec un arrêt des bombardements irakiens sur les objectifs économiques à l'intérieur de l'Irak.

Tout en voulant démontrer sa force et sa capacité à libérer son territoire, l'Irak ne veut sans doute pas prendre le risque d'un dérapage qui serait mal ressenti par ses alliés du Golfe et la communauté internationale. Bagdad veut d'autant moins perdre la paix qu'il estime avoir gagné la guerre. C'est dans ces limites que se joue la stratégie irakienne.

FRANÇOISE CHIPAUX.

## ARABIE SAOUDITE

### Un pèlerinage sous haute surveillance

Les très importantes mesures de sécurité mises en place et les autorités saoudiennes pour éviter le renouvellement des sanglants événements de l'année dernière ont permis au pèlerinage annuel de La Mecque de se dérouler, jusqu'à présent, sans incidents.

Sous la surveillance constante des forces de l'ordre, près de un million de fidèles se sont rassemblés, le dimanche 24 juillet à l'aube, de la vallée de Mina à la Mecque, après avoir passé une journée de prière sur le mont Arafat, à 25 km de la ville sainte. Ils ont ensuite investi la Grande Mosquée de La Mecque, qui abrite la Kaaba, la maison sacrée de Dieu, pour la prière de l'Aïd-el-Adha (fête du sacrifice), avant de retourner à Mina pour la lapidation de stèles représentant Satan, à l'aide de cailloux ramassés dans les rochers de Moudalifa. Alors que le pèlerinage tire à sa fin,

aucun incident n'a été signalé. Se gardant de tout triomphalisme, les médias saoudiens ne cessent pour le moment d'égrainer la liste des facilités et des services mis à la disposition des « pèlerins de Dieu par le gouvernement du service des Lieux saints », le roi Fahd.

Le souvenir des affrontements de juillet 1987, au cours desquels quatre cent deux personnes, dont deux cent soixante-quinze irakiens, avaient été tuées, selon le bilan de Riyad, apparaît bien loin au regard du déroulement du pèlerinage de cette année.

L'Arabie saoudite avait, depuis ces incidents, suivi une stratégie de fermeté. Quatre mois après les événements tragiques, le roi Fahd, auquel l'Irak conteste la garde des Lieux saints, avait changé son titre de « majesté » pour celui précisément de « gar-

dien des deux saintes mosquées », celui de La Mecque et de Médine. En outre, le royaume s'était lancé dans une campagne diplomatique et médiatique intense contre l'hérésie « des dirigeants irakiens, coupables, selon lui, d'avoir provoqué le massacre des Lieux saints, où tout acte de violence est considéré comme sacrilège ». Riyad avait, de plus, obtenu en mars dernier de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) la limitation du nombre de pèlerins. Pour chaque pays musulman, le nombre de ceux-ci ne devait pas dépasser le million par an.

La radio irakienne n'en a pas moins affirmé samedi que des centaines de pèlerins qui manifestaient pour commémorer les événements de 1987 avaient été « attaqués » par la police saoudienne, ce qu'a aussitôt démenti Riyad. — (AFP, AP.)

## Marchands d'armes en quête de nouveaux clients

(Suite de la première page.)

Un flot venant, parfois, d'Etats qui s'étaient montrés jusqu'alors peu exportateurs d'armes et utilisant, souvent, des routes si détournées, voire secrètes, avec ou sans la complicité active des gouvernements, que leur révélation altère la pureté de nombreux instances officielles.

En consacrant 42 % de ses ressources nationales à financer son effort de guerre, l'Irak a dû s'ingénier à trouver ailleurs les ravitaillements que ne lui assuraient plus les Américains. Certes, il y a eu l'affaire de l'« Irangate », d'un trafic illégal d'armes américaines vers Israël avec la bénédiction de proconsuls du président Reagan. Mais, d'une manière générale, les Etats-Unis sont restés, avec 5 % de la valeur globale des approvisionnements militaires de l'Irak, un fournisseur marginal du régime irakien. En revanche, avec près de 30 % à elles deux, la Chine populaire et la Corée du Nord ont tiré profit de ce conflit en exportant vers l'Irak. De même le Vietnam du Nord, qui a fourni aux Irakiens les pièces de rechange qui leur manquaient, en prélevant sur les stocks américains abandonnés après la fin de sa guerre avec les Etats-Unis.

Sans que l'on sache bien si elle tirait les ficelles de l'opération, l'Union soviétique a aussi laissé certains de ses alliés, comme la Syrie, l'Allemagne de l'Est ou la Libye, aider à l'Irak des matériels qui sortaient de ses usines.

Les Européens ne sont pas, eux non plus, demeurés les bras croisés. On se souvient encore de ces accusations de commerce illicite portées contre un cartel de sociétés européennes de poudres et explosifs (parmi lesquelles, en France, Lucchini et la Société nationale des poudres et explosifs), qui achevaient chez et produisaient militaires à destination de Téhéran en jouant avec les réglementations officielles. Grosso modo, ces Européens-là ont assuré jusqu'à 12 % des besoins irakiens en armements qualifiés de rustiques.

Avec l'Irak, l'engagement de ces mêmes fournisseurs d'armes s'est fait presque au grand jour. Le client n'a jamais dissimulé son intention de moins dépendre des Soviétiques, et, pour leur part, les pays producteurs n'ont pas cherché à cacher leurs activités derrière des embargos que leurs industriels n'avaient donc pas à contourner.

En consacrant jusqu'à 60 % de leurs revenus aux dépenses militaires, les Irakiens ont repoussé de tous les horizons. De l'Union soviétique

et de ses alliés de l'Est, bien sûr, avec environ 28 % de la valeur totale de leurs approvisionnements. Mais aussi de l'Egypte, de la Chine populaire, du Brésil, des régimes arabes opposés à Khomeiny, de la plupart des Etats européens et, principalement, de la France, dont on estime qu'elle a fourni plus du tiers (en réalité, au-delà de 35 %) des besoins de la défense de Bagdad. La France est même devenue, insensiblement, le premier fournisseur irakien devant l'Union soviétique, au point d'avoir innové, en 1983, en prêtant temporairement des avions Super-Etendard.

Dès 1977, après un embargo décrété par Moscou trois ans auparavant, la France s'est immiscée sur le marché irakien et, depuis, sa part n'a fait que croître. En valeur commerciale, surtout après 1981 et jusqu'à maintenant. En importance technologique, aussi, avec la livraison de matériels parmi les plus sophistiqués, comme les missiles Exocet, Armat ou Roland, les hélicoptères antiques, les radars ou les canons de 155 mm. Des séries d'avions-cargos ont, plusieurs fois par semaine, contribué à ravitailler une armée irakienne qui consomme beaucoup et qui vit largement à crédit : un marché évalué, sur ces huit années de guerre, à entre 40 et 60 milliards de francs plus ou moins gagés par des prêts ou des livraisons de pétrole.

### Les défauts de la cuirasse

On conçoit, dans ces circonstances, que les industriels de l'armement, dans tous ces pays, soient attentifs aux conséquences d'un arrêt des hostilités irakio-iraniennes sur le volume de leurs activités et les reconversions éventuelles.

Le cessez-le-feu, s'il devait être respecté, ne marquerait pas pour autant la cessation de tout commerce d'armes avec l'Irak ou avec l'Iran. Des précédents montrant que les Etats-majors de pays dont les armées furent en conflit tirant les leçons, en réorganisant leurs structures militaires, en révisant et en remplaçant leurs équipements.

Ces armées-là se préoccupent de compléter leur arsenal, de reconstruire les stocks et d'acquiescer les fournitures sophistiquées qui leur ont manqué. Plus que celle de l'Irak, ce sera vraisemblablement l'attitude de l'Iran qui de vouloir pallier les défauts de sa cuirasse — notamment en armements modernes et en flux logistiques —

apparait lors de ce conflit. Dans le même temps, les Irakiens cherchent sans doute à maintenir leur supériorité technologique auprès de pays producteurs qui accepteraient, de surcroît, de leur transférer un savoir-faire en toute autonomie.

En attendant, les industriels devront réapprendre à se passer d'un débouché qui, dans le cas de certaines entreprises françaises, a représenté, selon les années et, principalement, durant la période 1981-1983, jusqu'à 40 % de leur charge de travail, avec les seules commandes des Irakiens.

Le terme mis aux combats entre Téhéran et Bagdad intervient à un moment où, précisément, de nombreuses sociétés françaises de l'armement enregistrent un déclin de leurs activités devant une demande internationale qui se réduit, faute de liquidités, et sous la pression de la concurrence de nombreux fabricants dans les pays de l'Est ou dans des Etats du tiers-monde. Le mouvement est amorcé depuis quelques années et, pour la première fois depuis longtemps, on a même dû licencier en 1987 et en 1988 dans des ateliers. C'est dès 1984, après la fin des gros contrats conclus avec les Saoudiens, que la diminution des exportations militaires n'a épargné aucune des grandes sociétés françaises d'armement, publiques et privées. La reprise constatée lors des six premiers mois de 1988 (soit un montant de commandes étrangères de 20 milliards de francs, au lieu de 12 milliards pour la même période de l'an dernier) ne doit pas faire illusion. La chute du pouvoir d'achat des clients et la rivalité accrue entre producteurs condamnent les industriels français à recourir et à diversifier leurs activités.

Ici, on a cherché à accomplir de nouveaux gains de productivité, pour abaisser les coûts. Là, on a voulu lancer des produits originaux. Ailleurs, on a tenté de développer des secteurs qui ne semblent pas liés à la défense mais qui empruntent beaucoup, en réalité, à la technologie militaire.

L'effacement de la clientèle proche-orientale, s'il devait se confirmer avec l'arrêt des affrontements irako-iraniens, placerait l'industrie française de l'armement en état de fragilité accrue. De ses ventes et, plus seulement, de son marché national, elle tire les investissements nécessaires à la modernisation et à la conversion de son fonds de commerce. Cette double opération n'est pas sans douleur, aujourd'hui. Elle pourrait être encore plus délicate, demain.

JACQUES ISNARD.

## Deux Palestiniens tués en Cisjordanie

Jérusalem (AFP). — Un Palestinien a été tué, dimanche après-midi 24 juillet, par des tirs de soldats israéliens dans le village de Qabatiya, au sud de Jenin, en Cisjordanie occupée. La victime, Nasser Hanoun Dababneh, âgé de vingt-cinq ans, a été atteinte à la poitrine et est décédée à son arrivée à l'hôpital de Jenin. Trois autres Palestiniens ont été blessés par balles au cours de cette manifestation anti-israélienne.

Dans la journée de dimanche, deux autres Palestiniens ont été blessés par balles dans le camp de Jabalia (bande de Gaza) et un autre à Beit-Jala, près de Bethléem, en Cisjordanie. Ce dernier, Giryis (Georges) Youssef Konfar, âgé de quarante ans, et père de quatre enfants, atteint au ventre, et transporté dans un état critique à l'hôpital israélien de Hadassah à Jérusalem, est décédé dans la soirée.

Des dizaines de manifestations de Beit-Jala avaient tenté d'interrompre la circulation dans l'après-midi de dimanche sur la route Hébron-Jérusalem. Les soldats ont utilisé des gaz lacrymogènes et tiré des balles en caoutchouc pour ramener l'ordre, avant d'ouvrir le feu dans une des ruelles de Beit-Jala pour se dégager.

## COTE D'IVOIRE : la visite du premier ministre français

### M. Rocard dénonce les « dégâts mondiaux » du libéralisme économique

La situation du marché des matières premières, et du cacao en particulier, est « dramatique » et « appelle des réformes profondes », a affirmé, le samedi 23 juillet à Yamoussoukro, M. Michel Rocard à l'issue d'un déjeuner de travail avec le président ivoirien, M. Félix Houphouët-Boigny. « Il va falloir appeler les pompiers sur le marché du cacao », a-t-il ajouté.

A cet égard, M. Houphouët-Boigny et M. Rocard ont évoqué, selon le premier ministre français, les « abominables dégâts mondiaux que produit le libéralisme » en économie agricole et « les dangers que fait courir l'absence de règles du jeu ». « Quand on interprète le marché comme le droit de faire n'importe quoi sans limite, ce sont les peuples qui en souffrent, ce sont les inégalités de toutes les nations qui s'aggravent. La loi de la jungle, à nos yeux, n'est pas synonyme de liberté », a-t-il ajouté.

Il faut cesser de bricoler « avec des bouts de ficelle et poser le problème général des prix des matières premières à tous les niveaux, entre les pays consommateurs et les pays producteurs et devant la Conférence des Nations unies pour le développement et le commerce (CNUCED) », a indiqué M. Rocard. Entre pays très inégalement développés, « la libre échange est une des formes de l'oppression », a affirmé le premier ministre. A son avis, « un minimum d'organisation des marchés est la meilleure manière de protéger l'autonomie des producteurs ».

M. Rocard, dont c'était la première visite en Afrique en sa qualité de chef du gouvernement français, avait été accueilli avec un cérémonial protocolaire correspondant à une véritable visite officielle. Le chef de l'Etat ivoirien, qui avait salué personnellement M. Rocard à son arrivée, a tenu à le raccompagner lui-même à l'aéroport de Yamoussoukro au terme d'un déjeuner de travail. — (AFP.)


## Afrique

### ANGOLA

#### Des discussions sur la situation militaire ont eu lieu au Cap-Vert

Une rencontre de représentants militaires d'Angola, de Cuba et d'Afrique du Sud, en présence d'une personnalité américaine jouant le rôle de médiateur, a eu lieu, dans l'île de Sal au Cap-Vert, les 22 et 23 juillet, a révélé un communiqué officiel publié à Praia. Dans une brève mise au point, M. « Pik » Botha, le ministre sud-africain des affaires étrangères, a indiqué que « cette réunion avait donné lieu à un échange de vues sur la situation militaire ».

Aucune autre indication n'a été donnée sur cette rencontre qui intervient après la récente adoption par l'Angola, Cuba, l'Afrique du Sud et les Etats-Unis d'un accord de principe sur le règlement global du conflit en Afrique australe. Les quatre parties doivent se retrouver, le 2 août à Genève, pour continuer leurs discussions. — (AFP, Rester.)



**EUROPEAN  
UNIVERSITY  
OF AMERICA**

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

**MBA** Master of Business Administration  
Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.

**3<sup>e</sup> CYCLE** Diplômés de l'enseignement supérieur :  
Titulaires de maîtrise, ingénieurs, médecins, pharmaciens, architectes, I.E.P....  
Programme de 12 à 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

**2<sup>e</sup> CYCLE** Intensif :  
Coursus spécifiques de deux ans préparant au Master of Business Administration à Paris et à San Francisco.

Informations et sélections : European University of America  
17-25, rue de Chaillot (6ème arr.), 75116 Paris • (1) 40 70 11 71  
Communiqué par European University of America • San Francisco • California



## Europe

URSS : apaisement ou repli tactique ?

## Le travail a repris à Stepanakert

MOSCOU  
de notre correspondant

Attendu depuis deux ou trois jours, la décision d'une reprise du travail à Stepanakert s'est confirmée lundi 25 juillet : les quelque quarante mille habitants arméniens du chef-lieu du Haut-Karabakh ont mis fin à la grève qu'ils y menaient depuis deux mois, en faveur du rattachement à l'Arménie de leur région (cent soixante mille habitants, dont 75 % d'Arméniens).

Leur aura fallu une semaine pour déceler les concessions à leur égard incluses dans le décret adopté une semaine auparavant par le présidium du Soviet suprême de l'URSS, alors que le premier point du texte rejetait leur demande fondamentale d'un détachement territorial du Haut-Karabakh de l'Azerbaïdjan.

Il leur aura fallu en outre prendre cette décision, d'abord par le maintien à Stepanakert des renforts de troupes envoyés il y a deux semaines, mais aussi par un intense travail d'explication mené ces derniers jours dans les collectifs de travail de chaque entreprise par les responsables locaux du parti, ceux-ci étant restés durant toute la crise assez proches des grévistes.

## Récits

Elle marque aussi l'épilogue du dernier rebondissement en date de cette crise qui a débuté en février. Le numéro deux du PCUS, le conservateur Egor Ligatchev, avait déclaré en mai à Bakou, la capitale d'Azerbaïdjan, que la question du Haut-Karabakh était « définitivement close », sous-entendu que les demandes arméniennes ne seraient plus considérées en haut lieu. Rapporté aux Arméniens de Stepanakert, ce propos les avait révoltés et décidés à entamer la grève générale, qui s'est achevée lundi. Elle aura duré deux mois, un phénomène sans précédent en URSS, comme du reste toute la crise arménienne et la façon dont le pouvoir l'a traitée.

Prenant le contre-pied de M. Ligatchev, M. Gorbatchev a déclaré la semaine dernière, devant le présidium du Soviet suprême, qu'aucune question « ne peut jamais être considérée comme définitivement réglée ».

Cette phrase a été beaucoup exploitée par les responsables locaux du parti. Ils ont été chargés d'expliquer que si le premier point du décret du présidium confirme certes l'appartenance du Haut-Karabakh à l'Azerbaïdjan, les points deux et

trois comportent des concessions aux Arméniens, que les fermes appels au rétablissement de l'ordre et à la « normalisation » ne doivent pas cacher.

Il est en effet prévu, outre la création d'une commission chargée de faire de nouvelles propositions au présidium, l'envoi de représentants du Soviet suprême dans la région, ce qui revient à accepter une des solutions de compromis proposées au Kremlin par des responsables arméniens : la création d'un mini-gouvernement local qui pourrait garantir une sorte d'indépendance de fait, quitte à dire bien haut et fort aux Azerbaïdjanais que cette région reste à eux.

Les choses n'en sont cependant pas là et les représentants du Soviet suprême n'arriveront pas à Stepanakert avant un mois. D'ici là, les autorités en place en Azerbaïdjan, secondées par l'armée, peuvent encore troubler le compromis imaginé par Moscou, par exemple en ne rétablissant pas le quasi-blocus imposé à Stepanakert. Depuis des mois, le chef-lieu est coupé de Bakou et n'est plus relié à Erevan que par les deux voies quotidiennes régulières (cinq ou six fois supplémentaires ont été supprimées il y a deux semaines).

De plus, rien ne prouve que l'unité arménienne acquise au Kremlin sur la façon de poursuivre le traitement de cette crise, dont tout le monde suppose qu'elle aura des prolongements. Des articles au ton très discordant paraissent depuis une semaine dans la presse soviétique, faisant écho aux interventions aussi diverses prononcées par des membres du présidium du Soviet suprême lors de la réunion du lundi 18 juillet. Si le numéro un du Kremlin avait magistralement défendu son thème favori de la nécessité du compromis en politique, affirmant qu'il ne faut pas laisser un peuple se croire vainqueur et l'autre vaincu, c'est exactement le contraire qui s'était produit le lendemain soir, après la publication du décret du présidium : la jérémiade d'Azerbaïdjan a été violemment contrastée avec le « sentiment de deuil » des Arméniens à Erevan ou à Stepanakert, de l'avenement de la télévision centrale.

## Menaces

Les nombreux articles analysant l'appel du présidium pour que soit imposée une « normalisation » de la situation en Transcaucasie ont surtout dénoté les grèves arméniennes, accentuant le sentiment de défiance de ce peuple. Ce fut le cas notamment des articles dénonçant comment les onze membres du comité Karabakh (le comité de grève d'Arménie), qualifiés d'« aventuriers », de « démagogues » et d'« irresponsables », ou encore celui mettant en cause certains membres du « groupe des 55 », l'ex-comité « Krounk » réunissant

chefs d'entreprises et intellectuels, (souvent membres du parti) à Stepanakert. Ce sont ces derniers qui ont dirigé le mouvement depuis près de six mois, et qui viennent de décider d'arrêter la grève mais pas la lutte pour obtenir le détachement de leur région de l'Azerbaïdjan.

De même, diverses menaces proférées publiquement par les autorités en fin de semaine ne pouvaient qu'alarmer encore le ressentiment des Arméniens (saucissons contre les entreprises en grève et leurs dirigeants ou bien interdiction de tout rassemblement). Dans un souci de compromis, le comité Karabakh avait pourtant prévu de ne plus organiser de manifestation. Si ces menaces n'étaient toujours pas concrétisées lundi, c'est sans doute grâce autant à la modération du comité Karabakh, qu'à la difficulté qu'il y aurait pour le pouvoir à les appliquer, malgré la présence de la garnison et du détachement du mouvement en Arménie à déjà fait la démonstration de sa capacité à mobiliser des centaines de milliers de personnes. Dans ces conditions, des articles sur un ton nouveau ont commencé à paraître en fin de semaine. Loin de condamner le mouvement arménien, ils expliquent à mots couverts que le comité a finalement obtenu une victoire en imposant au Présidium la promesse de solutions de compromis, ainsi que la reconnaissance du caractère interethnique du problème qui se pose

dans le Haut-Karabakh — alors que le pouvoir tenait à le présenter jusqu'à présent comme un problème de développement économique et social.

Il semble que Moscou, plus inquiet d'éventuelles réactions violentes en Azerbaïdjan que de celles, plus prévisibles et contrôlables qui pourraient se développer en Arménie, ait choisi d'annoncer d'abord une bonne nouvelle aux Azerbaïdjanais, en distillant plus tard et plus discrètement des assurances aux Arméniens.

Il reste que l'organisation mise en place dans presque toutes les entreprises et établissements d'enseignement en Arménie par le comité Karabakh (et dans le Haut-Karabakh par l'ex-comité Krounk, interdit), si elle permet des tentatives de concertations en cas de crise, constitue avant tout un défi formidable à l'autorité du Parti communiste en Arménie et encore plus à Stepanakert. C'est exemple pour les autres nations périphériques soviétiques et il est tout à fait insupportable pour le pouvoir central.

L'objectif principal du Kremlin ne peut être que de chercher à briser le mouvement mais les méthodes qui ne sont peut-être pas encore arrêtées. Essayer de diviser le mouvement par la seule possibilité réaliste pour y arriver sans retourner aux vieilles méthodes, désormais honnêtement officiellement dans l'URSS de M. Gorbatchev.

(Indir.)

## YUGOSLAVIE

## Le président de la fédération met en garde contre la montée des nationalismes

Près de cinq mille personnes ont manifesté, samedi 23 juillet, à Petrovo, capitale de la Voïvodine, en faveur d'un renforcement des pouvoirs de la République de Serbie sur les deux provinces autonomes de Voïvodine et du Kosovo. Cette nouvelle manifestation a provoqué une mise en garde du président de la fédération yougoslave, M. Raif Dizdarevic, contre la montée du nationalisme « dans toutes les régions du pays ».

Mettant en cause « l'absence de responsabilité de certains dirigeants », M. Dizdarevic a estimé, dimanche, au cours d'une cérémonie à l'Académie militaire de Belgrade, que leurs agissements « menacent l'unité du pays » et mettent en péril « la recherche d'une alternative démocratique à la crise yougoslave ».

Cette mise en garde vise tout particulièrement les dirigeants des Républiques de Serbie et de Slovaquie, en conflit ouvert avec la fédération sur la délimitation de leurs pouvoirs. Profitant des discussions en cours sur la réforme de la Constitution, le chef de la Ligue des communistes en Serbie, M. Slobodan Milosevic, exige le renforcement du contrôle de la République sur les deux régions autonomes. Visant à mettre au pas les séparatistes albanais du Kosovo, cette exigence s'est heurtée à une vive opposition à la fois au Kosovo et en Voïvodine. Bien que dépendant officiellement de la Serbie, ces deux régions s'étaient vu reconnaître une

large autonomie par la Constitution de 1974.

A l'appui de sa démarche, la Ligue des communistes de Serbie a organisé ces dernières semaines des dizaines de réunions publiques dans les localités et les usines et plusieurs manifestations pour réclamer la démission des dirigeants de Voïvodine. Le 19 juillet dernier, la présidence fédérale de la Ligue, à l'issue d'une réunion de deux jours, avait exigé « l'arrêt immédiat des polémiques sans principes » que se livrent les dirigeants du parti en Serbie et en Voïvodine. Il avait demandé que soit mis un terme aux « réunions de protestation et aux écrits euphoriques et non objectifs de la presse ».

La semaine dernière, la présidence de la fédération avait également dû intervenir pour trancher dans le conflit ouvert qui oppose l'armée à la présidence de la République de Serbie à propos du procès de trois journalistes et d'un sous-officier jugés par le tribunal militaire de Ljubljana pour « divulgation de secrets militaires ». Elle avait alors donné raison à l'armée, accusée par les Slovaques de ne pas respecter la Constitution de leur République en intervenant aux procès de s'exprimer en slovaque. Ce procès est devenu le symbole de la revendication d'une plus grande autonomie de la Slovaquie, qui expérimente depuis plusieurs mois un processus de démocratisation très en avance sur les autres Républiques.

H. de B.

## Asie

## Moscou dément avoir renforcé la défense de Kaboul

(Suite de la première page.)

Il y en aurait donc encore près de 22 000 à évacuer d'ici au 15 août pour que le calendrier prévu à Genève soit respecté.

Interrogés à New-York sur les allégations du général Zia, des responsables de l'ONU se sont refusés à les confirmer ou à les démentir, et se sont contentés de rappeler la réunion du 15 août, « date à laquelle l'URSS devra avoir procédé au retrait de la moitié de ses troupes d'Afghanistan ». Les Américains ont fait savoir qu'ils avaient pris « bonne note » de la déclaration du maréchal Akhromiev et qu'ils attendaient d'en savoir davantage sur l'ampleur du retrait. « Nous continuons de surveiller la situation de près », a ajouté, samedi, le porte-parole du département d'Etat. « Il sera difficile aux Soviétiques de respecter l'acheminement du 15 août mais ils continueront à dire qu'ils le feront et nous continuerons de leur demander de le respecter », a résumé, dimanche, le secrétaire d'Etat à la défense, M. Frank Carlucci.

Même si on peut s'interroger sur les motifs du président Zia — habile manœuvrier qui mise sur un succès rapide de la résistance afghane pour l'aider à emporter des élections générales qu'il veut de fixer au 16 novembre. — Il reste que la situation devient, effectivement, « intenable » à Kaboul. Chaque jour s'ajoute des centaines de victimes civiles, le plus souvent des civils. Dimanche, une dizaine de ces engins — peu précis mais qui démolissent la population — sont tombés sur la ville, faisant dix morts. La veille, six roquettes y avaient déjà tué deux personnes, l'une d'entre elles causant les nombreux tirs d'artillerie entendus notamment dimanche matin, selon une source diplomatique française à Kaboul. Les défenseurs de Kaboul pillonnent ainsi des positions de la résistance de plus en plus proches. Selon certaines sources, des tirs de roquettes auraient eu lieu, au moins à deux reprises, à partir de la colline de Koba Asman, au centre de la capitale. Ce qui voudrait dire soit que la résistance aurait réussi à infiltrer ce

genre de missile dans Kaboul, soit qu'elle n'a rien à voir avec ce genre de tir.

## Discussions au sein du PC afghan

Or les informations selon lesquelles de graves dissensions perdurent au sein de la direction communiste afghane, au pouvoir à Kaboul, ont été accréditées par un général soviétique qui a été, à trois reprises, conseiller en Afghanistan. Dans un entretien diffusé dimanche par l'hebdomadaire soviétique *Ognek*, le général Kim Tsaglovov critique les divisions du Parti démocratique populaire (PDP) et s'interroge sur sa capacité à garder le pouvoir après le retrait soviétique. Il dénonce les « règlements de comptes à l'intérieur du parti ». « J'ai peur que la maladie de la lutte fratricide ne se développe dans le parti », dit-il, dans le premier commentaire de la part d'un militaire de haut rang soviétique, émettant des doutes sur les chances de survie du régime de Kaboul.

Il est exact, enfin, que les Soviétiques ont plusieurs fois averti qu'ils ne respecteraient pas le calendrier de leur retrait si le Pakistan ne gèle pas ses livraisons d'armes à la résistance. M. Vladimir Petrovsky, vice-ministre des affaires étrangères, l'a redit dans une interview recueillie et publiée, le dimanche 24 juillet, par le *Washington Post*. « Derrière le Pakistan, a-t-il ajouté, nous sentons la présence des Etats-Unis ». Mais, jusqu'à ce week-end, personne n'avait mis durablement en doute la poursuite du retrait soviétique.

Partisan d'une victoire de la résistance et ayant, depuis toujours, appuyé son allié musulman intégro, le président Zia — qui vient de promettre l'application de la charte dans son propre pays — se réjouit d'une désagréation rapide du régime de Kaboul, qui lui permettrait de mieux affronter l'épreuve électorale du 16 novembre. Que les Soviétiques, d'ici là, décident de reporter leur retrait du nord afghan — encourageant une « libération » au moins provisoire du pays — ne lui déplairait pas non plus ; tant que la tension persiste en Afghanistan, le régime pakistanais demeure assuré de recevoir une manne américaine indispensable à sa stabilité.

Mais force est de constater également que les Soviétiques ont, pour le moins, davantage de mal à se retirer d'Afghanistan qu'ils n'en ont eu à y intervenir. En l'absence d'un cessez-le-feu, assure les lignes de communication d'un corps expéditionnaire de plus de cent mille hommes face à une force et quasi omniprésente guérilla — même quand cette dernière est divisée — ne peut se faire que si le partenaire local tient bon. Ce qui ne semble pas être le cas. Les Américains l'avaient compris, qui avaient évacué le gros de leurs troupes du Vietnam du Sud avant de signer, en janvier 1973, un accord cessez-le-feu. En outre, leur désengagement est un « intervalle décent » pour la suite. Les Soviétiques en font aujourd'hui l'expérience, prêtant ainsi le flanc aux manœuvres du président Zia.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

## CORÉE DU SUD : les affaires de corruption

## Des commissions parlementaires pourront entendre l'ancien président Chun Doo Whan

SÉOUL  
de notre envoyé spécial

L'Assemblée nationale a voté, le samedi 23 juillet, deux projets de loi permettant aux commissions parlementaires d'enquête d'obtenir la comparution de l'ancien président Chun Doo Whan et de sa famille devant le Parlement pour répondre d'accusations de corruption. Les projets de loi ont été adoptés à l'unanimité.

À la suite du veto mis la semaine dernière par le président Roh Tae Woo à la promulgation de précédents projets de loi, le parti gouvernemental et l'opposition, qui détiennent la majorité au Parlement, ont, en effet, parvenus à un consensus dans la formulation des textes qui a permis leur approbation, évitant ainsi une crise politique à la veille des Jeux olympiques. Aux termes des nouvelles lois, les parlementaires peuvent demander la comparution d'un témoin sans avoir besoin d'obtenir préalablement une citation à comparaître émise par l'Assemblée.

Les deux nouveaux projets de loi ayant été votés à l'unanimité, il est improbable que le président mettra son veto à leur promulgation.

M. Roh se trouve néanmoins dans la situation délicate de devoir se démarquer du régime précédent, auquel il participe activement et de tenir sa promesse de faire la lumière sur les abus du passé tout en évitant de s'aliéner les généraux encore fidèles à l'ex-président.

Le procès, commencé le 18 juillet, du frère de M. Chun (accusé d'avoir détourné 10 millions de dollars lorsqu'il était à la tête du mouvement Saemsaeng) est symptomatique du climat psychologique qui règne à Séoul : pour la majorité des personnes interrogées, la question est moins la culpabilité ou l'innocence du « petit Chun » que l'attitude du gouvernement. Veut-il vraiment faire la lumière sur le passé ou cherche-t-il à couvrir M. Chun et sa famille ?

L'une des accusations portées contre la famille de l'ex-président, et soulevée à nouveau la semaine dernière par l'opposition, concerne les activités de son épouse, M<sup>me</sup> Lee Soon Pa, qui préside la Fondation Saemsaeng : une bonne partie des contributions auraient été obtenues par abus de pouvoir et détournées.

PHILIPPE PONS.

## Amériques

## CHILI

## Le plébiscite aura lieu avant la fin octobre

La désignation du candidat à la présidence chilienne dans la perspective du plébiscite prévu avant la fin de l'année aura lieu le 30 août prochain, a-t-on indiqué de source officielle à Santiago. Après la nomination du candidat, selon toute vraisemblance le général Pinochet lui-même, le gouvernement devra fixer la date du scrutin, qui doit intervenir, selon la Constitution, au plus tard deux mois après le choix du candidat par la juste militaire soit avant la fin octobre. Les Chiliens seront appelés à se prononcer pour ou contre la prorogation du régime militaire — en place depuis le coup d'Etat de 1973 — jusqu'en 1997.

Par ailleurs, deux diplomates austro-allemands en poste à Santiago devraient comparaître devant un tribunal la semaine prochaine, la Cour suprême chilienne ayant levé leur immunité diplomatique à la suite d'une plainte déposée par la « Colonie Dignidad ». Ce village situé à 400 kilomètres au sud de la capitale, dirigé par un ancien officier allemand réfugié au Chili, fait en effet l'objet d'une enquête ouverte par le gouvernement de Bonn après les nombreuses accusations de sévices dont seraient victimes les membres de cette colonie. La justice chilienne a déjà bloqué par deux fois les enquêtes sur les activités de cette petite cité transformée en camp retranché.

Le premier conseiller de l'ambassade de RFA, M. Ulrich Spohn, et le consul, M. Horst Krieger, sont convoqués pour apporter leur témoignage, à l'indiqué leur avocat, M. Maximo Pacheco, qui a qualifié de « précédent extrêmement grave » la décision de la Cour suprême chilienne. — (REUTERS)

## ÉTATS-UNIS

## Le président Reagan réplique aux attaques des démocrates

Washington. — Le président Ronald Reagan, qui a regagné, dimanche 24 juillet, la Maison Blanche, après des vacances dans son ranch californien de Santa-Barbara, a vivement critiqué l'opposition démocrate à la suite de la convention d'Atlanta. M. Reagan s'est déclaré outré par les attaques personnelles qui ont été lancées contre les républicains : « Les orateurs de la convention semblent avoir oublié la tradition américaine », qui prévoit un débat vigoureux « sans attaques personnelles », a déclaré M. Reagan, faisant allusion aux critiques adressées par les démocrates au candidat républicain à l'élection présidentielle, M. George Bush. La veille de sa déclaration, le magazine *Newsweek* publiait un sondage effectué par Gallup, qui crédit le candidat démocrate Michael Dukakis de 55 % des suffrages contre 39 % à son adversaire républicain George Bush. — (AFP, Reuters.)

## IRLANDE DU NORD : une famille tuée par l'explosion d'une bombe

## Les « bavures » de l'IRA se multiplient

LONDRES  
de notre correspondant

Un des rares juges catholiques d'Irlande du Nord était probablement la cible de la bombe qui a tué « par erreur », le samedi 23 juillet, trois personnes près de la frontière avec la République irlandaise. Les services de sécurité estiment que les 500 kilos d'explosifs enterrés en bordure de la route Dublin-Belfast, dans une zone pourtant étroitement surveillée, visaient M. Ian Higgins, un des deux membres catholiques de la plus haute instance judiciaire de la province.

L'IRA avait admis dès samedi soir sa responsabilité. L'organisation clandestine avait alors seulement indiqué que la bombe avait explosé « prématurément ». L'IRA a envoyé dimanche ses « condoléances les plus sincères » à la famille des victimes ; M. et M<sup>me</sup> Hanna et leur fils de six ans, qui revenaient de vacances, ont été tués sur le coup

lorsque leur véhicule est passé à proximité de l'engin. Moins d'une heure plus tard, le juge Higgins empruntait la même route. L'explosion a eu lieu tout près de l'endroit où Sir Maurice Gibson, le plus haut magistrat d'Irlande du Nord, avait été tué avec sa femme par l'IRA en avril 1987, dans des circonstances identiques.

M. Tom King, secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord, a dénoncé la « totale hypocrisie » des condamnations de l'IRA. L'organisation républicaine avait également présenté ses excuses après la mort de onze personnes à Enniskillen, en novembre dernier. En moins d'un an, dix-sept civils au total ont été tués « par erreur » par l'IRA.

Cinq juges ont été tués en Irlande du Nord en vingt ans. La maison du juge Higgins avait été attaquée à la roquette par l'IRA il y a dix-huit mois. Il n'y avait pas eu de victimes.

DOMINIQUE DHOMBRES.

## LES SOIRÉES DE JEAND'HEURS

LE PLUS GRAND SON ET LUMIÈRE DE L'EST DE LA FRANCE

VOUS PROPOSENT

EN AVANT-PREMIÈRE NATIONALE

## LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

28-29-30 juillet 1988

Prix : Adultes : 70 F — Enfants : 30 F

RÉSERVATION : 84, boulevard de La Rochelle, 55000 Bar-le-Duc, tél. : 29-45-18-18.

## Le FLNKS ré...

Le bureau politique du FLNKS a réuni, le 24 juillet, à Sétif, une trentaine de membres. Les interventions ont porté sur la situation politique et militaire en Algérie. Les dirigeants ont souligné la nécessité de maintenir la pression sur le régime algérien et de poursuivre la lutte pour l'indépendance de l'Algérie. Ils ont également discuté des actions à mener dans les zones libérées et des moyens de renforcer la résistance.

## Le fil du rasoir

Le FLNKS a décidé de lancer une campagne de rasage massif dans les zones libérées. Cette action vise à éliminer les barbes et les cheveux, symboles de la résistance, et à montrer l'unité et la solidarité entre les combattants. La campagne sera menée sous le slogan « Rasage pour la liberté ». Les dirigeants du FLNKS ont encouragé les combattants à participer activement à cette action et à la faire connaître dans les zones libérées.

Le FLNKS a également décidé de lancer une campagne de collecte de fonds pour soutenir la résistance. Cette action vise à rassembler des ressources financières pour acheter des armes, des munitions et des fournitures nécessaires à la lutte. Les dirigeants du FLNKS ont encouragé les combattants à participer activement à cette action et à la faire connaître dans les zones libérées.

Le FLNKS a également décidé de lancer une campagne de sensibilisation de la population. Cette action vise à informer la population sur la situation politique et militaire en Algérie et à encourager la participation à la résistance. Les dirigeants du FLNKS ont encouragé les combattants à participer activement à cette action et à la faire connaître dans les zones libérées.

## Les réactions

M<sup>me</sup> Alliot-Marie (RPR) : « Un échec du gouvernement »

lancée du Forum RMC-PR 3. M<sup>me</sup> Alliot-Marie, secrétaire nationale du RPR, a réagi à la décision du gouvernement de lancer une enquête sur les activités de la « Colonie Dignidad ». Elle a déclaré que cette décision était « un échec du gouvernement » et qu'elle ne faisait que confirmer les accusations de sévices dont seraient victimes les membres de cette colonie. Elle a également déclaré que le gouvernement devait prendre des mesures pour protéger les droits de l'homme et pour mettre fin aux abus.

Commentant, dimanche, la décision de l'Assemblée nationale de voter deux projets de loi permettant aux commissions parlementaires d'enquête d'obtenir la comparution de l'ancien président Chun Doo Whan et de sa famille devant le Parlement, M. Alliot-Marie a déclaré que cette décision était « une victoire pour la justice » et qu'elle allait permettre de faire la lumière sur les activités de l'ancien président et de sa famille. Elle a également déclaré que le gouvernement devait prendre des mesures pour prévenir de telles violations des droits de l'homme à l'avenir.



# Politique

## Les débats sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

### Le FLNKS réclame la révision partielle du « plan d'armistice » de M. Rocard

Le bureau politique du FLNKS a estimé, lundi 25 juillet, à Nouméa, que l'accord conclu le 26 juin à l'hôtel Matignon ne constitue pas « un plan de paix mais simplement un plan d'armistice ». Les dirigeants indépendantistes, qui dressaient devant la presse le bilan de la convention du FLNKS révisée ce week-end sur l'île d'Ouvéa, ont résumé les réticences soulevées dans la base militante par l'accord triangulaire signé entre MM. Rocard, Laffleur et Tjibaou. « Ce n'est pas la peine », ont-ils expliqué, « de s'engager sur une aussi longue durée si c'est pour retrouver un climat de guerre civile dans dix ans. »

« Nous n'avons pas de test qui permette de croire qu'on peut faire confiance au gouvernement sur une telle durée », a déclaré M. Tjibaou, lundi matin, sur RTL.

Les responsables du FLNKS ont critiqué, en particulier, le découpage des futures provinces jugé « déséquilibré », car privilégiant économiquement la région Sud, dominée par le RPCR. Ils ont réclamé d'une manière générale qu'il y ait « également des chances » pour permettre « un combat ouvert et loyal » qui ne soit « pas faussé au départ par des rapports de forces

trop défavorables au peuple kanak ». Ils faisaient notamment référence à la composition du corps électoral appelé à se prononcer lors du scrutin d'autodétermination de 1998, qui ne leur garantit pas un résultat favorable. « Si on peut faire bouger la position du gouvernement sur le corps électoral, le FLNKS serait prêt à s'engager même dans un processus aussi long », ont-ils toutefois précisé.

Une délégation du bureau politique composée de sept membres et conduite par M. Jean-Marie Tjibaou est habitée à poursuivre les discussions avec le gouvernement. Elle doit être

reçue par le haut-commissaire de la République à Nouméa, M. Bernard Grasset, dès cette semaine.

Le plan de M. Michel Rocard n'ayant pas été formellement rejeté par la coalition indépendantiste, le gouvernement a pris acte avec « satisfaction » des demandes de « réaménagement » formulées à Ouvéa par les dirigeants indépendantistes.

Pour le RPR, en revanche, qui s'exprimait dimanche, sur RMC, par la voix de Mme Michèle Alliot-Marie, le gouvernement a subi « un grave échec ».

### Le fil du rasoir

Il aurait fallu être naïf, le 26 juin, pour croire au miracle. La fragilité du compromis ébauché ce jour-là, à l'hôtel Matignon, constituait une évidence, soulignée par les réactions du député constatées le soir même dans l'entourage de M. Jean-Marie Tjibaou. La réussite du plan de paix de M. Michel Rocard pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie reposait surtout, en effet, sur la capacité de persuasion du président du FLNKS auprès de ses troupes. Le chef du mouvement indépendantiste avait joué gros en faisant la pari de convaincre ses partisans de renvoyer à plus tard — 1998 au plus tôt — une accession à l'indépendance que la plupart des militants canakistes croyaient déjà tenir au bout du fusil. Il avait lui-même qu'il rencontrerait les pires difficultés.

testamentaire porteurs de risques de rupture, mais le « oui » conditionnel de l'état-major indépendantiste ne réduit pas à néant le dispositif gouvernemental. Le FLNKS n'approuve pas explicitement le plan Rocard, mais il ne le dénonce pas. Les portes ne sont pas fermées, le retour progressif au calme n'est pas remis en question, le temps des palabres recommence. Tant que le dialogue engagé à l'hôtel Matignon ne sera pas interrompu, l'espoir restera permis.

Enfin, le maintien de M. Tjibaou à la direction du mouvement indépendantiste représente une assurance de modération pour la suite des événements. Le président du FLNKS a préféré assumer un revers personnel pour préserver l'unité de la coalition indépendante de son mouvement tout en évitant au gouvernement un retour à la case départ et au territoire un regain de guerre civile.

La « satisfaction » affichée, dimanche soir, au nom de M. Rocard, par le ministre des départements et territoires d'outre-mer, M. Louis Le Pen, n'en apparaît pas moins quelque peu forcée. Le gouvernement est, certes, fondé à annoncer le lancement de la phase numéro deux de son plan, qui doit d'abord se traduire par la mise au point du projet de statut transitoire, puis recevoir l'approbation du référendum national prévu, en principe, à l'automne.

26 juin, et en particulier sur la composition du corps électoral qui sera appelé à participer au futur scrutin territorial d'autodétermination, n'est pas de ceux qui se règlent aisément.

Il s'agit là, tout au contraire, d'une question explosive, comme l'ancien secrétaire d'Etat socialiste aux DOM-TOM, M. Georges Lamoignon, l'a appris à ses dépens à l'automne 1984, malgré le bilan positif de la table ronde de Nainville-les-Roches, en juillet 1983. Entre le point de vue du FLNKS et celui du gouvernement, le fossé apparaît trop large pour autoriser une grande marge de manœuvre.

Même si M. Tjibaou n'a pas osé employer le terme, afin de ne pas s'opposer frontalement à l'avertissement lancé jeudi par M. Le Pen, c'est bien une « négociation » que réclame sur ce point le FLNKS. Or, les commentaires faits, dimanche soir, à l'hôtel Matignon, semblent indiquer que, sur ce point, M. Rocard entend s'en tenir, comme l'a déjà souligné le ministre des DOM-TOM, à ce qui a été décidé le 26 juin : « Les électeurs et les électrices de Nouvelle-Calédonie qui seront appelés à se prononcer sur [le] projet de loi de référendum, ainsi que les descendants accédant à la majorité, constitueront les populations intéressées à l'avenir du territoire. Ils seront donc seuls autorisés à participer, jusqu'en 1998, aux scrutins qui détermineront cet avenir : scrutin pour les élections aux conseils de province et scrutin d'autodétermination ».

Dans l'entourage du premier ministre, les seuls « réaménagements » que l'on envisageait, lundi matin, étaient des amendements de forme — déjà soumis aux dirigeants du FLNKS par l'intermédiaire du député du gouvernement sur place — assortis de diverses assurances, notamment la restitution de leurs droits civiques aux Canak qui en avaient été privés à la suite de condamnations « politiques », et une stricte mise à jour des listes électorales afin que la représentation politique de la communauté mélanésienne ne soit plus entachée d'approximations, comme ce fut le cas dans le proche passé.

Le gouvernement n'a guère le choix. Toute concession trop marquée au FLNKS provoquerait inévitablement la rupture du côté du président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République. M. Jacques Laffleur disait, au lendemain de l'accord du 26 juin : « Si je ne suis pas satisfait, c'est en raison d'un seul point de l'accord, tout l'accord serait décliné. » Même si, depuis lors, M. Laffleur fait preuve d'une patiente compréhension à l'égard de M. Tjibaou, il y a là un seul que le chef de file du courant anti-indépendantiste ne franchirait certainement pas, tant il est vrai que, sur le fond, son point de vue reste totalement incompatible avec le démarcage du FLNKS. Pour la coalition indépendantiste, en effet, le seul corps électoral qui vaille est celui qui lui garantirait automatiquement l'accession à l'indépendance.

Cette divergence fondamentale rend donc très aléatoire, pour le moment, l'organisation du référendum national prévu à l'automne. Le FLNKS ne décide sans doute d'y participer lui-même que si le gouvernement accède à ses demandes de « réaménagement ». Or M. Le Pen a déjà expliqué qu'il ne saurait être question de consulter la population nationale si l'un des deux « camps » locaux « n'appellait pas clairement ses partisans à voter oui » à ce référendum. Logique.

L'avenir du plan de M. Rocard se situe donc sur le fil du rasoir et, dans ce contexte périlleux, le premier ministre rencontre les limites de sa méthode de travail. Sa recherche de l'efficacité par les voies les plus directes ne s'accommode plus tout à fait avec la subtilité des longs méandres canak...

La tâche de M. Rocard est, dans les prochains jours, d'autant plus délicate que le consensus politique minimal qui avait permis la signature de l'accord de Matignon se trouve à l'heure actuelle en danger. C'est le sens de la motion adoptée à l'issue de la convention d'Ouvéa : « Le FLNKS est disposé à s'engager de plus en plus dans le processus ouvert par les discussions de Matignon dès lors que le cadre du plan Rocard n'est pas figé et susceptible d'aménagements sur des questions de fond. C'est une demi-victoire pour M. Tjibaou : il est parvenu à faire admettre à tout le monde les accords de Matignon comme point de référence. L'affaire était encore loin d'être entendue dimanche à minuit, des tendances comme le Parti de libération kanak (PALIKA) et le Front uni de libération kanak (FULK) — absentes de la délégation FLNKS de Paris — allant jusqu'à récuser la légitimité du « cadre Rocard » et se proposant d'en sortir.

ALAIN ROLLAT.

La convention du FLNKS à Ouvéa

### La demi-victoire de M. Tjibaou

NOUMÉA

de notre correspondant

Une pluie noire cinglait les toits d'Ouvéa lorsque vers 4 heures du matin, dimanche 26 juillet, les délégués du FLNKS se sont séparés de la tribu de Gossana avec le soulagement de ne pas avoir offensé la mémoire des « martyrs ». « Personne ne part satisfait, mais tout le monde part en faisant : « Ouf, on n'a pas cassé ! ». C'est avec cette fierté qu'on peut passer devant les tombes des morts », résumait M. Jean-Marie Tjibaou, les traits marqués par deux mois de négociations harassantes et une nouvelle nuit blanche.

Singulière illustration du décalage entre les deux hémisphères que ces propos sibyllins tenus par le chef indépendantiste : ceux qui étaient à l'affût, comme M. Louis Le Pen, le ministre des DOM-TOM, d'une réponse « explicite » — oui ou non à l'accord de Matignon — en sont pour leurs frais. Comment donc concilier les voies tortueuses du consensus canaque, ces palabres destinés non à gagner une majorité, mais à cimenter l'unité, avec le calendrier au pas de course imposé par le gouvernement ? Quand on l'interroge sur le compromis du 26 juin, à Matignon, M. Tjibaou répond : « Ce qui est prioritaire, c'est d'avoir sauvegardé l'unité du FLNKS. Ce consensus attaché aux forces, après vingt heures de débats ininterrompus, a évidemment un prix : l'ambiguïté. »

En fait, tout se passe comme si, dans ce jeu triangulaire FLNKS-gouvernement-RPCR, les indépendantistes s'étaient imposés une longueur de retard sur leurs partenaires. Pour les premiers, la négociation ne fait que commencer, alors que, pour les seconds, elle est quasiment bouclée. C'est le sens de la motion adoptée à l'issue de la convention d'Ouvéa : « Le FLNKS est disposé à s'engager de plus en plus dans le processus ouvert par les discussions de Matignon dès lors que le cadre du plan Rocard n'est pas figé et susceptible d'aménagements sur des questions de fond. C'est une demi-victoire pour M. Tjibaou : il est parvenu à faire admettre à tout le monde les accords de Matignon comme point de référence. L'affaire était encore loin d'être entendue dimanche à minuit, des tendances comme le Parti de libération kanak (PALIKA) et le Front uni de libération kanak (FULK) — absentes de la délégation FLNKS de Paris — allant jusqu'à récuser la légitimité du « cadre Rocard » et se proposant d'en sortir.

Pour autant, le chef indépendantiste n'a pas réussi à faire avaliser, comme il s'y était engagé auprès de M. Rocard, l'accord de Matignon dans sa globalité. Il ne s'agit pas d'une réelle surprise : les comités directeurs de l'Union calédonienne (UC, composante majoritaire de la coalition) et la convention du FLNKS à Thio, le week-end dernier, avaient déjà donné le ton. La pierre d'achoppement la plus sensible reste la composition du corps électoral retenue pour le scrutin d'autodé-

termination de 1998, qui, si l'on s'en tient à la proposition officielle, continuera d'assurer une forte majorité (plus de 60 %) au camp anti-indépendantiste.

Le FLNKS a un éventail de « contre-propositions » à soumettre au gouvernement (le Monde du 23 juillet). Et il se dit prêt à lâcher du lest sur deux autres points de désaccord — la durée de dix ans du statut transitoire (trop longue à son goût) et le découpage régional (trop déséquilibré) — dans la mesure où Matignon ferait preuve de bonne volonté sur le chapitre du corps électoral. Tels sont les « aménagements sur les questions de fond » évoqués à Ouvéa, même si M. Tjibaou a refusé de rentrer trop avant dans les détails. « Pour nous, a-t-il expliqué, la situation n'est pas du tout réglée. Il s'agit du destin de notre peuple. Il est certains points tout à fait capitulaires sur lesquels nous demanderons quelques aménagements. »

Euphémisme

L'avertissement lancé en fin de semaine par M. Le Pen — « Il ne saurait y avoir de négociation » — a eu au moins un mérite : le mot « négociation » est devenu tabou ce week-end. Impossible de l'arracher des lèvres indépendantistes, qui lui préféreraient le doux euphémisme d'« aménagements ». Mais quel handicap pour M. Tjibaou : « Ça m'a beaucoup gêné, confie-t-il, d'être obligé de tout le monde dans cette affaire. Ça a rendu difficile le travail parce que beaucoup de militants se sont sentis piégés, dans un carcan. »

La motion finale de la convention s'est également alarmée : « La position du gouvernement français, exprimée par la voix du ministre des DOM-TOM, qui réclame à l'avance aux différentes parties concernées toute possibilité de négociation de l'accord de Matignon, ne va pas dans le sens de l'ouverture et de la recherche d'un compromis pour tous. » Les discussions devront donc se prolonger. « La convention d'Ouvéa », conclut la motion, « donne mandat au bureau politique de prospecter toutes les voies de concertation avec le gouvernement français susceptibles de favoriser la relance de pourparlers en vue d'un accord final. »

M. Tjibaou ne s'en sort finalement pas trop mal. Il a franchi l'écueil de ses réunions à répétition sans trop de dommages : son autorité personnelle reste intacte. Le rejet — prévisible — de la motion de censure présentée à son encontre par le FULK lui a même conféré un surcroît de légitimité. Le voici maintenant mandaté pour diriger la nouvelle équipe chargée de poursuivre les négociations sur place à Nouméa (les indépendantistes hésitent à repartir pour Paris). « J'avais déjà prévu mes bagages pour aller soigner mes ignames. Je suis obligé de continuer », glissait-il dimanche soir, sur un ton énigmatique dont on ne pouvait savoir s'il trahissait le regret ou la jubilation.

FRÉDÉRIC BOBIN.

YOU GOSI AVI  
président de la fédération met en garde  
contre la montée des nationalismes

Le bureau politique du FLNKS a estimé, lundi 25 juillet, à Nouméa, que l'accord conclu le 26 juin à l'hôtel Matignon ne constitue pas « un plan de paix mais simplement un plan d'armistice ». Les dirigeants indépendantistes, qui dressaient devant la presse le bilan de la convention du FLNKS révisée ce week-end sur l'île d'Ouvéa, ont résumé les réticences soulevées dans la base militante par l'accord triangulaire signé entre MM. Rocard, Laffleur et Tjibaou. « Ce n'est pas la peine », ont-ils expliqué, « de s'engager sur une aussi longue durée si c'est pour retrouver un climat de guerre civile dans dix ans. »

Amérique  
CHILI  
Le plebiscite  
avant la fin

Le bureau politique du FLNKS a estimé, lundi 25 juillet, à Nouméa, que l'accord conclu le 26 juin à l'hôtel Matignon ne constitue pas « un plan de paix mais simplement un plan d'armistice ». Les dirigeants indépendantistes, qui dressaient devant la presse le bilan de la convention du FLNKS révisée ce week-end sur l'île d'Ouvéa, ont résumé les réticences soulevées dans la base militante par l'accord triangulaire signé entre MM. Rocard, Laffleur et Tjibaou. « Ce n'est pas la peine », ont-ils expliqué, « de s'engager sur une aussi longue durée si c'est pour retrouver un climat de guerre civile dans dix ans. »

Le bureau politique du FLNKS a estimé, lundi 25 juillet, à Nouméa, que l'accord conclu le 26 juin à l'hôtel Matignon ne constitue pas « un plan de paix mais simplement un plan d'armistice ». Les dirigeants indépendantistes, qui dressaient devant la presse le bilan de la convention du FLNKS révisée ce week-end sur l'île d'Ouvéa, ont résumé les réticences soulevées dans la base militante par l'accord triangulaire signé entre MM. Rocard, Laffleur et Tjibaou. « Ce n'est pas la peine », ont-ils expliqué, « de s'engager sur une aussi longue durée si c'est pour retrouver un climat de guerre civile dans dix ans. »

### Les réactions M<sup>me</sup> Alliot-Marie (RPR) : « Un échec du gouvernement »

Invitée du Forum RMC-FR 3, le dimanche 24 juillet, M<sup>me</sup> Alliot-Marie, secrétaire nationale du RPR et ancienne ministre de l'Intérieur, a réagi à la convention de Matignon. Elle a estimé que le gouvernement de M. Jacques Chirac, en tant que M. Jean-Marie Tjibaou, dirigeant indépendantiste du FLNKS, souhaite « remettre profondément en cause » l'accord de Matignon, ce qui constitue, pour la responsable du RPR, « un échec du gouvernement ». Elle a indiqué que la restauration de la sécurité est « une condition essentielle ». « Si aujourd'hui, effectivement, certains veulent remettre en cause les termes de l'accord, a lancé le député des Pyrénées-Atlantiques, nous disons non. Parce que cet accord, c'est la limite de ce que nous avons pu accepter. Et nous n'accepterons pas effectivement que soient remises en cause, notamment, la composition du corps électoral ou les limites qui ont déjà été posées à l'indépendance. » L'ancien secrétaire d'Etat a réaffirmé que, pour le RPR, « il n'est pas question d'aller plus loin que ce qui est contenu dans les annexes de l'accord et sur lequel — je le rappelle — tout le monde s'est mis d'accord ». A propos du premier ministre, elle a déclaré : « Je le regrette, mais ce que je constate, c'est qu'une fois de plus peut-être Michel Rocard s'est-il fait quelques illusions sur ses chances de réussir. »

M. Jacques Rocard, porte-parole de l'Organisation de rapatriés le RECOURS a regretté, dimanche, que « le congrès du FLNKS remette

en question certains termes de l'accord de Matignon pourtant négocié et paraphé par son propre leader ». Également porte-parole du comité de soutien national à la Nouvelle-Calédonie, M. Rocard a « mes solennellement en garde les risques qu'il prendrait en octroyant aux injonctions du FLNKS sur la composition du corps électoral ». Il rappelle que « parmi les Français calédoniens auxquels le FLNKS conteste le droit de vote figurent notamment les trois mille pieds-noirs réinstallés depuis plus de vingt ans en Calédonie et qui avaient déjà dû quitter leur terre natale d'Algérie en 1962, en étant alors même exclus du référendum d'autodétermination du 8 avril 1962 ». M. Rocard annonce que le RECOURS mettra « tout en œuvre pour empêcher qu'un tel viol des principes constitutionnels ne se reproduise ».

Commentant, dimanche, la demande de « réaménagements » du texte par le FLNKS, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre socialiste de la Défense, a déclaré : « J'en déduis que le cadre général du projet est accepté, et je m'en réjouis. » Il s'agit de rompre un cercle infernal en Nouvelle-Calédonie, et les hommes de bonne volonté ne peuvent pas laisser échapper cette chance », a dit le ministre, qui prédisait les célébrations de la 17<sup>e</sup> Triomphe de Saint-Cyr et la fête des écoles militaires de Colétiqdan (Morélie).

### Le communiqué du gouvernement « Détermination et prudence »

Le gouvernement a réagi à la prise de position du FLNKS en diffusant, dimanche soir 24 juillet, le communiqué suivant du ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen :

« Les propositions que le premier ministre avaient présentées le 26 juin dernier, concernant l'évolution future du territoire de la Nouvelle-Calédonie, ont été soumises par les délégations signataires — RPCR et FLNKS — à leurs instances respectives ainsi qu'elles en avaient pris l'engagement. Les déclarations faites à l'issue des réunions de ces deux formations témoignent que les uns et les autres acceptent de mener leur action dans le cadre des propositions du premier ministre, ce dont le gouvernement prend acte avec satisfaction. »

« Les délibérations des deux parties montrent que la voie de l'apaisement et de la réconciliation choisie par le gouvernement et la recherche de solutions originales et équilibrées entre les communautés étaient le bon chemin et que ce chemin doit être suivi patiemment, avec détermination et prudence tout à la fois, de manière à consolider durablement le rétablissement de la paix et d'une vie normale pour les communautés du territoire. »

« Ces déclarations permettent donc d'engager l'étape suivante qui avait été prévue, c'est-à-dire l'élaboration du projet de loi sur les institutions du territoire jusqu'au scrutin d'autodétermination de 1998. »

qu'avec l'assentiment de toutes les communautés de Nouvelle-Calédonie.

« Le gouvernement a donc demandé à son délégué, le haut-commissaire de la République, de transmettre les propositions du FLNKS et du RPCR afin de conduire des conversations préliminaires, avant que le ministre des départements et territoires d'outre-mer ne leur présente l'avant-projet de loi du gouvernement. »

« Le gouvernement appelle tous les Français et les organisations concernées à se rassembler pour permettre la poursuite de la démarche de paix et de réconciliation entamée. Il souhaite que chacun fasse preuve en la matière de sens de l'Etat et de responsabilité. »

« M. Chirac veut donner une nouvelle impulsion à l'AIMF. M. Chirac, président-fondateur de l'AIMF (Association internationale des maires francophones) a décidé le vendredi 22 juillet à Lyon, que la francophonie est « une ambition d'avenir et non pas le culte du passé ». Les travaux de cette huitième assemblée se sont terminés par l'adoption de plusieurs résolutions notamment la création d'une banque de données de l'AIMF, recensant les besoins d'équipements dans les différentes villes membres et portant sur les expériences de chacun. D'autre part, M. Jacques Chirac a lancé un vigoureux plaidoyer en faveur du rapatriement des cultures d'art africaines dans leur pays d'origine. »

### LANGUES UTILES

#### VOTRE ATOUT POUR L'EUROPE

Étudiez 1 ou + langues, préparez un diplôme à vocation internationale, ou un BTS pour un métier d'avenir... chez vous, à votre rythme. Doc. gratuite à : LANGUES & AFFAIRES Service 4777, 35 rue Collange 92303 Paris-Levallois. Tél.: (1) 42.70.81.88

### L'ESPAGNE EN TRAIN

Voyagez sans limitation de kilomètres pendant 8, 15 ou 22 jours dans tous les trains intérieurs du réseau espagnol RENFE. A PARTIR DE 490 F. Renseignements : RENFE, L. av. Marceau, 75116 PARIS. Tél. 47-23-52-01



# Société

## Une campagne de prévention des incendies de forêts

### « Aux arbres citoyens ! »

L'approche du bicentenaire de la Révolution française a inspiré les responsables de la sécurité civile. « Aux arbres citoyens ! », tel est en effet l'intitulé de la campagne de prévention contre les incendies de forêt, lancée cet été par les municipalités et les départements concernés, avec l'appui des sapeurs-pompiers et l'aide du ministère de l'Intérieur.

M. Pierre Joux a lancé cette campagne, vendredi 22 juillet, en visitant les installations de la sécurité civile à Marignac et Valère (Bouches-du-Rhône), en compagnie de M. Gérard Renon, secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs.

Le service d'information et des relations publiques de l'Intérieur n'hésite pas à décrire la campagne « Aux arbres citoyens » comme « un appel à la conscience nationale », qui traduit cette « réminiscence et transposition de vieux et révolutionnaires, que la Convention adressa à la Nation pour déclarer la patrie en danger ».

Deux chiffres résument le « réseau national » auquel la population est appelée : 4 300 000 hectares de forêts, maquis et garrigues à protéger dans le Midi méditerranéen chaque été, une superficie brûlée de 38 000 hectares en moyenne chaque année.

Cette campagne se poursuivra à la rentrée scolaire et dans le cadre d'une action de sensibilisation à long terme des enfants.

Affichage dans les communes, dépliants 7a forêts disséminés dans les écoles, informations sur Minitel, plaquettes à l'usage des résidents des massifs, encouragement à l'autoprotection des habitations par l'équipement de moto-pompes incendie, tour pédestre de la forêt méditerranéenne sur plus de 1 000 kilomètres... Toutes ces actions de prévention s'accompagnent d'un effort budgétaire du ministère de l'Intérieur pour l'opération Feux de forêts 1988, estimé à près de 299 millions de francs, dont 32 millions de subventions allouées aux collectivités locales.

L'essentiel des crédits a été affecté aux moyens nationaux de renfort dans la lutte contre les incendies de forêts : vingt-huit avions bombardiers d'eau seront utilisés cette année, ainsi que vingt-six hélicoptères, dont seize porteurs d'eau. Trois mille hommes, appartenant aux sapeurs-pompiers et aux unités militaires spécialisées, viendront renforcer les vingt-sept mille sapeurs-pompiers locaux. Un plan de modernisation des transmissions est mis en route. S'y ajoute une « politique d'éclatement des moyens » de façon qu'ils soient stationnés au plus près des risques. L'objectif visé est de pouvoir « attaquer et traiter tout feu dans les dix premières minutes pour en éviter l'extension ».

Le service d'information et des relations publiques de l'Intérieur n'hésite pas à décrire la campagne « Aux arbres citoyens » comme « un appel à la conscience nationale », qui traduit cette « réminiscence et transposition de vieux et révolutionnaires, que la Convention adressa à la Nation pour déclarer la patrie en danger ».

Deux chiffres résument le « réseau national » auquel la population est appelée : 4 300 000 hectares de forêts, maquis et garrigues à protéger dans le Midi méditerranéen chaque été, une superficie brûlée de 38 000 hectares en moyenne chaque année.

Cette campagne se poursuivra à la rentrée scolaire et dans le cadre d'une action de sensibilisation à long terme des enfants.

## Lors d'un contrôle à Saint-Rémy-de-Provence

### Un jeune homme tué d'une balle dans la tête par un gendarme mobile

Un gendarme de l'escadron de gendarmerie mobile de Marseille a été inculpé, dimanche 24 juillet, de coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner, après avoir, tué la veille, un jeune homme lors d'un contrôle à Saint-Rémy-de-Provence (Bouches-du-Rhône).

Le militaire, âgé de vingt-cinq ans, a été placé sous contrôle judiciaire et il a réintégré son escadron dans le XV<sup>e</sup> arrondissement de Marseille. Il avait été affecté à la brigade de Saint-Rémy il y a environ un mois. Son identité n'a pas été révélée.

La victime est un jeune homme de vingt et un ans, Pascal Amrhein, marseillais au chômage. Il habitait chez sa mère ou chez des amis. Il avait fait l'objet d'un début de procédure pour un délit mineur, mais son casier judiciaire était vierge.

Les autorités de police et de gendarmerie le présentaient comme toxicomane et « marginal ». D'autres sources proches de l'enquête indiquent cependant qu'il n'était qu'un « petit usager de haschich » comme bien d'autres jeunes.

Il était environ 4 heures du matin samedi 23 juillet lorsque deux patrouilles de trois gendarmes pénétrèrent dans le square Verdun, à Saint-Rémy, pour une opération de contrôle. Situé en plein centre-ville, l'endroit est fréquenté par des

jeunes qui y dorment et des revendeurs de drogue.

Selon les premiers éléments de l'enquête, Pascal Amrhein s'est enfui à l'arrivée des gendarmes. Il a franchi la barrière et l'un des militaires l'a poursuivi dans une ruelle qui longe le square.

#### « Un tir instinctif »

Celui-ci, selon ses affirmations, a effectué deux sommations : dans le parc et à l'entrée de la rue. Dans sa poursuite, le jeune homme s'est défilé d'un sac à dos contenant des vêtements.

Selon la gendarmerie, il a fait subitement volte-face et le gendarme, se sentant menacé, a effectué « un tir instinctif » atteignant le fugitif d'une balle de 9 mm à la tête. La balle a pénétré par la commissure des lèvres, et Pascal Amrhein a été tué sur le coup.

Le jeune homme et son poursuivant étaient seuls dans la ruelle au moment des faits. Il ne semble pas y avoir eu d'autres témoins à l'ensemble de l'affaire que les collègues du gendarme.

Le parquet de Tarragon a ouvert une information et fait procéder, dès samedi, à une reconstitution qui a abouti à l'inculpation du militaire.

## Auteur présumé d'un important détournement de fonds

### Un contrôleur des impôts de Versailles interpellé dans les Alpes-Maritimes

M. Bernard Dufour, quarante ans, ce contrôleur des impôts de Versailles activement recherché par la police dans le cadre d'une affaire de détournement de fonds publics (le Monde du 12 juillet) a été arrêté dans la nuit de vendredi 22 au samedi 23 juillet à Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes).

#### VERSAILLES de notre correspondant

M. Dufour, qui faisait l'objet d'un mandat international délivré le 20 juin 1988 par le juge d'instruction de Versailles, M. Guy Ripoll, a été appréhendé au hasard d'un contrôle de routine effectué par les gendarmes de la brigade de Cagnes-sur-Mer parmi la foule venue suivre les festivités commémorant le vingtième anniversaire des mariages de Villeneuve-Loubet.

Le fonctionnaire, domicilié à Versailles, marié, père de famille, s'était amorcé un peu plus d'un an d'un jeune homme qui l'entraînait à grands frais (appartement parisien, voiture de sport, séjours touristiques). Bref, un luxe qu'un traite-

ment de fonctionnaire seul n'aurait pu lui permettre.

Chargé du recouvrement de la TVA, le contrôleur des impôts, du jour au lendemain, a multiplié ses fausses largesses à l'égard des commerçants versaillais venus solliciter des délais de paiement ou des étalonnements de chèques. Les chèques de garantie que M. Dufour exigeait en contrepartie et que les commerçants, naïvement, acceptaient de libeller à son nom propre étaient, en réalité, déposés sur son compte personnel, qu'il avait ouvert dans l'un des bureaux de poste de Versailles. L'escroquerie, évaluée par les policiers de la section économique et financière du SRPJ de Versailles à plus de 7 millions de francs avait été découverte au début du mois de juin, lorsque l'un des commerçants grugés vint s'enquérir de sa situation se vit refuser la moindre quittance.

M. Dufour, qui a été écroué à la maison d'arrêt de Grasse dans l'attente de son transfert à Versailles, se verra notifier par le juge son inculpation de faux en écriture publique, ce qui pourrait provoquer son renvoi ultérieur devant la cour d'assises des Yvelines.

THIERRY LE LOUET.

## RELIGIONS

### Une quarantaine de disciples d'Ecône rejoignent le Vatican

Une quarantaine de disciples traditionnalistes de Mgr Lefebvre, excommunié après avoir consacré quatre évêques le jeudi 30 juin à Ecône, en Suisse, ont décidé de rompre avec la Fraternité Saint-Pie-X pour fonder un groupe fidèle au Vatican, la Fraternité de Saint-Pierre.

Dans une interview publiée par le mensuel catholique italien *Trenta Giorni*, l'abbé Joseph Bisig, ancien assistant du Père Franz Schmidberger, supérieur de la Fraternité Saint-Pie-X, a déclaré que seize prêtres, sur les deux cent-soixante en activité, et vingt-neuf séminaristes, sur les quatre-vingt-cinq d'Ecône, avaient décidé de rejoindre ce nouveau groupe, dont ils espèrent la reconnaissance par Rome.

Ces religieux ont d'ailleurs renoncé, lundi 18 et mardi 19 juillet, Mgr Camillo Ruini, secrétaire permanent de la Congrégation pour le culte divin, dans l'abbaye cistercienne de Hauterive, en Suisse.

Selon l'abbé Joseph Bisig, cette initiative ne cherche pas à créer un conflit avec Mgr Lefebvre : « Il a combattu le modernisme, ce qui est aussi notre objectif, mais nous voulons le faire dans l'Eglise ».

Il a ajouté : « Nous voulons être liés à la tradition spirituelle et liturgique de l'Eglise, mais nous voulons montrer à nos frères qui ont provoqué la rupture avec Rome qu'ils peuvent rester des catholiques traditionnalistes à l'intérieur de l'Eglise ».

## COMMUNICATION

### Le dépôt de bilan des Editions Jacquemart

### Les salariés de Sonovision envisagent une reprise du titre

« J'ai soixante-dix-neuf ans, je suis fatigué. Je travaille depuis près de soixante-dix ans. Je ne dois pas un sou aux banques, pas un sou à mon personnel (...) Pourtant j'ai 2 millions de francs de dettes, dus par mes clients. J'ai dû déposer mon bilan car j'ai une dette assez importante envers la Sécurité sociale. Des amateurs sont sur les rangs pour reprendre l'affaire. Nos journaux repartiront donc vraisemblablement au début du mois de septembre, avec moi ou sans moi. » Parues le 19 juillet dans *Echo de la presse* et de la publicité (EPP) sous la plume de Noël Jacquemart, son directeur-fondateur, ces quelques lignes sonnent le glas de la société des Editions Jacquemart. Une société qui avait démarré avec le titre *EPP*, créé en 1945, et qui édite aujourd'hui le mensuel *Sonovision* et son édition hebdomadaire, lancés respectivement en 1971 et en 1974.

Les Editions Jacquemart ont enregistré, fin avril, un déficit cumulé pour les deux dernières années de l'ordre de 7,6 millions de francs. Auxquels s'ajoutent une dette envers l'URSSAF de 7,5 millions de francs... Une somme énorme pour ce petit groupe de presse familial, qui emploie cinquante personnes et dont le chiffre d'affaires en 1987 était de 19,4 millions de francs.

Régie de manière paternaliste par M. Noël Jacquemart, figure haute en couleur de la presse parisienne, et fortement teintée de conservatisme politique, les titres du groupe connaissent une fortune déclinante.

Si l'EPP n'est guère rentable, il n'en va pas de même de *Sonovision* et de *Sonovision Hebdo* deux magazines professionnels sur l'audiovisuel qui aient su conserver depuis quinze ans une rare indépendance de ton et font aujourd'hui référence. Les huit rédacteurs de ces journaux — sur quinze salariés — ont d'ailleurs créé, une association des journalistes de *Sonovision* destinée à « maintenir la parution de ces organes de presse dans les conditions d'indépendance qui ont prévalu jusqu'ici ». Pour les salariés de *Sonovision*, ces publications « constituent un corps sain et dynamique ».

Les Editions Jacquemart ont enregistré, fin avril, un déficit cumulé pour les deux dernières années de l'ordre de 7,6 millions de francs. Auxquels s'ajoutent une dette envers l'URSSAF de 7,5 millions de francs... Une somme énorme pour ce petit groupe de presse familial, qui emploie cinquante personnes et dont le chiffre d'affaires en 1987 était de 19,4 millions de francs.

Régie de manière paternaliste par M. Noël Jacquemart, figure haute en couleur de la presse parisienne, et fortement teintée de conservatisme politique, les titres du groupe connaissent une fortune déclinante.

Ces sept dernières années, les recettes publiées sont passées de 1,2 million à 5,8 millions de francs tandis que les recettes provenant des abonnements, des petites annonces et de la diffusion ont plus que doublé.

Le tribunal de commerce se prononcera bientôt sur la liquidation judiciaire de l'entreprise ou sur son redressement. L'équipe de *Sonovision* est prête à étudier avec des partenaires une reprise de l'entreprise par ses salariés. Parmi les repreneurs potentiels figurent les éditions professionnelles Denis Jacob (Groupe de la Cité), qui publient *Video Broadcast*, la société CEPP de M. Charles Dedejan, proche du groupe Hachette, les éditions Mazon, le groupe En Direct de M. Jean-Marcel Bonnetroy (*Billo, Miella*, etc.), ainsi que le Press Club de France présidé par Emmanuel de La Taille, le journal *Vidéo Pro*, l'ancien éditeur du groupe Stratégies, M. Patrick Collard.

YVES-MARIE LABÉ.

(Publicité)

## C.F.P.A.

Centre formation professionnelle avoies.

57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly

47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

Préparation intensive en septembre.

CEPES

## Deux morts et des dizaines de blessés après des pluies torrentielles en France

De très violents orages ont traversé la France du Lot-et-Cher aux Ardennes au cours de l'après-midi et de la soirée du 23 juillet. Ces orages ont déchaîné des pluies torrentielles (46 millimètres à Paris-Montsouris en douze heures, dont 16 millimètres en quinze minutes) ou des chutes d'énormes grêlons. Ils ont été accompagnés de vents soufflant jusqu'à 130 kilomètres à l'heure.

Au total, deux personnes ont été tuées (un des occupants d'un voilier s'est noyé lorsque le bateau s'est retourné dans un lac de retenue du Der sur la Marne, près de Vitry-le-François, et un automobiliste a été écrasé, près de Reibel, (Ardennes), par un arbre qui est tombé sur sa voiture) et plusieurs dizaines d'autres ont été blessés, dont certaines grièvement, lorsque la toiture de plusieurs grandes surfaces ou d'entrepôts s'est effondrée à Torcy

et aussi à Thorigny (Seine-et-Marne).

Dans toute la zone balayée par des orages, on ne compte plus les toitures arrachées, les pylônes électriques, les lignes téléphoniques et les arbres cassés, les maisons inondées, les vitres brisées, les voitures endommagées par les arbres et les grêlons. Les pompiers des régions touchées ont dû intervenir quelque deux mille fois.

### Prévisions de la météorologie

Dès la matinée du 23 juillet, la Météorologie nationale avait lancé des avertissements annonçant de très violents orages pour l'après-midi et la soirée.

D'autre part, le bilan des inondations qui ont frappé, dans la nuit du 19 au 20 juillet, le Pays basque espagnol s'élève maintenant à quatorze morts et un disparu. — (AFP.)

## Arrêtés en Espagne

### Huit Français sont soupçonnés d'être les auteurs d'un important hold-up en région parisienne

Huit Français, cinq hommes et trois femmes, dont les identités n'ont pas été communiquées, ont été arrêtés, à la fin de la semaine dernière par la police espagnole à Bénidorm, sur la côte est du pays, à proximité d'Alicante. Un premier suspect avait été interpellé mardi 19 juillet alors qu'il tentait d'échapper des chèques de voyage volés. Dans les jours qui suivirent, la police espagnole interpellait sept autres personnes dans un hôtel de Bénidorm et saisissait cinq voitures de forte cylindrée, d'importantes sommes d'argent tant en pesetas qu'en devises étrangères ou en chèques de voyage ainsi que quinze fausses cartes d'identité françaises.

En collaboration avec la police française, les enquêteurs espagnols devaient établir que ces huit personnes, fichées en France au grand banditisme, étaient les auteurs présumés d'une importante attaque à

main armée commise au mois de février 1987 contre la caisse régionale du Crédit agricole d'Ile-de-France, 26, quai de la Rapée à Paris (12<sup>e</sup>). A l'époque, une dizaine de personnes, cagoulées et fortement armées, organisées en « commando » selon la police, avaient pénétré dans les locaux de la caisse régionale et, après avoir réussi à atteindre la salle des coffres, s'étaient emparés d'une somme estimée à environ 25 millions de francs en travellers-chèques et en devises.

Les autorités espagnoles ont d'ores et déjà reçu une commission rogatoire, émanant du juge d'instruction français chargé de ce dossier, en vue de l'extradition des huit personnes arrêtées. Des policiers de la brigade de répression du banditisme se sont rendus, samedi 23 juillet, à Bénidorm pour participer aux auditions.

## EN BREF

● Raymond Valero inculpé de tentative d'assassinat. — Vingt-quatre heures après son arrestation, vendredi 22 juillet, à Amplepuis (Rhône), Raymond Valero, qui s'était évadé, cinq jours auparavant de la maison d'arrêt de Bourg-en-Bresse, a été inculpé, samedi 23 juillet, de tentative d'assassinat sur la personne de Sébastien Yezek, le gardien de prison très grièvement blessé lors de l'évasion. Raymond Valero a en outre été inculpé « d'évasion avec violence par bris de prison » par M<sup>me</sup> Christine Grillet, juge d'instruction à Bourg-en-Bresse.

● Double évasion à la maison d'arrêt de Saint-Quentin. — Deux détenus, Claude Paquet, vingt-quatre ans, un Français placé en détention provisoire pour vol à main armée, et Jean-Marie Becker, vingt-neuf ans, de nationalité belge, condamné pour vol avec violence, se sont évadés, dimanche 24 juillet en fin de matinée, de la maison d'arrêt de Saint-Quentin (Aisne).

● Thomson-CSF modernisera le système Hawk de l'OTAN. — Avec la société ouest-allemande MBB et la société italienne Selenia, le groupe français Thomson-CSF a repou un contrat de 300 millions de dollars (environ 1,8 milliard de francs) pour la réalisation du programme Hawk Missile M-3 de l'OTAN. Il s'agit de la modernisation du système d'armes anti-aériennes à haute et moyenne altitude, à base de missiles sol-air Hawk, en service dans plusieurs pays de l'OTAN, y compris dans les forces armées françaises.

## Le Carnet du Monde

### Naissances

— Tony MENASSA et

Adèle MENASSA, née Harfouch, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils.

Astouine Chekraliah,

le 21 juillet 1988.

### Décès

— M<sup>me</sup> Robert Cordier, M. et M<sup>me</sup> Patrick Cordier, M. et M<sup>me</sup> Gérard Bourdaud, ont la tristesse de faire part de décès de

Robert CORDIER, secrétaire général honoraire du Collège de France, qui nous a quittés le 18 juillet 1988.

Il a été inhumé et ses cendres dispersées, suivant sa volonté personnelle.

La famille ne souhaite recevoir ni visites ni condoléances.

— M<sup>me</sup> Georges Koskas, M. et M<sup>me</sup> David Koskas et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Gilbert Koskas et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean Sbero et leurs enfants, Les familles Koskas, Samama, Parents et alliés, ont l'immeuble douleur de faire part de décès de leur très cher et regretté

Georges KOSKAS,

survécu le 23 juillet 1988.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obèques ont lieu ce jour au nouveau cimetière de Neuilly-sur-Seine, à 16 h 30.

20, rue de Chartrou, 92200 Neuilly-sur-Seine.

### Remerciements

— M<sup>me</sup> Jean Loriot, Le général et M<sup>me</sup> Pierre Gallois, Et leur famille, ont le regret d'annoncer le décès de colonel Jean LORIOT, E.A. de l'air en retraite,

le 21 juin 1988, à Mandelieu.

Selon les vœux du défunt, l'inhumation a eu lieu à Epinal, dans la plus stricte intimité.

— M. le docteur Michel Martraire, M. et M<sup>me</sup> Jean-Yves Martraire et leur fille, M. Philippe Martraire, M<sup>me</sup> Henriette Riant Et toute la famille, ont la tristesse de faire part de décès de

M<sup>me</sup> Gilberte MARTRAIRE, née Simona, inspectrice générale honoraire de l'enseignement technique, officier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, survenue le 18 juillet 1988.

Les obèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

32, rue du Capitaine-Ferber, 75020 Paris.

— M<sup>me</sup> Françoise Richard, M. et M<sup>me</sup> Maurice Parisot, M. et M<sup>me</sup> Jean-Paul Richard, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Jérôme Larpin, M. Frédéric Pincastelli, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part de décès de

M. Pierre Auguste RICHARD, chevalier de la Légion d'honneur, survenue à Antibes, le 20 juillet 1988, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obèques religieuses ont eu lieu à Antibes, le vendredi 22 juillet 1988.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

### Anniversaires

— Pour le troisième anniversaire de la disparition de Jacques WALINE, prient tous ceux qui se sont associés à leur très vifs remerciements et de leur profonde gratitude.

— M<sup>me</sup> Jacques Waline

— M<sup>me</sup> Jacques Waline

— M<sup>me</sup> Jacques Waline

— M<sup>me</sup> Jacques Waline

— M<sup>me</sup> Jacques Waline

— M<sup>me</sup> Jacques Waline

— M<sup>me</sup> Jacques Waline

— M<sup>me</sup> Jacques Waline

— M<sup>me</sup> Jacques Waline

— M<sup>me</sup> Jacques Waline

— M<sup>me</sup> Jacques Waline

— M<sup>me</sup> Jacques Waline

— M<sup>me</sup> Jacques Waline

— M<sup>me</sup> Jacques Waline

— M<sup>me</sup> Jacques Waline

— M<sup>me</sup> Jacques Waline

— M<sup>me</sup> Jacques Waline

— M<sup>me</sup> Jacques Waline

— M<sup>me</sup> Jacques Waline

— M<sup>me</sup> Jacques Waline

— M<sup>me</sup> Jacques Waline

— M<sup>me</sup> Jacques Waline

— M<sup>me</sup> Jacques Waline

— M<sup>me</sup> Jacques Waline

— M<sup>me</sup> Jacques Waline

## CYCLISME

Pedro Delgado et Jean-Marie Loubet ont gagné le Tour de France 1988, l'événement du cyclisme, le 24 juillet, à Paris, après avoir parcouru 11 400 kilomètres.

Après l'arrivée à Paris, les deux vainqueurs ont été accueillis par des milliers de fans.

Les deux vainqueurs ont été félicités par le président de la République.

Les deux vainqueurs ont été reçus à l'Élysée.

Les deux vainqueurs ont été félicités par le président de la République.

Les deux vainqueurs ont été reçus à l'Élysée.

Les deux vainqueurs ont été félicités par le président de la République.

Les deux vainqueurs ont été reçus à l'Élysée.

Les deux vainqueurs ont été félicités par le président de la République.

Les deux vainqueurs ont été reçus à l'Élysée.

Les deux vainqueurs ont été félicités par le président de la République.

Les deux vainqueurs ont été reçus à l'Élysée.

Les deux vainqueurs ont été félicités par le président de la République.

Les deux vainqueurs ont été reçus à l'Élysée.

Les deux vainqueurs ont été félicités par le président de la République.

Les deux vainqueurs ont été reçus à l'Élysée.

Les deux vainqueurs ont été félicités par le président de la République.

Les deux vainqueurs ont été reçus à l'Élysée.

Les deux vainqueurs ont été félicités par le président de la République.

Les deux vainqueurs ont été reçus à l'Élysée.

Les deux vainqueurs ont été félicités par le président de la République.

Les deux vainqueurs ont été reçus à l'Élysée.

Les deux vainqueurs ont été félicités par le président de la République.

Les deux vainqueurs ont été reçus à l'Élysée.

Les deux vainqueurs ont été félicités par le président de la République.

Les deux vainqueurs ont été reçus à l'Élysée.



## CYCLISME : le Tour de France

Pedro Delgado et Jeanie Longo ont reçu, le dimanche 24 juillet, l'ovation du public parisien pour leurs derniers coups de pédales sur les Champs-Élysées.

Après Federico Bahamontes en 1959 et Luis Ocarina en 1973, Pedro Delgado est le troisième coureur espagnol à inscrire son nom au palmarès du Tour de France. Pedro fût à Ségovie, applaudi à Paris par des milliers de spectateurs venus d'outre-pyrénées, reste le premier vainqueur déclaré positif lors d'un contrôle anti-dopage.

### Maillot jauni

Deuxième du Tour de France la saison passée, derrière Stephen Roche, Pedro Delgado a gagné cette année en l'absence du champion irlandais. C'est d'une logique lumineuse. D'autant que le coureur espagnol a systématiquement devancé ses adversaires en affirmant sa supériorité dans les secteurs stratégiques des Alpes, des Pyrénées et du Massif Central.

Cette victoire qui échoit probablement au meilleur coureur du peloton en valeur absolue est néanmoins ternie par une affaire de dopage et elle laisse un goût amer.

Delgado, a été blanchi dans des circonstances équivoques à la suite d'un contrôle positif, le produit incriminé, le proboscide, n'étant pas encore inscrit sur la liste rouge de l'Union cycliste internationale (UCI) alors qu'il figure sur celle du Comité international olympique (CIO).

Un fait nouveau ajoute à la gravité de la situation : la prise de conscience de certains coureurs, et non des moindres, qui refusent de se solidariser avec le vainqueur, conformément à l'habitude du Tour de France, dans l'hypothèse d'un Tour « marchant intégralement à l'eau claire ».

Le Tour vient de battre le record de vitesse avec une moyenne générale de 38,909 km/h. Cependant,

l'acquiescement dont a bénéficié le maillot jaune.

Cette lamentable histoire ne fait en définitive que des perdants : le sport cycliste, le Tour de France, le pouvoir fédéral, qui s'est discrédité, et les coureurs dont la sincérité risque désormais d'être mise en doute. Ainsi, le proboscide qui offre la particularité de masquer les traces d'anabolisants, constitue un traitement contre l'acidité urique et Delgado a révisé... qu'il était un gouteux en puissance, mais seulement après que le nom de ce contrepoison miracle eut été prononcé.

Il serait pourtant malveillant de l'accabler. On peut supposer que des coureurs sont passés à travers les mailles du filet de la répression antidopage et admettre, compte tenu de sa qualité fonctionnelle, que Delgado aurait aussi gagné le Tour de France, dans l'hypothèse d'un Tour « marchant intégralement à l'eau claire ».

A l'heure du bilan on s'interroge sur les mérites des coureurs les plus brillants, c'est-à-dire sur la signification réelle du classement et l'on ne connaît toujours pas les raisons des nombreuses défaillances qui se sont produites.

Le Tour vient de battre le record de vitesse avec une moyenne générale de 38,909 km/h. Cependant,

une course rapide n'est pas forcément une course meurtrière. Au reste, les défaillances en cascade ont surtout frappé les favoris : Fignon, Bernard, Mottet, Kelly, Visentini, de Silva, etc.

Une corrélation : les abandons de Fignon, de Bernard et de Mottet ayant décapité l'effectif national, les Français ont dû se contenter d'un bilan modeste : deux victoires d'étape (Jérôme Simon, Thierry Marie) et dix représentants parmi les dix premiers du classement final (Boyer, Fignon, Roux). C'est mieux ou moins mal que les Belges.

Ces derniers n'ont pas gagné une seule étape — un événement sans précédent depuis... 1910. On imagine leur consternation.

En dépit de ses flottements, de ses coups de théâtre, de ses contradictions, le Tour 88 a respecté une certaine cohérence. Il ouvre un nouveau chapitre de la mondialisation du cyclisme et, sur ce point, les prévisions n'ont pas été démenties. Les cinq premiers du classement général représentent cinq nations : l'Espagne (Delgado), les Pays-Bas (Rooks), la Colombie (Parrá), le Canada (Bauer) et la France avec Eric Boyer. C'est la première fois qu'un coureur colombien accède au podium, mais Parrá occupe le rang que l'on destinait à Herrera.

JACQUES AUGENDRE.

## ATHLÉTISME

### Foster privé des Jeux



L'Américain Greg Foster, double champion du monde du 110 mètres haies, a dû renoncer aux Jeux olympiques de Séoul.

Victime d'une fracture au poignet gauche le 4 juillet dernier, il a tenté sa chance à Indianapolis dans les épreuves de sélection américaines mais, handicapé par son plâtre, il a abandonné en demi-finale. « Mon but est encore la médaille d'or », a-t-il annoncé après son échec. Mais il aura trente-trois ans à l'époque des Jeux de Barcelone en 1992.

## AUTOMOBILISME : le Grand Prix d'Allemagne

### Avantage Senna

Vainqueur du Grand Prix d'Allemagne, le dimanche 24 juillet à Hockenheim, sur un circuit détrempé par un orage, le Brésilien Ayrton Senna (McLaren-Honda) fait désormais figure de favori pour le championnat du monde de Formule 1.

Les cieux ne sont décidément pas favorables à Alain Prost dans la lutte pour le titre mondial de champion du monde des conducteurs. Comme à Silverstone (Angleterre), deux semaines plus tôt, l'orage qui a éclaté peu avant le départ du Grand Prix d'Allemagne est venu donner un petit coup de pouce au Brésilien, réputé pour ses talents de virtuose sous la pluie.

Sur ce circuit détrempé, où les monoplaques soulevaient des gerbes d'eau dans leur sillage, il était déterminé pour les deux coéquipiers de McLaren-Honda, le titre de champion du monde de Formule 1. Or, sur piste mouillée, cet exercice se révèle encore plus délicat puisqu'il convient de doser la brutale accélération des 650 chevaux en jouant au mieux de l'embrayage et du régime moteur. En faisant un peu trop patiner ses roues, Alain Prost, parti en quatrième position, a laissé passer sa meilleure chance de battre Ayrton Senna.

Le temps pour le Français de doubler Alessandro Nannini (Benetton-Ford) puis Gerhard Berger (Ferrari) et le Brésilien, corrigeant avec promptitude et précision les petits travers de sa voiture en sortant de virages, s'était envolé pour un magistral cavalier seul sur une piste aussi glissante qu'une patinoire. Après avoir vainement tenté de reve-

nir sur son coéquipier, Alain Prost, échoué par un tête-à-queue sans conséquence, a préféré assurer sa deuxième place pour la quatrième fois cette saison.

Grâce à ce résultat, le Français a préservé son rang de leader du championnat du monde mais, pour la première fois depuis le début de la saison, c'est le Brésilien qui se retrouve en position de force avec cinq victoires contre quatre. Compte tenu de l'écrasante supériorité des McLaren-Honda, le titre de champion du monde, éventuellement, des deuxièmes places puis des victoires, plus enclins à prendre des risques dans les dépassements sur les pistes plus tourmentées. Le pilote français misait beaucoup sur Silverstone et Hockenheim pour distancer son rival, mais la pluie est venue contrecarrer ses plans.

Désormais, les meilleurs atouts sont dans les mains d'Ayrton Senna. Sur les sept circuits de la fin de saison, quatre (Budapest, Estoril, Suzuka et Adaláide) s'avèrent peu propices aux dépassements. Alain Prost devra y forcer sa nature s'il ne veut pas laisser le Brésilien imposer sa virtuosité lors des séances de qualification (sept « pole position » contre une) et ses prises de risques en course.

GÉRARD ALBOUY.

## TENNIS : la Coupe Davis

### Les retours de flamme de Noah

La Sable menait devant la France par deux victoires à une, dimanche 24 juillet à Bastad, en demi-finale de la Coupe Davis. En double, Henri Leconte et Guy Forget ont battu dimanche Mats Wilander et Anders Jarryd (4-6, 9-7, 6-2, 6-2). Les Suédois s'étaient imposés la veille dans les simples avec Mats Wilander vainqueur de Yannick Noah (2-6, 13-11, 6-3, 3-6, 6-0) et Stefan Edberg, qui a battu Henri Leconte (6-4, 6-4, 8-10, 3-6, 6-4). Les deux derniers simples devaient se disputer lundi. Dans l'autre demi-finale, à Dortmund, la RFA a éliminé la Yougoslavie par cinq victoires à zéro.

BAASTAD de notre envoyé spécial

Il y avait, dans la défaite de Noah, quelque chose de pathétique. Voilà un champion dont les résultats dépendent de l'influx nerveux et d'une condition physique parfaite. Dont la générosité dans l'effort — sollicité — un organisme déjà maintes fois cassé. Dont la grande carrière tire à sa fin. Sorti sur une jambe à Roland-Garros, le Français avait pris des congés du côté de Los Angeles, d'où il est revenu avec la ferme volonté de relancer l'aventure

de l'équipe française de Coupe Davis.

Les vacances de Noah ne succèdent pas à un triomphe, comme le séjour d'Edberg à Saint-Jean-Cap-Ferrat après Wimbledon. C'était une évasion pour oublier une défaite. Sans doute le Français est-il convaincu que jamais plus il ne sera en mesure de soutenir la distance d'une grande finale pour gagner un titre majeur individuel.

Reste la Coupe Davis, réminiscence de l'époque légendaire du tennis français, qui réclame des efforts intenses mais courts, une série de sprints vers la gloire. Une épreuve faite pour Noah, qui y retrouve également cette année une saine ambiance de camaraderie. Mais il avait tellement été handicapé par ses tendinites qu'un doute planait sur son éventuelle participation. Dans ces conditions, le jeu qu'il pratiquait contre Wilander fut une heureuse surprise.

Par moments, on retrouve le Noah de la finale de Roland-Garros 1983, exerçant la même emprise sur le même adversaire. Hélas pour lui, le cinquième set fut de trop. Sa meilleure surface reste la terre battue, mais c'est aussi celle de Wilander, qui l'attendra toujours impatient, patient, pour l'user avant de l'achever. « Je savais qu'il ne tiendrait pas la distance », dit le Suédois. Tous le savent désormais.

MARC BALLADE.

## MOTOCYCLISME : le Grand Prix de France

### Les Sarron à l'honneur

L'Américain Eddie Lawson (Yamaha) a fait un grand pas vers un troisième titre de champion du monde motocycliste dans la catégorie des 500 cm<sup>3</sup>, en remportant, le dimanche 24 juillet, sur le circuit de Castellet (Var), le Grand Prix de France. Au terme d'une course spectaculaire, il a devancé le Français Christian Sarron (Yamaha), auteur du meilleur temps lors des essais. L'Australien Wayne Gardner (Honda) a dû se contenter de la quatrième place derrière l'Américain Kevin Schwantz (Suzuki), son moteur ayant cassé dans le dernier tour, alors qu'il était en tête de la course.

En 250 cm<sup>3</sup>, le frère de Christian, Dominique Sarron (Honda), a également obtenu une place d'honneur. Il termine troisième derrière le Suisse Jacques Cornu (Honda), le Espagnol Sito Pons (Honda), leader du championnat du monde dans cette catégorie. Dominique Sarron avait, comme son frère, réalisé le meilleur temps lors des essais. Ces essais ont été endeuillés par la mort de trois concurrents. Après le pilote de sidécar, Alfred Heck, les Français Eric Sabatier et Patrick Durix, amateurs courants de 500 cm<sup>3</sup>, sont décédés dans la nuit du samedi 23 au dimanche 24 juillet des suites d'une grave chute. Pendant la course des 500 cm<sup>3</sup>, Patrick Igou (Yamaha), coéquipier de Christian Sarron, a lui aussi, chuté et souffert d'un traumatisme crânien.

## Une course voilée

La fête s'est officiellement terminée dimanche soir sur les Champs-Élysées. Mais les flonflons avaient déjà perdu leur éclat depuis ce mercredi 20 juillet, où la remorque devenue vérité a transformé l'épreuve sportive en un fait de société.

Le Tour alors perdait sa magie. La fête devenait un drôle de spectacle. La bizarrerie des règlements internationaux permettait à une fédération, pas au-dessus de tout soupçon, d'accorder son aval à un coureur pourtant reconnu coupable d'usage de produits dopants.

Pedro Delgado abouit, Gert-Jan Theunisse déclara pour avoir, lui, usé de produits déjà interdits, les décisions du jury international n'ont satisfait personne.

Faut-il croire ces coureurs vertueux qui accusent d'abord le public de leur donner des bidons trafiqués ou qui clament leur innocence alors que les tests se révèlent positifs ? « Je ne suis pas un tricheur, je ne suis pas dopé », assure le Hollandais Theunisse. Et si ses protestations dans les Alpes, son apparition fulgurante parmi les leaders du peloton, n'étaient que le résultat de quelques doses chimiques habilement mélangées à sa nourriture ?

Si lui-même, cet ancien équipier de Delgado, ne sait pas qu'il absorbe ces produits, c'est donc que son entourage, ses directeurs sportifs, ses soigneurs, lui en donnent en cachette. Mais la grande solidarité qui existe dans les équipes, ou plutôt le poids des sociétés qui les parrainent, empêche souvent d'en savoir plus.

Les directeurs sportifs se sont concertés et leur réaction la plus visible a été de pousser leurs coureurs à déclencher des mouvements de protestation. Ce fut le cas de Clermont-Ferrand, le vendredi 22 juillet, où le peloton a fait une pause de dix minutes avant de franchir la ligne. Paradoxe burlesque où des athlètes protestent contre les contrôles antidopage. Pendant dix-neuf étapes aux règles établies, ils s'étaient soumis au règlement (contrôle du maillot jaune, du premier de l'étape et de deux coureurs tirés au sort) et brusquement ils ont trouvé de bonnes raisons pour contester ce principe.

Voix isolées

Andy Hampsten, le jeune leader de l'équipe américaine Seven Eleven, n'a pas hésité à ce qui se passait ce jour-là. Il a attendu comme les autres, mais il n'était pas d'accord pour contester des contrôles qui servent à assainir le cyclisme. Fils d'un professeur de l'université de Columbus, cet enfant de l'Amérique, amoureux du Tour « la plus grande course cycliste du monde », n'admet pas la tricherie.

Une voix isolée, qui n'a eu d'écho que parmi quelques débutants de l'épreuve et auprès d'un directeur sportif, le Suisse Paul Koechli, tout prêt à dénoncer le dopage. Au point que Theunisse l'a frappé d'un revers de la main.

Les bulletins sérieux d'invités, le village des privilégiés, seuls habilités à ôter les vedettes, l'omniprésence des généraux donneurs, ne font qu'éloigner cette course du public. Un public qui n'a pas voulu croire en la tricherie des champions. Des milliers de spectateurs ont profité de leurs vacances pour venir voir passer le Tour. Comme la famille Jacot qui s'était postée sur une route de Haute-Vienne par un bel après-midi ensoleillé. Jusqu'à ce que l'accident du petit Guillaume transforme la fête en drame. Ce mercredi 20 juillet fut vraiment une bien triste journée pour le Tour de France.

SERGE BOLLOCH.

## Une Fête-Dieu à Ségovie

### SÉGOVIE de notre envoyé spécial

De mémoire de Ségovien, on n'a vu jamais vu pareille kermesse ! C'est en grande pompe et au milieu des flonflons populaires que la ville natale de Pedro Delgado a fêté, le dimanche 24 juillet, la victoire de son « Perico » après plusieurs journées d'une cruelle incertitude, d'avantage médicale que sportive.

Depuis une semaine déjà, la fièvre de la « pègre » avait envahi cette petite ville habituellement paisible de la sierra madrilène, à quelques 80 kilomètres au nord de la capitale. Quel commerce n'avait pas sa petite affiche « Delgado, Ségovie est avec toi », apposée bien en vue sur la devanture ? Avec sa grande banderole « Bravo, champion ! », le coiffeur Victoriano avait fait aussi bien que le siège local de la Banque de Bilbao, qui, lui aussi, se proclamait « avec Delgado », dans une grande affiche aussi jaune que le maillot du vainqueur.

Dans le centre de la ville, la statue de Juan Bravo, un héros local brandissant résolument le drapeau national, avait elle aussi été revêtue d'un élégant maillot jaune. Des marchands ambulants proposaient des chemisettes à

l'effigie du champion avec la mention « La furia española ». Quant au vénérable Meson Candido, le restaurant le plus fameux de la place, il affichait en menu spécial, en une fine allusion à la virilité du champion, des « testicules de taureau Perico à la sauce maillot jaune ». Des milliers de Ségoviens, emmenés par le maire et le conseil municipal au grand complet, s'étaient par ailleurs mis en route pour Paris dans des autocars spécialement affectés pour l'occasion.

Pour ceux qui préférèrent rester au pays, ce fut, dimanche, l'apothéose. Dès le début de l'après-midi, la foule commençait à se rassembler devant l'aqueduc romain, orgueil touristique de Ségovie. Il suffirait qu'un petit orchestre de musique folklorique fasse son apparition pour que, durant deux heures, malgré l'improbable canicule, chacun chante et danse en scandant inlassablement « Perico, Perico » en se agitant des drapeaux espagnols et des banderoles à la gloire du héros. Des banderoles dont certaines rappellent qu'une francophilie de bon aloi reste décidément à la mode au sud des Pyrénées. « Delgado, tu es passé sur les Français », lit-on sur l'une des affiches à l'humour le plus apprécié du public, tandis qu'une autre portant la mention « Antenne 2 » est spécialement préparée à des fins de destruction et soigneusement dénichée par un groupe de jeunes, à la satisfaction générale.

Tout comme les relations extérieures, la politique intérieure n'est pas non plus absente de ce happening. Après avoir assalé l'aqueduc, un groupe d'aventuriers de l'aventurisme déploient une énorme affiche inattendue : « Perico, l'Association pour la vie est avec toi », au milieu du défilé de la foule. La police municipale devra battre en retraite devant la menace d'émeute générale lorsqu'elle tentera de retirer cette propagande incongrue.

Lorsque le grand champion franchit finalement à Paris la ligne d'arrivée, Ségovie explose devant son squelette. La foule chante au milieu des pétards et des fusées lancées par dizaines, tandis qu'à ce charivari se joignent à ajouter les cloches des églises sonnant à toute volée. Un anonyme Malherbe local, dans un poème fait sans doute dans toute la ville, n'avait-il pas annoncé qu'« au cri de Perico, toutes les pierres de l'aqueduc vont se mouvoir » ? Sa prédiction, dimanche, fit à peine figure de licence poétique !

THIERRY MALINAK.

## Les résultats

### Automobilisme

#### GRAND PRIX DE RFA DE FORMULE 1

1. Senna (Brésil, McLaren-Honda), les 299,068 km en 1 h 32 min 54 s 188 ; 2. Prost (Fr., McLaren-Honda), à 13 s 609 ; 3. Berger (Autr., Ferrari), à 52 s 95 ; 4. Alboreto (It., Ferrari), à 1 min 49 s 912 ; 5. Capelli (It., March Judd), à 1 min 49 s 606, etc.

Championnat du monde des conducteurs. — 1. Prost (Fr.), 60 pts ; 2. Senna (Brésil), 57 ; 3. Berger (Autr.), 25, etc.

### Cyclisme

#### TOUR DE FRANCE

Vingt-et-unième étape : Saint-Jean-Puy-Saint-Jean (172,5 kilomètres contre le vent).

1. Martinez Oliver (Esp.), en 1 h 23 : 37 (moyenne 44,077 km/h) ; 2. Romain (Suiss.), à 4 s ; 3. Juro (Tch.), à 5 s ; 4. Delgado (Esp.), à 11 s ; 5. Kamm (Norv.), à 58 s, etc.

Vingt-deuxième étape : Nemours-Paris (172,5 kilomètres).

1. Van Poppel (Pays-Bas), en 4 h 51 min 29 s (moyenne 35,508 km/h) ; 2. Bontempi (It.), 3. Hermans (Pays-Bas), 4. Elliott (G-B), 5. Phinney (Etats-Unis), etc.

Championnat final

1. Delgado (Esp.), en 84 h 27 min 53 s ; 2. Rooks (Pays-Bas), à 7 min 13 s ; 3. Parrá (Col.), à 9 min 58 s ; 4. Bauer (Can.), à 12 min 15 s ; 5. Boyer (Fr.), à 14 min 4 s ; 6. Herrera (Col.), à 14 min 36 s ; 7. Fosseco (Fr.), à 16 min 52 s ;

### Deuxième division (Deuxième journée)

#### Groupe A

\*Mulhouse b. Guingamp ..... 2-0  
\*Rennes b. Rouen ..... 2-1  
\*Angers b. Beauvais ..... 0-0  
\*Nancy b. Dunkerque ..... 0-0  
\*Brest b. Le Touquet ..... 1-0  
\*Le Mans et Guingamp ..... 2-2  
Valenciennes et Quimper ..... 0-0  
\*AEP La Roche et Crétail ..... 1-1  
\*Abbeville b. Reims ..... 4-1

#### Groupe B

\*Le Havre et Bastia ..... 0-0  
\*Nîmes b. Châteaux-L ..... 1-1  
\*Istres et Rodez ..... 1-0  
\*Dijon et Niort ..... 1-1  
\*Amnecy b. Clermont-Ferrant ..... 2-1  
Lyon b. Sète ..... 5-0  
\*Martignes b. Le Puy ..... 2-1  
\*Grenoble b. Orléans ..... 2-0  
\*Alès et Montceau ..... 1-1

#### Championnat de France

##### Deuxième journée

\*Sochaux b. Matra-Racing ..... 2-0  
\*Paris-SC-Bordeaux ..... 2-0  
\*Monaco b. Caen ..... 2-1  
\*Lille b. Marseille ..... 2-1  
\*Toulon b. Metz ..... 1-0  
\*Toulouse b. Lens ..... 2-1  
\*Montpellier b. Nice ..... 1-1  
\*Nantes b. Caen ..... 2-2  
\*Auxerre b. Laval ..... 2-1  
\*Saint-Etienne et Strasbourg ..... 0-0

#### Championnat de France

1. Sochaux, Lille, Toulouse, Toulon 6 pts ; 5. Monaco, Nantes, Nice, 4 ; 8. Ardenne, Paris-SG, Caen, Auxerre, 3 ; 12. Montpellier, 2 ; 13. Marseille, Saint-Etienne, Strasbourg, 1 ; 16. Laval, Lens, Metz, Caen, Matra-Racing, 0.

### Deuxième division (Deuxième journée)

#### Groupe A

\*Mulhouse b. Guingamp ..... 2-0  
\*Rennes b. Rouen ..... 2-1  
\*Angers b. Beauvais ..... 0-0  
\*Nancy b. Dunkerque ..... 0-0  
\*Brest b. Le Touquet ..... 1-0  
\*Le Mans et Guingamp ..... 2-2  
Valenciennes et Quimper ..... 0-0  
\*AEP La Roche et Crétail ..... 1-1  
\*Abbeville b. Reims ..... 4-1

#### Groupe B

\*Le Havre et Bastia ..... 0-0  
\*Nîmes b. Châteaux-L ..... 1-1  
\*Istres et Rodez ..... 1-0  
\*Dijon et Niort ..... 1-1  
\*Amnecy b. Clermont-Ferrant ..... 2-1  
Lyon b. Sète ..... 5-0  
\*Martignes b. Le Puy ..... 2-1  
\*Grenoble b. Orléans ..... 2-0  
\*Alès et Montceau ..... 1-1

#### Championnat de France

##### Deuxième journée

\*Sochaux b. Matra-Racing ..... 2-0  
\*Paris-SC-Bordeaux ..... 2-0  
\*Monaco b. Caen ..... 2-1  
\*Lille b. Marseille ..... 2-1  
\*Toulon b. Metz ..... 1-0  
\*Toulouse b. Lens ..... 2-1  
\*Montpellier b. Nice ..... 1-1  
\*Nantes b. Caen ..... 2-2  
\*Auxerre b. Laval ..... 2-1  
\*Saint-Etienne et Strasbourg ..... 0-0

#### Championnat de France

1. Sochaux, Lille, Toulouse, Toulon 6 pts ; 5. Monaco, Nantes, Nice, 4 ; 8. Ardenne, Paris-SG, Caen, Auxerre, 3 ; 12. Montpellier, 2 ; 13. Marseille, Saint-Etienne, Strasbourg, 1 ; 16. Laval, Lens, Metz, Caen, Matra-Racing, 0.

### Motocyclisme

#### GRAND PRIX DE FRANCE

250 centimètres cubes  
1. Cornu (Sui.), Honda, 37 min 23 s 94 (moy. 167,780 km/h) ; 2. Pons (Esp.), Honda, à 18/10 ; 3. D. Sarron (Fr.), Honda, à 61/100.

500 centimètres cubes  
1. Lawson (EU), Yamaha, 42 min 15 s 52 (moy. 173,233 km/h) ; 2. C. Sarron (Fr.), Yamaha, à 22/10 ; 3. Schwantz (EU), Suzuki, à 46/100.







# Culture

## L'avenir de la création artistique

### 1989-1992, années de tous les dangers

Lieu de spectacle, Avignon est aussi lieu de réflexion sur le spectacle. Professionnels, élus et permanents des partis politiques y réfléchissent, souvent à haute voix.

Il y a quelques semaines encore, les gens du spectacle ne cachaient pas une satisfaction certaine : le retour au ministère de la culture de M. Jack Lang augurait d'un dialogue renouvelé, d'un climat de confiance retrouvée entre une profession bousculée par deux années d'une gestion libérale et un homme formé au théâtre. Très vite, pourtant, l'inquiétude a repris le dessus.

Certes, les bonheurs furent rendus aux gouvernants : M<sup>me</sup> Catherine Tasca, ministre déléguée à la communication, a vu son intervention couronnée à l'avenir de la télévision en France, lors des rencontres des socialistes et républicains (le Monde du 21 juillet), faire aussitôt l'unanimité.

Et comment ne pas tenir M. Jack Lang pour le responsable politique le plus courtisé ? Ces mêmes professionnels qui, il y a peu de mois encore, témoignaient à M. François Léotard de leurs bienveillantes attentions, se sont pressés samedi dernier dans les jardins du Festival pour glaner le plus de mots qu'ils le pouvaient à leur nouveau tuteur.

L'organisation du théâtre en France est ainsi faite que les directeurs des principales institutions seraient, privés de la sollicitude du ministre, au moins hémiparalysés — les centres dramatiques nationaux sont en principe financés à parité par l'Etat et les collectivités locales, — au pis parapétisés — les théâtres nationaux obtiennent de l'Etat jusqu'à 80 % de leurs ressources financières.

Qu'espérer, dans ces conditions, du budget de 1989, année du Bicentenaire, de l'ouverture de l'Opéra de la Bastille et du lancement du projet essentiel d'une nouvelle bibliothèque nationale ? D'autant que M. Jack Lang, après s'être entretenu la semaine passée avec le ministre du budget et celui des finances, est revenu à Avignon en ne cachant pas que la partie serait serrée. Tout le monde s'attendait, sans pourtant vouloir se résigner, à une stagnation des crédits du théâtre, qui viendrait après trois années de régression des subventions, au profit d'une politique étonnamment coûteuse mais politiquement payante.

Beaucoup avaient souhaité la discussion d'un collectif budgétaire pour 1988 qui viendrait un peu comme une juste revanche sur le collectif de 1986, et tous ont constaté que le gouvernement avait préféré le cadre des « décrets d'avance » pour répondre à quelques situations urgentes — comme celle de l'exploitation cinématographique — dont le théâtre public n'était pas. Tandis que la création dramatique s'ameublait, que les déficits des grands théâtres se sont creusés, les « petits » s'inquiètent plus encore que les « grands ».

S'il paraît certain qu'Antoine Vitez n'a pu accepter de devenir

administrateur de la Comédie-Française sans être sûr que l'Etat veillerait à combler les déficits antérieurs — décision qui devrait être prise également pour d'autres théâtres prestigieux, — les compagnies dramatiques indépendantes ont profité de toutes les occasions pour faire part d'un désarroi qui pourrait tourner à la colère si elles devaient, une fois encore, être les laissées pour compte de la politique culturelle.

En 1987, pour un budget du théâtre de 690 millions de francs (les régressions de 17 % en francs constants depuis 1984), leur part était de 126 millions, soit 18,26 %, dont l'essentiel (103,5 millions) allait aux 141 compagnies les plus importantes, comme celle du Théâtre du Soleil ou de Peter Brook. Les autres (232) devaient se contenter du reste (22,5 millions), soit moins que la subvention annuelle du Théâtre national de la Colline.

#### Un « plan Lang » pour les arts de la scène

Patrick Guisard, président du Syndicat national des directeurs d'entreprises artistiques et culturelles (Syndesc), multiplie les contacts pour populariser les thèses de son organisation qui regroupe cent soixante-dix-huit directeurs de théâtres publics dont le poids économique, culturel peut être évalué à 1,5 milliard de francs.

« Les thérapies ponctuelles, dit-il, ne sont réelles inefficaces. Nous ne proposons donc au ministre de la culture de réfléchir avec nous à un véritable « plan Lang » pour les arts de la scène, qui pourrait être comparé à celui entrepris au milieu des années 60 par André Malraux. Prenant la forme d'une loi-programme à caractère pluriannuel, ce plan devrait faire la part de ce qu'il faut conserver pour assurer la pérennité des politiques artistiques déjà engagées et de ce qui doit changer ».

Il faut pousser plus loin la liberté de gestion des établissements d'action culturelle afin d'éviter qu'ils ne servent de marche-pied à des prises de pouvoir locales ; mettre en place une concertation Etat-région-profession dans le cadre des contrats de plan ; trouver en Ile-de-France des solutions durables à la situation insupportable des compagnies indépendantes qui pourraient servir de modèles ailleurs ; mener enfin une réflexion sur la situation statutaire du théâtre public. On ne résoudra pas le problème des déficits dans les institutions publiques si on l'observe par le petit bout de la lanterne économique et pas par le grand bout de la lanterne politique. Le service public reste une idée moderne, même s'il faut l'actualiser ».

Voulant rassembler une profession qui avait en tendance, depuis le milieu des années 70, à se « cloîtrer », le Syndesc s'apprête à rassembler à l'automne un colloque « mobilisant les idées nouvelles de notre vie publique et intellectuelle » autour de « la pensée et la société civile » et à intensifier son « travail traditionnel de négociation et de lobbying auprès de la société politique ».

L'automne est aussi le moment qu'a choisi Jack Lalitte, ancien

ministre, rapporteur de la culture au Parti communiste, pour intensifier l'action de ses « Etats généraux ». Présentant à plusieurs centaines de festivaliers rassemblés dans le verger du Palais des papes le bilan de plus d'un an de travaux — à l'occasion de dizaines de rencontres en France mais aussi à l'étranger, la « Déclaration des droits de la culture » a été contresignée par plus de cent mille personnes, — il a annoncé qu'aurait lieu les 14 et 15 octobre prochain un rallye national convergent à Paris pour populariser cette déclaration et demander la suppression des coupures publicitaires des films projetés à la télévision. Une assemblée d'artistes venus de toute l'Europe sera organisée le 17 novembre au Parlement européen de Strasbourg pour « faire le tour de toutes les questions qui se posent au monde artistique à la veille de 1992 ».

Cette initiative est née d'une inquiétude apparue au début de cette année quand a été présentée à Strasbourg une directive européenne concernant le volume publicitaire horaire à la télévision (dix-huit minutes, indique la directive, contre douze minutes actuellement autorisées en France). Quant à la diffusion de produits communautaires sur les antennes (40 % en 1992, 60 % en 1995), les chiffres pourraient paraître rassurants si la directive ne définissait comme « produit communautaire » toute œuvre financée seulement à au moins 51 % par des investissements européens. Afin d'affirmer clairement la solidarité des créateurs, M. Jack Lalitte prévoit enfin de réunir en juin 1989 à Paris une convention internationale.

#### Un grand débat politique national

L'opposition parlementaire est restée cette année très discrète à Avignon. L'ancien ministre UDF de la culture et de la communication, M. François Léotard, est venu quelques jours en visite privée, tandis que le maire RPR d'Avignon, M. Jean-Pierre Roux, récemment battu aux élections législatives par le candidat socialiste pour avoir refusé tout accord avec le Front national, préfère assumer son rôle de président de l'association du Festival dans la discrétion, et l'efficacité.

Maire d'Avignon donc, responsable des affaires culturelles au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, président enfin du Crédit local de France, qui est le principal partenaire du Festival, il défend à ces trois titres une manifestation avant tout culturelle et dont il se veut pas faire un outil de propagande. Face au défilé ministériel socialiste, aux multiples initiatives communistes — c'est une vieille habitude ici — la droite paraît en reste. M. Jean-Pierre Roux a pris le parti de l'action au quotidien. Ses amis gaullistes et libéraux ont choisi le silence. Ni le silence ni les mots ne rassurent une profession ébranlée. Le spectacle vivant, et pas seulement l'audiovisuel, ne pourra plus faire longtemps l'économie d'un grand débat politique national.

OLIVIER SCHMITT.

## MUSIQUES

### Au Festival de jazz de Saint-Sébastien

#### Une nuit d'opéra

Gerry Mulligan en big band, Lester Bowie et sa formation de cuivres : deux tourments du jazz, deux esthétiques, deux politiques au même programme. Une sorte d'alliance.

Il est des accidents de programmation qui se changent en opéra : c'est le lot des vrais festivals. Et des soirs de naufrage qu'un rien métamorphose en fête : c'est le lot des grands.

Au vingt-troisième Festival de Donostia (Saint-Sébastien), la troisième soirée a pris un tour imprévu. De toute façon, le Pays basque ne réagit pas au jazz exactement comme, par exemple, la Suisse.

D'abord, on a parlé de querelle entre les deux formations, l'une presque entièrement blanche (Mulligan), l'autre noire comme « la grande musique noire » de Lester Bowie. Mais ce n'était pas la question. Des histoires de préséances, de tours de passage, d'horaires, d'autobus, d'avions, en masquant peut-être d'autres : les deux voulaient commencer puisque les deux repartiraient dans la nuit.

Ensuite, on a renoué avec une vieille coutume dans les concerts de jazz : celle des instruments et des partitions égarés par malchance à l'autre bout de l'Europe, au mieux. D'où des retards, un vent de panique, du rafistolage et ces vieillards sordides, intolérants de toujours, qu'un ami en âge va réveiller pour emprunter ou maintenant une contre-basse sans nom.

Bref, Gerry Mulligan avait obtenu de débiter. Mais sans la moitié du matériel et sans avoir fait de « balance » du son. Au bout d'une attente interminable, prise avec beaucoup de philosophie par un public que l'on croyait pourtant prompt à l'émeute, une voix a annoncé que « malgré les circonstances contraires, M. Mulligan ferait la grâce de jouer au pied levé ». En basque.

C'est là que ce qui sentait la catastrophe imparable a tourné au bonheur. Selon un fil décousu, Mulligan a sorti tout ce qu'il savait, pas seulement au baryton mais en directeur de band. Un big band, outre de bons instruments et des partitions complètes, surtout dans le cas d'une musique si délicate et si sophistiquée, ce sont des sections parfaites (mention spéciale à la section des trompettes), des leaders de section irréprochables (Barry Rios), un batteur d'orchestre (ici, pas de problème) et l'esprit d'un maître à qui l'on donnerait tout.

Mulligan est de ceux-là. Quand il a pris *The Gift* en 4-4 avec Barry Rios, on a vu la partie enlevée. On était sorti de cette bouillie sonore où baignait la musique au début. Les compositions s'enchaînaient avec éclat. Une atmosphère visiblement tendue et communicative enveloppait l'orchestre, qui eût pu montrer plus de mauvaise grâce. Et Mulligan, en patron de clipper élégant, blazer et barbe soignée, se baladait, juvénile — il a une petite soixantaine, — superbe créateur de mélodies, superbe animateur, accoucheur du cool avec Miles Davis peut-être (*Birth of the Cool* date de 1949), mais surtout auteur d'un des phrases

les plus raffinés de la musique. On s'en est rendu compte jusqu'au trouble dans l'interprétation de ce titre énigmatique : *Song for an Unfinished Woman*, « chanson pour une femme inachevée ».

Du cool au hot le plus chaud, autre look, autres mœurs, Lester Bowie a fait une entrée spectaculaire à la tête de sa Brass Fantasy. Le trompettiste a toujours cette touche de Groucho Marx noir en blouse d'apothicaire. Comme un Gillespie qui se serait déguisé en Sigmund Freud. D'ailleurs, depuis que, dans la tradition de Freud, « l'analyse » a remplacé « l'analyse », on le regarde d'un autre œil. Déluge de cuivres, de rythmes, de rires et d'éclats, le groupe est allé du funk au gospel de comédie, avec des airs de liberté illimitée et de carnaval populaire. Plongeant au cœur des racines et descendant des lendemains qui chantent, Lester Bowie n'oublie rien de son passé de free. Réjouissant de part en part, tonique, poussant la fantaisie jusqu'à se promener dans la foule à la façon de Fats Domino.

En mars 1988, il avait enregistré un étrange solo de trompette : *Jazz Death* ? (la mort du jazz ?). La « grande musique noire », comme il a toujours préféré la nommer, est, elle, bel et bien là.

Un hommage à Billie Holiday, une femme terriblement achevée, s'est glissé dans l'interprétation ravagée, poignante, déchirée, de ce chant aux nègres pendus qui ressemblait naguère, dans le sud des Etats-Unis, à des fruits bizarres : *Strange Fruit*.

FRANCIS MARMANDE.  
\* Et encore : Henri Texier Quintet, Jan Garbarek Group, ce lundi 25.

## CALENDRIER

• Jazz in France à Antibes-Juan-les-Pins. — Après Cab Calloway, Supercat, Nina Simone, Ponty, Wayne Shorter, John McLaughlin, le Festival d'Antibes s'achève sur une présentation de courants originaux : un programme (large), Sola, Machado, Rotherman, Grappoli, Lockwood, Barthélémy, Scavia, Portal, Lubet, Hervé, Escodé (les 27 et 28). Point d'orgue, le 29 : Sonny Rollins, pour son seul concert européen.

• Mercredi 27, jeudi 28, vendredi 29, à 18 heures et 21 h 30. Tél. : 93-61-04-98 et 93-33-95-64.

• Claire-Lise Vincent à Lattitudes. — Accompagnée par Philippe Petit (piano) et Stéphane Persigny (basse), Claire-Lise Vincent est au cœur Lattitudes : chanteuse délicate, fine, elle se fraie une voie originale dans le mouvement des jeunes chanteuses de jazz.

• Vendredi 29, samedi 30, à 21 h 30. Tél. : 42-61-33-53.

• Eric LeLann au Petit-Opéra. — En quarant, le plus sensible, le plus technique des jeunes trompettistes. Outre ses qualités musicales et sa capacité d'invention, pas si fréquentes chez les jeunes musiciens, Eric LeLann est un des rares à maintenir sa trajectoire dans la stricte esthétique du jazz.

• Du mercredi 27 au mardi 2 août, à 21 h 30. Tél. : 42-36-01-36.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-97-27  
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beau-Méry (1944-1969)  
Jacques Favre (1969-1982)  
André Larroque (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
M.M. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Woutas,  
Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet,  
Correspondant en chef :  
Claude Sales.

**Le Monde**  
PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71  
Télécopieur : 206 136 F

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composé 36-15 - Tapes LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
Microfilms et index du Monde  
Renseignements au (1) 42-47-98-81.

#### ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-82

TARIF	FRANCE	REUNION	SURSE TUNISIE	AUTRES PAYS vols aéroport
3 mois	384 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 550 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, Renvoyer CE BULLETIN accompagné  
de votre règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

#### BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

#### Les collections d'hiver

### Christian Lacroix, là où on ne l'attendait pas

Dimanche 24 juillet, Christian Lacroix présentait sa troisième collection personnelle à l'Hôtel Intercontinental, pour douze cents invités.

« J'aime être là où je me sens seul. » L'hiver 1988-1989 de Christian Lacroix est un défi à sa propre image, aux fleurs, aux pous, aux volants, aux éclats qui l'ont rendu célèbre, et cela, moins d'un an après la création de sa propre maison de couture. « Colourful, as always ! » (plein de couleurs, comme toujours !) disent les Américains. Mais le ton

a changé : moins de fous rires, moins de constructions éphémères, plus d'hommages, de mystère aussi.

Les femmes de Lacroix ont mûri : longues, altières, elles dévissent le public derrière des lunettes à branches de feuilles de long cardigan fluides, des pyjamas de crêpe, enfilent des fourreaux de velours. Elles ne font plus de bruit quand elles marchent. Tout l'effet est ailleurs, dans l'énigme d'un drapé de mousseline d'une combinaison à col capuche pourpre, dans les

superpositions délicates des transparences, la palette flamboyante des rouges — du sang de bœuf à l'acajou, — dans les fastes des pures, les sacs reliquaires, les piques tortueuses plantées dans les chignons comme des poignards, les colliers de Theodora, les bottines serties de bijoux. Secrets d'alcôve, longs préparatifs du soir pour femmes-poison, héroïnes de l'antiquité grecoromaine, amoureuses nonchalantes de crêches baroques, de rois mages rutilants, mais aussi de silhouettes inquiétantes.

LAURENCE BENAIM.



Croix byzantine et mosaïque noire

## LE 27 JUILLET

# LE TEMPS DU DESTIN

A TIME OF DESTINY

WILLIAM HURT  
TIMOTHY HUTTON

UN FILM DE GREGORY NAVA MUSIQUE ENNIO MORRICONE



## Spectacles

## théâtre

## Les autres salles

**ARCANE** (43-38-19-70). Le Pouch du frappeur d'après 20 h.

**BERRY** (43-57-51-55). Trop, c'est trop : 20 h 30.

**COMÉDIE CAUMARTIN** (47-42-43-41). *Revisions d'été à l'élysée* : 21 h.

**COMÉDIE DE PARIS** (43-21-00-11). *Voltaire Folies* : 21 h.

**COMÉDIE ITALIENNE** (43-21-22-22). Les Délices du bûcher : 20 h 30.

**CRISTE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE** (42-23-55-28). Camerata de Paris, 18 h 30, jeu, 21 h, jeu, mar. Œuvres de Beethoven : 20 h 30.

**DAUNOU** (42-61-49-14). *Le Mémorial* : 21 h.

**EDGAR** (43-20-85-11). Les Babes-Cadras : 20 h 15. Nous en fait ou nous dit de faire : 22 h.

**HUCHETTE** (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Légende : 20 h 30. Simone Weil 1903-1943 : 21 h 30.

**LE GRAND EDGAR** (43-20-80-09). Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît : 20 h. Pierre Focillon : 21 h 45.

**LUCERNAIRE FORUM** (45-44-57-34). Théâtre solo. Nous, Théo et Vincent van Gogh : 21 h 15. Théâtre rouge. Le Carrefour des trois brouillards : 18 h 30. Contes érotiques amicaux du XIVe siècle : 20 h. La Ronde : 21 h 30.

**MATHURINS** (43-65-00-00). Les Mythes de la confessionnal : 21 h.

**MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE** (45-35-75-23). Buffet d'été : 16 h et 18 h.

**ROSEAU-THÉÂTRE** (43-71-30-20). Dites qu'il est tard : 18 h 30.

**THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR** (48-05-67-89). Salle L. O. L'écume des jours : 21 h.

**TRISTAN-BERNARD** (43-22-08-00). Guilty, pléon en un acte : 20 h 30.

## Les concerts

**CENTRE GEORGES-POMPIDOU** (43-77-11-12). Musiques électroacoustiques, 18 h 30, œuvres de Pousseur, Berio (sax.), œuvres de Souffrin, Sala, Badings (lm.). Dans le cadre de Musique 5, cinquième étage. Entrée libre.

**ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS**. Luc Anselmi, 20 h 30. Œuvres de Bach, Legay, Franck. Dans le cadre du Festival d'été de Paris.

**ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE** (42-23-55-28). Camerata de Paris, 18 h 30, jeu, 21 h, jeu, mar. Œuvres de Beethoven : 20 h 30.

## La cinématèque

**PALAIS DE CHAILLOT** (47-04-24-34). Relâche.

**VIDÉOTHÈQUE DE PARIS** (40-26-34-39). Relâche.

## Les exclusivités

**LES AILES DU DESIR** (Fr.-All. v.a.). Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-26-19-08).

**AMÈRE RÉCOLTE** (All. v.a.). Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-52).

**LES ANNÉES SANDWICHES** (Fr.). UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Opéra, 9 (45-74-05-00).

**LA TIGRE DES MORTS-VIVANTS** (It. v.a.). Maxiville, 9 (47-70-72-86) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

**AL REVOIR LES ENFANTS** (Fr.-All.). Parnasse, 14 (43-54-15-04) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

## Lundi 25 juillet

**HAZARD, PURCELL, Scariotti, Viraldi**. Stas Rodos, Sylvie Pons, Dorian.

**SCÈNE SAINT-LOUIS-EN-JULIE**. Orchestre de chambre Jean-Jacques Wiedeker, 21 h. A. Wiedeker (violin). Œuvres d'Albinoni, Bach, Mozart, Corelli. Dans le cadre de Festival musical de la Quinzaine Manfried.

**SAINT-CHAPPELLE** (46-61-55-41). Au (André de Paris, 19 h 15, 21 h 15, 23 h 15). Joseph Sage (contre-ténor), Michel Sandoz (fl. enroulée, bombardes), Raymond Comès (basse). Entrée libre.

**SQUARE VIOLET**. Festival d'été de Paris, 15 h. Animation musicale d'après des œuvres de Ravel, Bach, Garnier, Baudouin.

## cinéma

**RAGDOLL CAFE** (A. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-94-31) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-26-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11\* (43-27-50-81) ; Eclair, 12\* (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14\* (43-26-34-39) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15\* (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Parnasse, 8 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**BALANCE MAMAN BOBS DU TRAIN** (Fr. v.a.). Forum Orient Express, 1\* (43-26-12-12) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; Sept Paroisses, 14\* (43-20-32-20).

**BIRD** (A. v.a.). Forum Horizon, 1\* (45-08-37-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-94-31) ; Gaumont Champs-Élysées, 9 (43-29-04-07) ; Max Linder Parnasse, 9 (43-24-88-58) ; 14 Juillet Bastille, 11\* (43-27-50-81) ; Gaumont Beaugrenelle, 15\* (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Miramar, 14\* (43-20-32-20).

**LA BOHÈME** (Fr. v.a.). Vendôme Opéra, 2\* (47-42-60-33).

**CHOCOLAT** (Fr.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-94-31) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-26-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11\* (43-27-50-81) ; Fawcett, 13\* (43-31-56-86) ; Les Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15\* (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; v.f. : Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37).

**LE DERNIER EMPEREUR** (Bel.-It. v.a.). Les Trois Balcas, 5 (43-61-10-60) ; v.f. : Saint-Lazare-Parnasse, 8 (43-27-52-37) ; Les Nations, 12\* (43-43-04-07).

**DOUBLE DÉTENTE** (A. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; UGC Danton, 6\* (43-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-26-19-08) ; UGC Normandie, 12\* (43-25-10-30) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Rex, 2\* (42-36-83-93) ; Bretagne, 6 (42-32-57-97) ; Les Nations, 12\* (43-43-04-07) ; UGC Lyon Bastille, 12\* (43-36-83-93) ; Fawcett, 13\* (43-31-56-86) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**ECLAIR DE LUNE** (A. v.a.). Club Gaumont (Pathe Montparnasse), 14\* (43-27-52-37).

**EDDIE MURPHY SHOW** (A. v.a.). UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06).

**EL DORADO** (Esp. v.a.). Les Nations, 12\* (43-43-04-07).

**EMMANUELLE 6** (Fr.). Forum Horizon, 1\* (45-08-37-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-94-31) ; Gaumont Champs-Élysées, 9 (43-29-04-07) ; Max Linder Parnasse, 9 (43-24-88-58) ; 14 Juillet Bastille, 11\* (43-27-50-81) ; Gaumont Beaugrenelle, 15\* (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Miramar, 14\* (43-20-32-20).

**EMPIRE DU SOLEIL** (A. v.a.). George (43-44-25-02).

**EST-IL FACILE D'ÊTRE JEUNE**. EN URSS (Sov. v.a.). Le Triomphe, 5\* (45-42-45-76).

**LE FESTIN DE BARRÉTTE** (Dan. v.a.). Cluny Palace, 5\* (43-54-07-76) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; UGC Convention, 9 (43-26-48-18) ; Les Nations, 12\* (43-43-04-07).

**LES FEUX DE LA NUIT** (Fr. v.a.). UGC Normandie, 12\* (43-25-10-30) ; UGC Convention, 9 (43-26-48-18) ; Les Nations, 12\* (43-43-04-07) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**FLIC OU ZOMBE** (A. v.a.). Hollywood Boulevard, 9\* (47-70-10-41).

**FRANTIC** (A. v.a.). George V, 9\* (42-41-46) ; Bienvenue Montparnasse, 15\* (45-44-25-02).

**LES GENS DE DUBLIN** (A. v.a.). Utopia Champollion, 5\* (43-26-48-18).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-06-06) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Le Gambetta, 20\* (46-34-10-96).

**LE GRAND BLEU** (Fr. v.a.). Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathe Montparnasse, 14\* (43-27-52-37) ; Gaumont Aléa, 14\* (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 9 (43-26-48-18) ; UGC Maillot, 17\* (47-48-0



### UNE TRIPLE RIPOSTE FRANÇAISE

## Echecs et succès du radiotéléphone

**T**ÉLÉPHONER sans fil, de n'importe où et partout, à l'aide d'un appareil à peine plus grand que la main — muni d'une antenne discrète — est désormais possible. Premier téléphone de poche mis en service en France, le Pochet 2000, lancé par Alcatel Radiotéléphone, se pèse que 625 grammes mais coûte encore 34 550 francs.

L'exercice de professions entières (représentants, médecins, cadres...) en sera profondément modifié, alors même que cette innovation soulève un certain nombre de questions fondamentales (horaires de travail, protection de la vie privée...). Il est toutefois bien difficile de trouver dans l'Hexagone un sociologue ayant étudié de près les bouleversements engendrés par ce type d'appareil, y compris au CNET (Centre national d'études des télécommunications) ou à France Télécom (nouveau nom de la direction générale des télécommunications, la fameuse DGT).

Il est vrai que la DGT s'est lourdement trompée sur le téléphone mobile : en 1981, par exemple, elle tablait sur cent mille abonnés en France à l'horizon 1990, soit trois fois moins que prévu aujourd'hui. Depuis l'entrée en lice d'un nouvel opérateur — la Générale des Eaux — on prévoit en effet que trois cent mille personnes seront abonnées en 1990 au radiotéléphone, soit un chiffre inférieur au parc actuel de la Grande-Bretagne (292 000 à la fin mars). Avec ses 63 700 abonnés et un taux d'équipement de 0,95 pour 1 000 habitants, la France est bien loin derrière d'autres pays européens, comme le Royaume-Uni (5,15 pour 1 000), la Suède (22,28 pour 1 000) et la Norvège (30,60 pour 1 000)...

Une situation paradoxale pour le pays qui possède le téléphone le plus moderne du monde. Ceci

explique d'ailleurs peut-être cela : la France a concentré tous ses efforts, à compter de 1974, sur la modernisation de son téléphone traditionnel, entièrement électro-numérique (numérisé). En outre, l'attribution des fréquences nécessaires au radiotéléphone a surtout été faite en faveur de la télévision ou des militaires. Enfin, les industriels (Thomson, Matra) ont développé un nouveau système plutôt que d'acquiescer une technologie étrangère.

Résultat : le radiotéléphone en France est rare et cher. Cher puisque le prix d'un mobile (le combiné) tourne autour de 30 000 francs contre 8 000 francs outre-Manche et que le prix des communications est bien plus élevé qu'à l'étranger, surtout dans les régions fortement peuplées comme Paris, Lyon et Marseille (voir tableau). Car le radiotéléphone est au bord de l'explosion, en particulier dans la capitale (10 000 abonnés), si bien qu'à certaines heures il est extrêmement difficile d'obtenir son correspondant. Cinq fois par la semaine de fréquences disponibles, les P et T ont été obligés d'être malheureux et le radiotéléphone reste encore réservé à quelques privilégiés.

#### Ouverture à la concurrence

Face à cet engorgement, la riposte a été triple : amélioration du système existant ; introduction de la concurrence ; pari sur le radiotéléphone de la deuxième génération, utilisable dans l'Europe entière. Aussi France Télécom va modifier l'architecture du réseau en région parisienne afin d'augmenter la possibilité d'utilisation de la bande de fréquences ouverte (450 mégahertz) et d'assurer la continuité

des conversations lorsque l'abonné change de relais. Le Radiocom 2000 de Matra pourra accueillir cent mille abonnés de plus.

Prendant prétexte des insuffisances du système actuel, l'ancien

appelé à voir le jour en avril 1989. Enfin et surtout, les Français se sont mis sur les rangs pour la course au radiotéléphone de la deuxième génération, prévue pour 1991.

le nombre d'abonnés potentiels en Europe vers la fin des années 90. Un tel volume permettra de faire des économies d'échelle et d'abaisser les prix... A condition d'allouer les fréquences en quan-

taut pour la réalisation de réseaux pilotes.

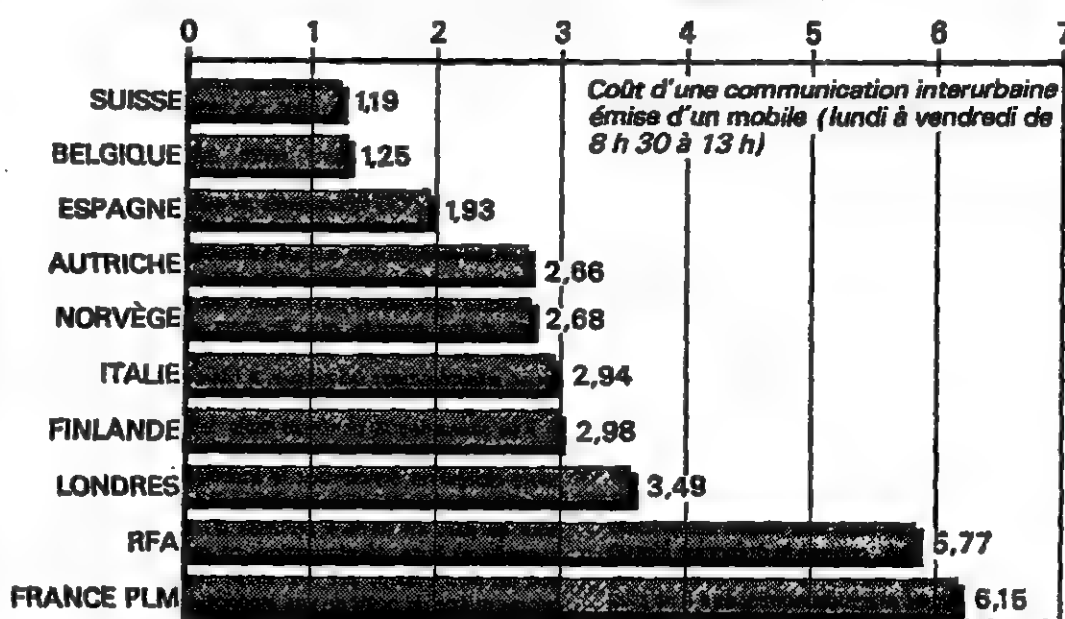
Les grands groupes industriels, de leur côté, ne sont pas inactifs : dès 1987, ils ont noué des alliances afin de présenter ensemble une gamme complète d'équipements dans chaque pays. Alcatel et Nokia, unis en France pour fournir le second réseau de la première génération, ont joint leurs forces à l'allemand AEG. Le néerlandais Philips, pour sa part, fait attelage avec l'allemand Bosch (qui vient de racheter Jeumont-Schneider) et ANT. Le suédois Ericsson, associé au français Matra, après avoir conclu des accords de recherche avec l'allemand Siemens, a noué pour sa part plusieurs alliances, selon les pays (Teletra en Italie, Orbitel en Grande-Bretagne).

Au total, les autorités communautaires ont reçu quatre-vingt-dix réponses à leur appel d'offres de février, dont trois étaient le fait de japonais et une de l'américain Motorola, numéro un mondial du radiotéléphone. Le tandem autour d'Alcatel a déposé une offre dans chaque pays. Ericsson et ses alliés en présentant plusieurs, et le trio autour de Philips ne répondant pas dans tous les pays. Déjà un consortium s'est placé en Grande-Bretagne : la firme privée britannique Racal commandera à sa filiale Orbitel, au Royaume-Uni, à laquelle Matra et Ericsson sont associés, le premier système opérationnel.

Le radiotéléphone du troisième type est parti. Seules la révolution du numérique et l'union des forces en Europe vont permettre d'offrir un service meilleur marché répondant aux besoins de tous. La baisse des prix et la miniaturisation créeront à leur tour un nouveau débouché pour les industriels et les exploitants, qui verront le trafic s'accroître encore. Le téléphone a encore de beaux jours à vivre.

FRANÇOISE VAYBIE.

PLUS DE SIX FRANCS LA MINUTE (en francs-hors TVA)



(Source : AFUTT Informations N° 78 4<sup>e</sup> trimestre 1987)

ministre des P et T, M. Gérard Longuet, avait décidé en outre d'ouvrir ce domaine à la concurrence en permettant à un second opérateur d'intervenir. La Générale des Eaux, finalement retenue, a décidé d'utiliser une technologie existante, la norme NMT (Nordic Mobile Téléphone) 900, établie par les administrations des télécommunications d'Europe du Nord et adaptée au spectre de fréquences ouvert en France (450 mégahertz).

Le finlandais Nokia et le français Alcatel assureront l'architecture industrielle du futur réseau

Les systèmes mis en place dans les différents pays européens présentent en effet deux gros inconvénients : ils sont « analogiques », c'est-à-dire technologiquement dépassés, et incompatibles entre eux. Il s'agit donc de permettre aux abonnés de disposer d'autres services que le strict téléphone (accès à des bases de données, consultation de bases de données...) sans que les communications soient interrompues dès qu'on change de pays.

L'enjeu économique est énorme : on estime à 10 millions

de francs la minute d'harmoniser les normes afin d'assurer la compatibilité au-delà des frontières.

La première question est réglée depuis 1982 : pour éviter que la bande des 900 mégahertz ne soit accaparée à d'autres fins, la CEPT (Confédération européenne des administrations des postes et télécommunications) a décidé de la réserver au radiotéléphone numérique trans-européen. En 1987, le deuxième problème (les normes) a été résolu. Le 29 février dernier, un appel d'offres fut lancé auprès des industriels dans les douze pays de la Commu-

### LA CHINE EN MUTATION

## Industrie : une croissance désordonnée

par FRANÇOISE LEMOINE (\*)

**L**a production de l'industrie chinoise a doublé de 1981 à 1987. La croissance a été rapide dans le secteur des biens d'équipement et dans celui des biens de consommation, dont l'éventail s'est considérablement diversifié avec la montée en flèche de produits nouveaux pour les ménages chinois (réfrigérateurs, téléviseurs en couleurs, lavage).

Il faut cependant mettre quelques bémols à la clef de ces performances spectaculaires. Ainsi, la surchauffe est un des maux récurrents de l'économie chinoise depuis dix ans et le rythme de croissance industrielle atteint en 1987 (16 %) crée inévitablement de fortes tensions inflationnistes, notamment dans le domaine des matières premières et des produits intermédiaires. Cela fait d'ailleurs planer quelques doutes sur la croissance réelle : en effet, la hausse des prix est mal mesurée, et sans doute mal mesurable dans une économie où ne s'impose plus un plan, pas encore un marché, mais où règnent les marchandages.

Le double système de prix en vigueur entretient d'ailleurs l'opacité : un produit se vend à des prix qui peuvent varier du simple au triple selon qu'il emprunte le circuit planifié par l'Etat ou les réseaux d'échanges négociés entre entreprises. En outre, les entreprises ont gardé l'habitude de produire pour produire, et l'emballage de leur activité prend parfois l'allure d'une simple stérilisation de ressources : dans la sidérurgie, les stocks inutilisés peuvent atteindre six mois de production, alors même que les importations d'acier de qualité absorbent

un sixième des revenus en devises (ce fut notamment le cas en 1986). Et l'on observe périodiquement des accumulations d'inventaires de biens de consommation tels que les montres mécaniques ou même les bicyclettes et les machines à laver, dont la qualité ne répond pas aux exigences minimales des consommateurs.

#### Le trop-plein agricole

La compétitivité de certaines industries chinoises sur le marché mondial prouve néanmoins

encore dix ans : les téléviseurs en couleurs, les magnétophones...

La vitalité de l'industrie chinoise qui afflue ainsi dans les échanges internationaux résulte de dynamismes internes contrastés : les sphères d'activité, les régions, ont très inégalement réagi à la libéralisation et à l'ouverture économique. L'agriculture décollectivée a laissé échapper son trop-plein de main d'œuvre, qui est venu créer une prolifération sans précédent d'activités industrielles dans les boyaux et les petites villes.

#### Le grand bond en avant

	1980	1987
Téléviseurs couleur (millions)	—	6,7
Magnétophones (millions)	0,7	18,6
Appareils photos (millions)	0,4	2,4
Lavage (millions)	0,2	9,9
Réfrigérateurs (millions)	0,03	4,0
Acier (millions de tonnes)	37	56,0
Ciment (millions de tonnes)	80	180
Véhicules automobiles (unités)	222 000	472 000
Locomotives (unités)	512	909

Source : Annuaire statistique 1986 et communiqué statistique 1987.

d'incontestables progrès. La Chine a fait une percée remarquable dans le textile, dont elle détient actuellement 6 % du marché mondial ; elle a taillé des coupures à l'Inde dans différents secteurs de la petite mécanique (quincaillerie, outillage industriel) : elle est devenue le cinquième vendeur d'armes et elle commence à exporter des articles qu'elle ne fabriquait pas il y a

Parmi ces entreprises rurales qui vont de l'atelier familial à l'usine de plusieurs centaines de personnes, beaucoup sont accablées de gaspillage et d'inefficacité et beaucoup sont vulnérables (un million ont fermé en 1986-1987). Mais un certain nombre, surtout dans la mouvance des grandes villes, sont branchées sur les marchés extérieurs : les entreprises rurales font ainsi un sixième des

ventes chinoises à l'étranger en 1987, et sont actives, notamment, dans l'électroménager, le textile, les articles chimiques et pharmaceutiques.

Dans les villes, les entreprises collectives (coopératives) ont, elles aussi, tiré parti de leur nouvelle autonomie en matière de ventes, de prix, d'approvisionnement, de financement, et elles n'ont cessé d'accroître leur part dans la production et dans l'emploi, au détriment des entreprises d'Etat. Par contraste, en effet, le cœur industriel du pays que forment les entreprises publiques fait preuve d'une relative apathie : celles-ci n'assurent plus, en 1987, que les deux tiers de la production, contre 80 % en 1980. Principales bénéficiaires des investissements de l'Etat depuis 1949, elles détiennent la majeure partie de l'équipement industriel du pays et monopolisent la main-d'œuvre qualifiée ; mais elles sont depuis dix ans les lanternes rouges de la croissance.

Leur rôle dans l'industrialisation les rend prisonnières de tout un réseau de contraintes. Après avoir grandi avec la classe ouvrière, elles traînent comme un boulet ce « bol de riz en fer » (emploi à vie, salaire garanti, sécurité sociale et retraite) qui les met en mauvaise position dans la concurrence avec les autres types d'entreprises. Par ailleurs, la décentralisation des pouvoirs de décision de l'Etat a accru moins

leur autonomie que l'emprise qu'exercent sur elles les administrations locales. Elles relèvent en effet désormais, pour la plupart, des autorités des villes où elles se trouvent.

Cette tutelle en sauve plus d'une de la faillite, grâce à des subventions et des crédits, mais place les autres dans l'impossibilité pratique de résister aux ingérences et aux pressions diverses qui sont plus la règle que l'exception (pénalités arbitraires des budgets locaux sur leurs profits). En outre, les plus grandes de ces entreprises publiques font encore partie de la sphère planifiée de l'économie et ont une marge de manœuvre limitée en matière de prix, de vente et d'approvisionnement.

#### Miracle à Canton

La libéralisation partielle du fonctionnement de l'économie a ainsi redistribué les cartes entre les différents types d'entreprises industrielles, avec des effets induits sur les dynamiques régionales. En effet, les différentes régions se sont révélées inégalement aptes à mobiliser initiatives et épargne en dehors d'interventions étatiques.

Des provinces côtières, peu favorisées par la stratégie de développement industriel suivie pendant la période maoïste, se trouvent désormais en tête du dynamisme industriel du pays grâce à l'expansion considérable d'entreprises collectives, dans les villes comme dans les campagnes. En outre, la politique d'ouverture les met en première ligne pour

l'accès aux techniques et aux capitaux étrangers.

Le miracle économique qui s'opère dans la province de Canton tient ainsi à la fois à la proximité de Hongkong et à un rôle pionnier dans la déreglementation économique. Son essor industriel et commercial (elle a dépassé Shanghai comme première province exportatrice) est largement lié à l'accueil d'industries de Hongkong en quête de main-d'œuvre et de terrains à bon marché. Les secteurs de la confection, du jouet (on estime que la moitié au moins de la production de Hongkong vient désormais de Chine) s'y développent rapidement, en symbiose avec l'autre côté de la frontière. La province suit un modèle de croissance extraverti : 35 % du PNB est exporté, dont 70 % vers Hongkong.

Par contraste, le difficile réveil de Shanghai illustre l'impact variable des réformes et de l'ouverture économique sur l'industrie chinoise. Malgré sa situation, le premier pôle industriel du pays a, jusqu'ici, raté le coche : dominée par les entreprises d'Etat, l'industrie shanghaienne est à la traîne, avec un rythme de croissance inférieur de moitié à la moyenne nationale, et réagit mal aux perturbations de son environnement. La libéralisation des échanges et des prix internes lui a fait perdre ses approvisionnements garantis et à bas prix en matières premières, et l'a confrontée à la concurrence des industries de provinces voisines tant à l'intérieur du pays que sur les marchés extérieurs.

(Lire la suite page 16.)

(\*) Chargée de mission au Centre d'études prospectives et d'Informations Internationales (CEPII).



## La chronique de Paul Fabra

**D**ÉCIDÉMENT, l'Europe monétaire, sans laquelle il n'y aura pas de marché unique au sens pratique et véritable de ce terme, est mal partie si elle doit continuer à se placer sous le signe de la coordination des politiques monétaires des pays membres du SME. La querelle qui oppose une nouvelle fois sur la question des taux et intérêts le ministre français de l'économie et des finances à la Bundesbank semble bien confirmer ce qu'une déjà longue expérience devrait nous avoir appris. C'est dans une tout autre voie qu'il convient de s'engager. Mais, hélas, les échecs répétés et les faux succès ne servent qu'à nous enfoncer un peu plus dans celle qu'on a malencontreusement choisie. On attribue leur origine au manque, à tout le moins à l'insuffisance, de la « coordination ». Et si, au contraire, c'est la tentative de concertation qui, par nature, était vaine ? Si, au lieu de faciliter les choses, elle les compliquait ? Ces questions, on ne les pose pour ainsi dire jamais, comme si la coopération internationale, ou ce qu'on entend par cette dernière, était un dogme intouchable. En dehors d'elle, pas de salut ! tel est le puissant préjugé ambiant. C'est lui qui explique l'absence quasi générale d'autocritique sur ces résultats.

Reprochons deux prises de position récentes. L'une émane d'un universitaire américain en vue, ancien chef des conseillers économiques du président Reagan (il quitta son poste parce qu'il n'approuvait pas la complaisance à l'égard du déficit budgétaire). Dans un article publié dans sa livraison du printemps par *The Journal of Economic Perspectives* (université de Princeton), Martin Feldstein écrit : « Les États-Unis devraient maintenant abandonner la politique de coordination des politiques macroéconomiques. Nous devrions continuer à coopérer avec les autres nations en échangeant des informations sur les décisions à prendre immédiatement ou plus tard dans ce domaine, mais nous devrions ouvertement reconnaître le droit au Japon et à l'Allemagne de mener les politiques monétaires et budgétaires que ces pays croient conformes à leurs propres intérêts. »

## A bas la coopération internationale !

ment ou plus tard dans ce domaine, mais nous devrions ouvertement reconnaître le droit au Japon et à l'Allemagne de mener les politiques monétaires et budgétaires que ces pays croient conformes à leurs propres intérêts. »

Et notre auteur d'ajouter, dans le paragraphe suivant : « C'est une cause de frayeur [frightening] pour le public américain et de trouble [upsetting] pour nos marchés financiers de croire que le sort de notre économie dépend de décisions prises à Bonn et à Tokyo. » Notons ici une contradiction que l'auteur a le tort de ne pas commenter. Elle n'est pas un des moindres paradoxes de la coordination internationale. D'un côté, Martin Feldstein estime qu'il faut affranchir les Allemands et les Japonais des contraintes de la coordination des politiques et, de l'autre, il constate que cette dernière, telle qu'elle est actuellement pratiquée, perturbe les Américains parce que ces derniers l'interprètent comme un assujettissement des États-Unis aux vues et aux volontés de la RFA et du Japon.

**O**n pourrait facilement transposer la remarque en Europe, où l'on voit Paris se plaindre amèrement de l'hégémonie de la Bundesbank et les Allemands s'estimer victimes des périodiques pressions françaises soit pour dévaluer en catastrophe le mark (comme en janvier 1987, en pleine campagne électorale allemande), soit pour abaisser « à contre-temps » les taux d'intérêt à Francfort (comme en décembre 1987). Dans ces réminiscences rétrogrades, je vois une raison importante pour vouloir, comme le préconise Martin Feldstein, réduire la « coordination des politiques macroéconomiques » à sa plus simple expression, c'est-à-dire au devoir de chaque pays d'informer ses partenaires.

Tournons-nous maintenant vers l'autre point de vue auquel je faisais allusion plus haut. Dans une déclaration faite mercredi, un porte-parole du ministère français de l'économie et des finances qualifiait de « purement administrative et routinière » la notification par avance aux autorités françaises du relèvement du taux d'intérêt directeur de la Banque fédérale d'émission (le Monde du 22 juillet). Le représentant de Pierre Bérégovoy précisait que ce n'était pas là « une saine coordination », car, ajoutait-il, « il ne suffit pas d'informer quelques heures ou quelques jours à l'avance de son intention de relever ses taux. Ces modifications doivent relever d'une concertation au niveau des autorités politiques, qui fixeraient les marges de manœuvre... »

On ne saurait imaginer deux points de vue aussi directement opposés. Passons sur les arrière-pensées qui les motivent. Martin Feldstein est certainement sincère ; il présente, sans aller du reste jusqu'à leur fond de leur logique ni les enchaîner rigoureusement entre eux, quelques bons arguments, et notamment celui-ci : « Les incertitudes au sujet de l'état actuel de l'économie internationale et les incertitudes sur les véritables effets de la politique d'un pays sur les économies des autres pays nous empêchent d'être assurés que la mise en œuvre des mesures de coordination serait effectivement bénéfique. » Mais il est clair que sa préoccupation principale — et ce n'est pas depuis plusieurs mois de le répéter — est de délier les États-Unis de toute obligation concernant la stabilité, fût-elle très relative, du dollar. Il est pour sa part un fervent partisan d'une nouvelle et forte dévalorisation, ce qui, soit dit en passant, est une thèse scabreuse même du point de vue américain.

Quant aux propos tenus par le porte-parole de Pierre Bérégovoy, ils sont largement inspirés par les circonstances du moment (et, depuis lors, le ministre en a prononcé d'autres, plus apaisants). Il n'empêche qu'on se trouve en présence de deux conceptions aux antipodes l'une de l'autre pour la conduite des affaires nationales et internationales. D'autres occasions surgiront qui présenteront la même alternative. Il est devenu urgent d'éclaircir en quoi consistent l'une et l'autre de ses branches, au-delà de la rhétorique politique, évidemment favorable à la « coordination » la plus étroite possible. Pourquoi ? Parce que c'est uniquement sous les aspects de cette dernière qu'on envisage et l'unification européenne et la résolution des relations plus ou moins conflictuelles entre l'Europe, d'une part, les États-Unis et le Japon, de l'autre.

**L**a première considération à avoir à l'esprit est que la « coordination », telle qu'elle est souhaitée et telle qu'elle reçoit actuellement un commencement d'application — à l'intérieur de la Communauté européenne et, dans le monde, au sein du « groupe des sept » (1) sous le nom de « surveillance mutuelle » — n'est pas autre chose qu'un essai de substitution. Elle s'apparente au réflexe qui jouait, à l'échelle nationale, pour instituer un contrôle des prix : on pensait par une action prétendument consciente pouvoir se dispenser des disciplines monétaires « aveugles » propres à sauvegarder le pouvoir d'achat de la monnaie. Les efforts « coordonnés » des sept pour venir à bout du déficit de la balance des paiements américains, procédant du même esprit, sont condamnés aux mêmes déboires. On s'a expliqué plusieurs fois dans ces colonnes : c'est parce qu'on empêche le déséquilibre extérieur de produire à peu près ce soit son effet normal de contrac-

tion des moyens de paiements intérieurs que le déficit se perpétue.

Cela nous conduit à la deuxième considération : la « coordination » ou la « coopération » internationale ne peut en aucun cas être un moyen de faire faire par les autres ce qu'on ne veut ou ne peut accomplir par soi-même. On va répétant que, si la Bundesbank relève ses taux (ils sont encore parmi les plus bas du monde), cela réduit la « marge de manœuvre » française. En réalité, cette marge de manœuvre doit d'abord son étroitesse aux erreurs de gestion de la Banque de France et du Trésor. Rappelez-vous ce qui s'est passé en 1987 (voir notre chronique précédente). Les signes ne manquaient pas alors pour avertir nos autorités d'une grave détérioration de la situation interne de la monnaie et du crédit : hausse des taux à long terme qui devançaient celles des autres pays (États-Unis, Allemagne, notamment) et qui fut beaucoup plus forte que chez eux, engorgement des débouchés à court terme de l'épargne (progression phénoménale des SICAV « monétaires », etc.). Les autorités ne réagirent qu'au dernier moment (en décembre) en demandant le secours de la Bundesbank.

En réalité, nous ne sommes pas juges de ce qui est bon pour les Allemands, pas plus que nous ne devons nous mettre en position de laisser ces derniers juger ce qui pourrait être bon pour nous. Chaque pays doit être libre d'agir en fonction de ses intérêts (ou de ceux qu'il considère comme tels), mais à une condition : qu'il respecte le petit nombre des règles du jeu de la solidarité connues de tous (pas de protectionnisme, pas de dévaluation « compétitive » pour gagner indûment des parts de marché...). À ces règles, on pourrait en ajouter une autre : la stabilité des taux de change.

(1) États-Unis, France, RFA, Royaume-Uni, Japon, Italie, Canada.

## LA CHINE EN MUTATION

## Industrie : une croissance désordonnée

(Suite de la page 15.)

Alors qu'elle était auparavant un point de passage obligé entre certaines provinces et le reste du monde, elle voit ses fonctions d'intermédiaire considérablement amoindries par la désattribution du commerce extérieur (entrepôt, transit). Les investissements étrangers, souvent remarquables par l'importance des transferts de technologies industrielles (centraux téléphoniques, automobile, matériel de précision), n'y ont guère eu encore d'effet dynamisant. Or, par ses traditions et son environnement industriel et commerciaux, Shanghai aurait un rôle indispensable à jouer dans la

structuration du tissu industriel chinois.

Depuis 1979, la stratégie économique chinoise, qui s'inspire de celle des nouveaux pays industriels (NPI), vise à combiner une politique de substitution d'importation et l'essor d'industries exportatrices. Il s'agit de moderniser, notamment grâce aux technologies étrangères, les secteurs industriels lourds, afin de réduire à terme la dépendance extérieure. En effet, actuellement, toute accélération de la croissance industrielle se traduit par l'élargissement de l'écart entre l'offre et la demande interne d'équipements

industriels, de matériel de transport, de produits intermédiaires sidérurgiques et chimiques.

Le financement de ces importations massives impose, d'autre part, le développement et la diversification des industries exportatrices. La baisse des prix du pétrole (10 % des exportations chinoises en 1987 contre 25 % en 1985), les barrières protectionnistes dans le textile, forcent la Chine à trouver de nouveaux créneaux d'exportation. Le secrétaire général du parti, Zhao Ziyang, a récemment mis l'accent sur l'expansion dans les zones côtières d'industries basées sur des matériaux importés et tournées vers le marché mondial,

dans le cadre d'activités internationales d'assemblage et de sous-traitance.

Cette ouverture « par les deux bouts » vise à accroître les exportations sans aggraver la concurrence féroce dont les matières premières font l'objet entre provinces chinoises. À cet égard, le contexte économique marqué par le renchérissement des coûts de production et la dévaluation des monnaies des NPI ainsi que par l'essor des investissements japonais à l'étranger, peut favoriser un mouvement de délocalisation en Chine d'industries à forte intensité de main-d'œuvre.

Conquête progressive du marché intérieur et croissance tirée par l'exportation sont deux des composantes du modèle d'industrialisation suivi par la Corée du Sud dans les années 70. Mais la stratégie coréenne a dû son succès aux effets d'entraînement et aux mécanismes d'articulation et de « remontée » de filière entre les différents types d'industries. Or l'industrie chinoise se trouve actuellement dans un état de fragmentation, voire de dislocation, qui hypothèque sérieusement la réalisation d'un tel processus.

Après deux décennies de politique maoïste axée sur l'autosuffisance de sous-ensembles locaux

et régionaux, l'intégration de l'économie se heurte, entre autres, à l'obstacle majeur qu'est le sous-développement des infrastructures de transport. En outre, la planification centrale a, en s'effaçant, révélé des rivalités et des protectionnismes provinciaux qui empêchent que s'instaure un marché unifié et une allocation rationnelle des ressources.

La réforme du système industriel, qui a relâché le contrôle de

## Croissance annuelle moyenne (1980-1987)

Industrie totale	13 %
Industrie lourde	15 %
Industrie légère	16 %
Secteur d'Etat	8 %
Secteur collectif	18 %
Industries rurales	22 %
PNS (estimation)	9,0

Source : Annuaire statistique 1986 et communiqué statistique 1987.

L'état sur les entreprises et autorisé certaines formes de marché, a libéré un important potentiel de croissance. Mais elle demeure fragmentaire, et ses effets pervers révèlent de plus en plus le besoin de nouvelles formes d'intervention des autorités centrales : pour assurer aux entreprises un environnement macroéconomique stable et homogène sans lequel il est impossible de réaliser leur gestion ; pour mettre en œuvre des mécanismes d'entraînement entre secteurs, entre régions, faute dequels leurs stratégies et leurs initiatives risquent de s'essouffler. En somme, alors qu'il renonce à administrer les entreprises, l'Etat se trouve plus que jamais confronté à la nécessité de planifier le développement industriel.

FRANÇOISE LEMOINE.

« Le Monde Économie » termine ainsi une série d'articles commencés dans nos éditions datées 12 juillet sur la Chine en mutation.

## Un droit déroutant

**D**EPUIS qu'elle s'est ouverte aux investissements extérieurs, la République populaire de Chine a enregistré un net accroissement de ses flux commerciaux avec l'étranger. Selon la douane chinoise, les opérations d'import-export ont atteint 83 777 millions de dollars en 1987. Le seul commerce avec les membres de la Communauté économique européenne, qui s'affirme collectivement comme l'un des principaux partenaires de la Chine, atteignait 11 447 millions cette même année.

En même temps qu'ils découvriraient les perspectives du marché chinois, les investisseurs étrangers s'aperçoivent de la difficulté de « faire des affaires » dans un pays dont le système juridique est encore en pleine évolution. Quotidiennement, les hommes d'affaires occidentaux se plaignent des règles de conversion de la monnaie nationale, le Renminbi, qui compliquent le rapatriement des bénéfices et l'estimation des dépenses et recettes locales en monnaie étrangère. Ils se plaignent également des obstacles rencontrés chaque fois qu'ils essaient de vendre sur le marché chinois les biens produits en Chine.

Toutefois, depuis 1983, le gouvernement chinois a voulu tout à la fois les satisfaire et réduire les flux d'importation. C'est pourquoi

il a réformé à plusieurs reprises le « Code de la République populaire de Chine sur les entreprises mixtes à capitaux chinois et étrangers », édictant notamment des « lois sur les substituts à l'importation ». Une première série de textes de 1983 permettait aux joint-ventures implantées en Chine de vendre leur production sur le marché local. Mais l'accès au marché intérieur restait subordonné à deux conditions : ces biens devaient se substituer à un courant d'importation et devaient passer par une agence gouvernementale d'import-export. Aucun contact direct avec l'acheteur n'était autorisé.

## Une usine ou une commune

En janvier 1986, le Conseil d'Etat a voulu répondre aux préoccupations des milieux d'affaires occidentaux. La vente directe de substituts à tout consommateur chinois a été autorisée, même si ce consommateur reste défini de façon restrictive : il s'agit d'une usine, d'une commune, jamais de l'homme de la rue. Par ailleurs, les investisseurs étrangers ont été autorisés à obtenir paiement en devises des produits substitués aux importations. Parallèlement, l'installation en Chine d'unités de production susceptibles de réduire

à court et moyen terme les importations a été facilitée. Eau, électricité, transport sont plus vite fournis, par exemple. Cette nouvelle approche du commerce international, qui fait l'objet des « vingt-deux dispositions » promulguées en octobre 1986, est manifeste dans les privilèges accordés aux entreprises dont les produits sont considérés comme des substituts à l'importation. Tous les produits n'ont pas vocation à profiter du nouveau régime. En octobre 1987, le gouvernement central a mis en place deux procédures de sélection, de façon à donner la préférence aux matières premières et à la haute technologie.

Aux termes de plusieurs mois de pratique, les grands traits de la nouvelle réglementation apparaissent plus nettement :

- L'entreprise à capitaux mixtes (sociétés ou coopératives) doit utiliser des procédés que la Chine veut maîtriser et rencontrer des problèmes d'ajustement de ses recettes et dépenses en monnaie étrangère.
- Les autorités locales ou l'Etat central doivent déjà procéder à l'importation des produits en question ou prévoir de le faire.
- La qualité de ces produits devra être contrôlée par les autorités étrangères supérieures.
- Les investisseurs étrangers devront demander le bénéfice de

ce régime et, le plus souvent, donner tous renseignements nécessaires dans des délais de faisabilité préalable. Si la demande est acceptée, les acheteurs chinois de substituts à l'importation seront autorisés à les régler entièrement en partie en monnaie étrangère. Le gouvernement chinois espère ainsi améliorer sa balance commerciale tout en attirant les entreprises occidentales.

## Les provinces et les municipalités

Pour le moment, une première procédure a permis de retenir douze produits : l'acier, la fonte, le bois, le cuivre, l'aluminium, le zinc, le caoutchouc, les engrais chimiques, la pâte à papier, les fibres polycycliques ou polymides, et la soie artificielle.

Une seconde procédure permet de figurer sur un catalogue publié par l'Etat chinois. Les consommateurs peuvent le consulter et contacter directement le producteur. Le système reste ambigu car ce catalogue est le moyen d'éviter un contact vraiment direct avec le marché chinois. Ce catalogue présente ainsi les produits de deux sociétés : Shanghai Foxboro Co., qui produit du matériel informatique, et la China-Schindler elevator Co., qui fabrique des pièces d'ascenseur.

## Radio-télévi

Lundi 25 juillet

20 h 15 : Les agents très spéciaux. 20 h 30 : Les agents très spéciaux. 21 h : Les agents très spéciaux. 21 h 30 : Les agents très spéciaux. 22 h : Les agents très spéciaux. 22 h 30 : Les agents très spéciaux. 23 h : Les agents très spéciaux. 23 h 30 : Les agents très spéciaux. 24 h : Les agents très spéciaux. 24 h 30 : Les agents très spéciaux. 25 h : Les agents très spéciaux. 25 h 30 : Les agents très spéciaux. 26 h : Les agents très spéciaux. 26 h 30 : Les agents très spéciaux. 27 h : Les agents très spéciaux. 27 h 30 : Les agents très spéciaux. 28 h : Les agents très spéciaux. 28 h 30 : Les agents très spéciaux. 29 h : Les agents très spéciaux. 29 h 30 : Les agents très spéciaux. 30 h : Les agents très spéciaux. 30 h 30 : Les agents très spéciaux. 31 h : Les agents très spéciaux. 31 h 30 : Les agents très spéciaux. 32 h : Les agents très spéciaux. 32 h 30 : Les agents très spéciaux. 33 h : Les agents très spéciaux. 33 h 30 : Les agents très spéciaux. 34 h : Les agents très spéciaux. 34 h 30 : Les agents très spéciaux. 35 h : Les agents très spéciaux. 35 h 30 : Les agents très spéciaux. 36 h : Les agents très spéciaux. 36 h 30 : Les agents très spéciaux. 37 h : Les agents très spéciaux. 37 h 30 : Les agents très spéciaux. 38 h : Les agents très spéciaux. 38 h 30 : Les agents très spéciaux. 39 h : Les agents très spéciaux. 39 h 30 : Les agents très spéciaux. 40 h : Les agents très spéciaux. 40 h 30 : Les agents très spéciaux. 41 h : Les agents très spéciaux. 41 h 30 : Les agents très spéciaux. 42 h : Les agents très spéciaux. 42 h 30 : Les agents très spéciaux. 43 h : Les agents très spéciaux. 43 h 30 : Les agents très spéciaux. 44 h : Les agents très spéciaux. 44 h 30 : Les agents très spéciaux. 45 h : Les agents très spéciaux. 45 h 30 : Les agents très spéciaux. 46 h : Les agents très spéciaux. 46 h 30 : Les agents très spéciaux. 47 h : Les agents très spéciaux. 47 h 30 : Les agents très spéciaux. 48 h : Les agents très spéciaux. 48 h 30 : Les agents très spéciaux. 49 h : Les agents très spéciaux. 49 h 30 : Les agents très spéciaux. 50 h : Les agents très spéciaux. 50 h 30 : Les agents très spéciaux. 51 h : Les agents très spéciaux. 51 h 30 : Les agents très spéciaux. 52 h : Les agents très spéciaux. 52 h 30 : Les agents très spéciaux. 53 h : Les agents très spéciaux. 53 h 30 : Les agents très spéciaux. 54 h : Les agents très spéciaux. 54 h 30 : Les agents très spéciaux. 55 h : Les agents très spéciaux. 55 h 30 : Les agents très spéciaux. 56 h : Les agents très spéciaux. 56 h 30 : Les agents très spéciaux. 57 h : Les agents très spéciaux. 57 h 30 : Les agents très spéciaux. 58 h : Les agents très spéciaux. 58 h 30 : Les agents très spéciaux. 59 h : Les agents très spéciaux. 59 h 30 : Les agents très spéciaux. 60 h : Les agents très spéciaux. 60 h 30 : Les agents très spéciaux. 61 h : Les agents très spéciaux. 61 h 30 : Les agents très spéciaux. 62 h : Les agents très spéciaux. 62 h 30 : Les agents très spéciaux. 63 h : Les agents très spéciaux. 63 h 30 : Les agents très spéciaux. 64 h : Les agents très spéciaux. 64 h 30 : Les agents très spéciaux. 65 h : Les agents très spéciaux. 65 h 30 : Les agents très spéciaux. 66 h : Les agents très spéciaux. 66 h 30 : Les agents très spéciaux. 67 h : Les agents très spéciaux. 67 h 30 : Les agents très spéciaux. 68 h : Les agents très spéciaux. 68 h 30 : Les agents très spéciaux. 69 h : Les agents très spéciaux. 69 h 30 : Les agents très spéciaux. 70 h : Les agents très spéciaux. 70 h 30 : Les agents très spéciaux. 71 h : Les agents très spéciaux. 71 h 30 : Les agents très spéciaux. 72 h : Les agents très spéciaux. 72 h 30 : Les agents très spéciaux. 73 h : Les agents très spéciaux. 73 h 30 : Les agents très spéciaux. 74 h : Les agents très spéciaux. 74 h 30 : Les agents très spéciaux. 75 h : Les agents très spéciaux. 75 h 30 : Les agents très spéciaux. 76 h : Les agents très spéciaux. 76 h 30 : Les agents très spéciaux. 77 h : Les agents très spéciaux. 77 h 30 : Les agents très spéciaux. 78 h : Les agents très spéciaux. 78 h 30 : Les agents très spéciaux. 79 h : Les agents très spéciaux. 79 h 30 : Les agents très spéciaux. 80 h : Les agents très spéciaux. 80 h 30 : Les agents très spéciaux. 81 h : Les agents très spéciaux. 81 h 30 : Les agents très spéciaux. 82 h : Les agents très spéciaux. 82 h 30 : Les agents très spéciaux. 83 h : Les agents très spéciaux. 83 h 30 : Les agents très spéciaux. 84 h : Les agents très spéciaux. 84 h 30 : Les agents très spéciaux. 85 h : Les agents très spéciaux. 85 h 30 : Les agents très spéciaux. 86 h : Les agents très spéciaux. 86 h 30 : Les agents très spéciaux. 87 h : Les agents très spéciaux. 87 h 30 : Les agents très spéciaux. 88 h : Les agents très spéciaux. 88 h 30 : Les agents très spéciaux. 89 h : Les agents très spéciaux. 89 h 30 : Les agents très spéciaux. 90 h : Les agents très spéciaux. 90 h 30 : Les agents très spéciaux. 91 h : Les agents très spéciaux. 91 h 30 : Les agents très spéciaux. 92 h : Les agents très spéciaux. 92 h 30 : Les agents très spéciaux. 93 h : Les agents très spéciaux. 93 h 30 : Les agents très spéciaux. 94 h : Les agents très spéciaux. 94 h 30 : Les agents très spéciaux. 95 h : Les agents très spéciaux. 95 h 30 : Les agents très spéciaux. 96 h : Les agents très spéciaux. 96 h 30 : Les agents très spéciaux. 97 h : Les agents très spéciaux. 97 h 30 : Les agents très spéciaux. 98 h : Les agents très spéciaux. 98 h 30 : Les agents très spéciaux. 99 h : Les agents très spéciaux. 99 h 30 : Les agents très spéciaux. 100 h : Les agents très spéciaux. 100 h 30 : Les agents très spéciaux. 101 h : Les agents très spéciaux. 101 h 30 : Les agents très spéciaux. 102 h : Les agents très spéciaux. 102 h 30 : Les agents très spéciaux. 103 h : Les agents très spéciaux. 103 h 30 : Les agents très spéciaux. 104 h : Les agents très spéciaux. 104 h 30 : Les agents très spéciaux. 105 h : Les agents très spéciaux. 105 h 30 : Les agents très spéciaux. 106 h : Les agents très spéciaux. 106 h 30 : Les agents très spéciaux. 107 h : Les agents très spéciaux. 107 h 30 : Les agents très spéciaux. 108 h : Les agents très spéciaux. 108 h 30 : Les agents très spéciaux. 109 h : Les agents très spéciaux. 109 h 30 : Les agents très spéciaux. 110 h : Les agents très spéciaux. 110 h 30 : Les agents très spéciaux. 111 h : Les agents très spéciaux. 111 h 30 : Les agents très spéciaux. 112 h : Les agents très spéciaux. 112 h 30 : Les agents très spéciaux. 113 h : Les agents très spéciaux. 113 h 30 : Les agents très spéciaux. 114 h : Les agents très spéciaux. 114 h 30 : Les agents très spéciaux. 115 h : Les agents très spéciaux. 115 h 30 : Les agents très spéciaux. 116 h : Les agents très spéciaux. 116 h 30 : Les agents très spéciaux. 117 h : Les agents très spéciaux. 117 h 30 : Les agents très spéciaux. 118 h : Les agents très spéciaux. 118 h 30 : Les agents très spéciaux. 119 h : Les agents très spéciaux. 119 h 30 : Les agents très spéciaux. 120 h : Les agents très spéciaux. 120 h 30 : Les agents très spéciaux. 121 h : Les agents très spéciaux. 121 h 30 : Les agents très spéciaux. 122 h : Les agents très spéciaux. 122 h 30 : Les agents très spéciaux. 123 h : Les agents très spéciaux. 123 h 30 : Les agents très spéciaux. 124 h : Les agents très spéciaux. 124 h 30 : Les agents très spéciaux. 125 h : Les agents très spéciaux. 125 h 30 : Les agents très spéciaux. 126 h : Les agents très spéciaux. 126 h 30 : Les agents très spéciaux. 127 h : Les agents très spéciaux. 127 h 30 : Les agents très spéciaux. 128 h : Les agents très spéciaux. 128 h 30 : Les agents très spéciaux. 129 h : Les agents très spéciaux. 129 h 30 : Les agents très spéciaux. 130 h : Les agents très spéciaux. 130 h 30 : Les agents très spéciaux. 131 h : Les agents très spéciaux. 131 h 30 : Les agents très spéciaux. 132 h : Les agents très spéciaux. 132 h 30 : Les agents très spéciaux. 133 h : Les agents très spéciaux. 133 h 30 : Les agents très spéciaux. 134 h : Les agents très spéciaux. 134 h 30 : Les agents très spéciaux. 135 h : Les agents très spéciaux. 135 h 30 : Les agents très spéciaux. 136 h : Les agents très spéciaux. 136 h 30 : Les agents très spéciaux. 137 h : Les agents très spéciaux. 137 h 30 : Les agents très spéciaux. 138 h : Les agents très spéciaux. 138 h 30 : Les agents très spéciaux. 139 h : Les agents très spéciaux. 139 h 30 : Les agents très spéciaux. 140 h : Les agents très spéciaux. 140 h 30 : Les agents très spéciaux. 141 h : Les agents très spéciaux. 141 h 30 : Les agents très spéciaux. 142 h : Les agents très spéciaux. 142 h 30 : Les agents très spéciaux. 143 h : Les agents très spéciaux. 143 h 30 : Les agents très spéciaux. 144 h : Les agents très spéciaux. 144 h 30 : Les agents très spéciaux. 145 h : Les agents très spéciaux. 145 h 30 : Les agents très spéciaux. 146 h : Les agents très spéciaux. 146 h 30 : Les agents très spéciaux. 147 h : Les agents très spéciaux. 147 h 30 : Les agents très spéciaux. 148 h : Les agents très spéciaux. 148 h 30 : Les agents très spéciaux. 149 h : Les agents très spéciaux. 149 h 30 : Les agents très spéciaux. 150 h : Les agents très spéciaux. 150 h 30 : Les agents très spéciaux. 151 h : Les agents très spéciaux. 151 h 30 : Les agents très spéciaux. 152 h : Les agents très spéciaux. 152 h 30 : Les agents très spéciaux. 153 h : Les agents très spéciaux. 153 h 30 : Les agents très spéciaux. 154 h : Les agents très spéciaux. 154 h 30 : Les agents très spéciaux. 155 h : Les agents très spéciaux. 155 h 30 : Les agents très spéciaux. 156 h : Les agents très spéciaux. 156 h 30 : Les agents très spéciaux. 157 h : Les agents très spéciaux. 157 h 30 : Les agents très spéciaux. 158 h : Les agents très spéciaux. 158 h 30 : Les agents très spéciaux. 159 h : Les agents très spéciaux. 159 h 30 : Les agents très spéciaux. 160 h : Les agents très spéciaux. 160 h 30 : Les agents très spéciaux. 161 h : Les agents très spéciaux. 161 h 30 : Les agents très spéciaux. 162 h : Les agents très spéciaux. 162 h 30 : Les agents très spéciaux. 163 h : Les agents très spéciaux. 163 h 30 : Les agents très spéciaux. 164 h : Les agents très spéciaux. 164 h 30 : Les agents très spéciaux. 165 h : Les agents très spéciaux. 165 h 30 : Les agents très spéciaux. 166 h : Les agents très spéciaux. 166 h 30 : Les agents très spéciaux. 167 h : Les agents très spéciaux. 167 h 30 : Les agents très spéciaux. 168 h : Les agents très spéciaux. 168 h 30 : Les agents très spéciaux. 169 h : Les agents très spéciaux. 169 h 30 : Les agents très spéciaux. 170 h : Les agents très spéciaux. 170 h 30 : Les agents très spéciaux. 171 h : Les agents très spéciaux. 171 h 30 : Les agents très spéciaux. 172 h : Les agents très spéciaux. 172 h 30 : Les agents très spéciaux. 173 h : Les agents très spéciaux. 173 h 30 : Les agents très spéciaux. 174 h : Les agents très spéciaux. 174 h 30 : Les agents très spéciaux. 175 h : Les agents très spéciaux. 175 h 30 : Les agents très spéciaux. 176 h : Les agents très spéciaux. 176 h 30 : Les agents très spéciaux. 177 h : Les agents très spéciaux. 177 h 30 : Les agents très spéciaux. 178 h : Les agents très spéciaux. 178 h 30 : Les agents très spéciaux. 179 h : Les agents très spéciaux. 179 h 30 : Les agents très spéciaux. 180 h : Les agents très spéciaux. 180 h 30 : Les agents très spéciaux. 181 h : Les agents très spéciaux. 181 h 30 : Les agents très spéciaux. 182 h : Les agents très spéciaux. 182 h 30 : Les agents très spéciaux. 183 h : Les agents très spéciaux. 183 h 30 : Les agents très spéciaux. 184 h : Les agents très spéciaux. 184 h 30 : Les agents très spéciaux. 185 h : Les agents très spéciaux. 185 h 30 : Les agents très spéciaux. 186 h : Les agents très spéciaux. 186 h 30 : Les agents très spéciaux. 187 h : Les agents très spéciaux. 187 h 30 : Les agents très spéciaux. 188 h : Les agents très spéciaux. 188 h 30 : Les agents très spéciaux. 189 h : Les agents très spéciaux. 189 h 30 : Les agents très spéciaux. 190 h : Les agents très spéciaux. 190 h 30 : Les agents très spéciaux. 191 h : Les agents très spéciaux. 191 h 30 : Les agents très spéciaux. 192 h : Les agents très spéciaux. 192 h 30 : Les agents très spéciaux. 193 h : Les agents très spéciaux. 193 h 30 : Les agents très spéciaux. 194 h : Les agents très spéciaux. 194 h 30 : Les agents très spéciaux. 195 h : Les agents très spéciaux. 195 h 30 : Les agents très spéciaux. 196 h : Les agents très spéciaux. 196 h 30 : Les agents très spéciaux. 197 h : Les agents très spéciaux. 197 h 30 : Les agents très spéciaux. 198 h : Les agents très spéciaux. 198 h 30 : Les agents très spéciaux. 199 h : Les agents très spéciaux. 199 h 30 : Les agents très spéciaux. 200 h : Les agents très spéciaux. 200 h 30 : Les agents très spéciaux. 201 h : Les agents très spéciaux. 201 h 30 : Les agents très spéciaux. 202 h : Les agents très spéciaux. 202 h 30 : Les agents très spéciaux. 203 h : Les agents très spéciaux. 203 h 30 : Les agents très spéciaux. 204 h : Les agents très spéciaux. 204 h 30 : Les agents très spéciaux. 205 h : Les agents très spéciaux. 205 h 30 : Les agents très spéciaux. 206 h : Les agents très spéciaux. 206 h 30 : Les agents très spéciaux. 207 h : Les agents très spéciaux. 207 h 30 : Les agents très spéciaux. 208 h : Les agents très spéciaux. 208 h 30 : Les agents très spéciaux. 209 h : Les agents très spéciaux. 209 h 30 : Les agents très spéciaux. 210 h : Les agents très spéciaux. 210 h 30 : Les agents très spéciaux. 211 h : Les agents très spéciaux. 211 h 30 : Les agents très spéciaux. 212 h : Les agents très spéciaux. 212 h 30 : Les agents très spéciaux. 213 h : Les agents très spéciaux. 213 h 30 : Les agents très spéciaux. 214 h : Les agents très spéciaux. 214 h 30 : Les agents très spéciaux. 215 h : Les agents très spéciaux. 215 h 30 : Les agents très spéciaux. 216 h : Les agents très spéciaux. 216 h 30 : Les agents très spéciaux. 217 h : Les agents très spéciaux. 217 h 30 : Les agents très spéciaux. 218 h : Les agents très spéciaux. 218 h 30 : Les agents très spéciaux. 219 h : Les agents très spéciaux. 219 h 30 : Les agents très spéciaux. 220 h : Les agents très spéciaux. 220 h 30 : Les agents très spéciaux. 221 h : Les agents très spéciaux. 221 h 30 : Les agents très spéciaux. 222 h : Les agents très spéciaux. 222 h 30 : Les agents très spéciaux. 223 h : Les agents très spéciaux. 223 h 30 : Les agents très spéciaux. 224 h : Les agents très spéciaux. 224 h 30 : Les agents très spéciaux. 225 h : Les agents très spéciaux. 225 h 30 : Les agents très spéciaux. 226 h : Les agents très spéciaux. 226 h 30 : Les agents très spéciaux. 227 h : Les agents très spéciaux. 227 h 30 : Les agents très spéciaux. 228 h : Les agents très spéciaux. 228 h 30 : Les agents très spéciaux. 229 h : Les agents très spéciaux. 229 h 30 : Les agents très spéciaux. 230 h : Les agents très spéciaux. 230 h 30 : Les agents très spéciaux. 231 h : Les agents très spéciaux. 231 h 30 : Les agents très spéciaux. 232 h : Les agents très spéciaux. 232 h 30 : Les agents très spéciaux. 233 h : Les agents très spéciaux. 233 h 30 : Les agents très spéciaux. 234 h : Les agents très spéciaux. 234 h 30 : Les agents très spéciaux. 235 h : Les agents très spéciaux. 235 h 30 : Les agents très spéciaux. 236 h : Les agents très spéciaux. 236 h 30 : Les agents très spéciaux. 237 h : Les agents très spéciaux. 237 h 30 : Les agents très spéciaux. 238 h : Les agents très spéciaux. 238 h 30 : Les agents très spéciaux. 239 h : Les agents très spéciaux. 239 h 30 : Les agents très spéciaux. 240 h : Les agents très spéciaux. 240 h 30 : Les agents très spéciaux. 241 h : Les agents très spéciaux. 241 h 30 : Les agents très spéciaux. 242 h : Les agents très spéciaux. 242 h 30 : Les agents très spéciaux. 243 h : Les agents très spéciaux. 243 h 30 : Les agents très spéciaux. 244 h : Les agents très spéciaux. 244 h 30 : Les agents très spéciaux. 245 h : Les agents très spéciaux. 245 h 30 : Les agents très spéciaux. 246 h : Les agents très spéciaux. 246 h 30 : Les agents très spéciaux. 247 h : Les agents très spéciaux. 247 h 30 : Les agents très spéciaux. 248 h : Les agents très spéciaux. 248 h 30 : Les agents très spéciaux. 249 h : Les agents très spéciaux. 249 h 30 : Les agents très spéciaux. 250 h : Les agents très spéciaux. 250 h 30 : Les agents très spéciaux. 251 h : Les agents très spéciaux. 251 h 30 : Les agents très spéciaux. 252 h : Les agents très spéciaux. 252 h 30 : Les agents très spéciaux. 253 h : Les agents très spéciaux. 253 h







## Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

### CHEF DU PERSONNEL

PARIS

Ce secteur de près de 1.000 personnes, travail de jour et de nuit comprend, outre Paris, plusieurs Centres Régionaux et fait partie d'un groupe important.

Pour être l'un des Adjoints du Directeur et prendre progressivement la globalité de la fonction personnelle du Centre, nous recherchons un Collaborateur de 30 ans environ, de formation supérieure et pourquoi pas technique.

Au fait de la législation sociale, son expérience l'aura préparé et rodé aux contacts pas toujours faciles des négociations sociales, acquérant ainsi « sagesse », pondération et savoir-faire.

Nous exigeons donc de réelles qualités d'ouverture, pragmatisme, flair, patience, et disponibilité pour arriver à s'insérer dans ce poste primordial pour le Centre.

Par missions successives, nous lui permettrons d'acquiescer la connaissance de nos spécificités et sa reconnaissance dans la fonction. Des déplacements réguliers en province sont à prévoir.

Notre conseil Michel BARBEY examinera avec attention votre candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions et photo) sous référence 603 PA 086 M et vous documentera avant de vous recevoir.

**centor** 26, rue Henri Moissan  
75009 PARIS

### GRACE

Un grand groupe chimique international fortement implanté industriellement dans toute l'Europe (8 000 personnes) recherche pour son Département Service Chemical

### VENDRE A L'INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE ?

#### CHEF DES VENTES (FOOD & BEVERAGE)

Très rapidement en charge du Service, vous devrez développer une gamme de produits de première nécessité auprès des industriels sur toute la France.

A 28-30 ans, vous avez une formation technique ou commerciale supérieure orientée vers les Industries agro-alimentaires.

Au cours de vos précédentes expériences, vous avez prouvé votre aptitude à diriger une équipe de vente tout en vous impliquant personnellement sur le terrain. Anglais impératif.

Poste basé à Asnières (92).

Merci de nous adresser C.V. + photo + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous réf. GE/LMV1, à

**michel jouhannaud conseils**  
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

### FISCALISTE

#### GRANDE BANQUE INTERNATIONALE Recherche

pour rejoindre sa Direction des Affaires Juridiques et Fiscales

#### UN FISCALISTE INTERNATIONAL

Agé de 35 ans environ.

Le candidat devra avoir une première expérience professionnelle. Rattaché au Directeur des Études Fiscales, il aura en charge le Département "Fiscalité Internationale" de la Banque.

Adresser C.V. et prétentions en précisant la Réf. M 19 sur l'enveloppe à :  
L et A, 33 rue Vernet 75008 PARIS.

### Consultant en Réinsertion Professionnelle «outplacement»

De formation supérieure, Gestion, Sciences Humaines, Marketing, vous vous sentez motivé pour conseiller les cadres et le personnel des entreprises dans la poursuite de leur parcours ou de leur réinsertion professionnelle.

Vous avez déjà acquis pendant quelques années ce type d'expérience, soit dans une direction de personnel en entreprise ou en tant que formateur spécialisé. Vous possédez aussi une bonne culture du tissu économique français.

Vous êtes optimiste, communicatif, bon stratège et bon vendeur de votre savoir-faire, alors venez rejoindre notre équipe de consultants en Ressources Humaines (40 collaborateurs - 30 ans d'expérience), en activité + photo + rémunération soumise directement à Bertrand DURAND, Président, sous référence 1042 M à CNMG Conseil, 61 rue des Belles Feuilles 75116 PARIS.



### C.I.B.L.E

Société en pleine expansion dans le domaine de l'IMMOBILIER, la DISTRIBUTION et la COMMUNICATION. Dans le cadre du développement de l'immobilier commercial, un grand projet prend forme et nous amène à recruter :

#### UN DIRECTEUR COMMERCIAL CONFIRMÉ

Ce poste exige une grande motivation ainsi qu'une large implication personnelle.

Les candidats :

Agés de 30 à 45 ans environ devront avoir le goût du challenge, une réelle capacité d'innovation commerciale et une expérience approfondie de la commercialisation de produits immobiliers, notamment de centres commerciaux. Une bonne connaissance des problèmes des PME et de l'exportation sera appréciée.

Ce poste, basé à Paris, nécessite de fréquents déplacements en province. Intéressement aux résultats.

Envoyer lettre manuscrite + c.v. + photo + prétentions dans les meilleurs délais à :

CIBLE NOUVEAUX PROJETS  
37, avenue de l'Opéra, 75002 PARIS.

### SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE INTERNATIONALE RECHERCHE POUR SON SIÈGE EN BANLIEUE SUD

#### MATERIALS MANAGER

##### PROFIL :

- Grande Ecole + Ecole de Gestion (type IAE - ICG).
- Expérience similaire de plusieurs années dans une société multisites avec une gestion de type DRP/MRP.
- Connaissance de l'informatique.
- Anglais indispensable.
- Excellente sens de la communication.

##### MISSION :

- Assurer les approvisionnements.
- Concevoir, participer et mettre en application les politiques de développement des approvisionnements.
- Gérer en équipe les contraintes multisites (services et stocks).

Envoyer C.V. et PRÉTENTIONS sous réf. : 7480 A PROJETS  
12, rue des Pyramides 75001 PARIS DISCRETION ASSURÉE.

### Société proposant ses services d'hébergement de standing aux grandes entreprises, organismes et collectivités, recherche pour son développement en France et à l'étranger, son

#### leader "ventes"

Directement rattaché au Directeur Commercial, il animera les différentes équipes de vendeurs, attaquera les marchés nouveaux et négociera personnellement les contrats importants.

Le candidat idéal a 30 ans, une formation supérieure, il possède une grande expérience de la vente et assume depuis quelques années des responsabilités d'encadrement et d'animation d'une équipe commerciale, d'un groupe international par exemple. Il parle obligatoirement anglais, allemand et possède des connaissances en espagnol, italien.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions sous réf. : LV, à Mme ROBIN, 37, rue de Surène, 75008 Paris.

### IMPORTANT GROUPE DE TRAVAUX PUBLICS ET DE PRODUCTION DE MATÉRIAUX recherche pour l'une de ses filiales en Ile-de-France

#### SON DIRECTEUR

380 000 / an.

Agé de 35 à 40 ans environ, de formation ingénieur civil, il aura acquis une bonne expérience des travaux de voirie, VRD, Travaux souterrains, ouvrages d'art. La connaissance de la clientèle T.P. en région parisienne sera appréciée.

Adresser candidature sous n° 8 701 M  
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

### LA CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES

recrute pour ses services de PARIS début OCTOBRE 1988

par concours, ouvert notamment aux titulaires d'une LICENCE

#### 3 CHEFS DE SERVICE

- De 21 à 30 ans.

- Traitement : 3 610 F environ (primes non comprises).

#### 2 ATTACHÉS D'ADMINISTRATION

- 35 ans au plus.

- Traitement : 7 880 F environ (primes non comprises).

#### 1 ATTACHÉ D'ADMINISTRATION ANALYSTE

- 35 ans au plus.

- Traitement : 7 880 F env. (primes, notamment informatique, non comprises).

CLOTURE DES INSCRIPTIONS : VENDREDI 9 SEPTEMBRE 1988

Pour tous renseignements, s'adresser à la C.A.N.S.S.M.

Service du Personnel, 77, avenue de Ségur,

75114 PARIS CEDEX 15. Tél. : (1) 45-67-55-52, poste 737.

### CHARENTE ANGOULEME

#### CHARGE DE CLIENTÈLE ENTREPRISES AGRO-ALIMENTAIRES

Première Banque du département et Première sur le marché Agro-Alimentaire. Nous recherchons un CHARGE DE CLIENTÈLE, ayant à la fois le goût de l'analyse et du contact. Il sera responsable d'un portefeuille important d'entreprises, dont il sera l'interlocuteur privilégié pour la totalité de leurs besoins. Ce poste constitue une opportunité pour un jeune diplômé (HEC, ESSEC, ESC) souhaitant faire ses preuves, et offre des possibilités réelles d'évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à :

Monsieur le Directeur Général de la Caisse Régionale de CREDIT AGRICOLE de la CHARENTE

Route de Périgueux 16800 SOYAUX.

### Synthelabo

Groupe Pharmaceutique Français recherche pour son unité de Tours (400 personnes)

#### RESPONSABLE DE FABRICATION

Pharmacien

Rattaché au Directeur de l'usine, il est responsable de la fabrication et du conditionnement des spécialités de formes solides (plus de 30 millions d'unités/an - 90 personnes).

Ses missions sont en particulier :

- la direction et l'animation d'une équipe et de son encadrement,
- le développement des moyens destinés à fiabiliser les process et à améliorer les performances économiques,
- l'évolution des structures du secteur.

Vous avez une première expérience du milieu industriel. Vous êtes intéressé par une évolution dans les différentes fonctions de l'entreprise. Vous êtes géographiquement mobile. Vous êtes avant tout un homme d'ouverture.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la réf. 88/113 à l'attention de D. VOLTZ

SYNTHELABO

BP 72 - 22, avenue Gallée

92350 LE PLESSIS ROBINSON

### LE CABINET DE RECRUTEMENT FP CONSEIL

a le plaisir de vous communiquer sa nouvelle adresse :

10, rue de la République  
69001 LYON

Téléphone : 72. 00. 03. 95

f.p.conseil.

### LA DOCUMENTATION FRANÇAISE recherche

#### LE CHEF DE SES SERVICES D'ÉDITION

L'intéressé aura autorité sur le service interministériel des éditions, le service de fabrication, le service d'édition électronique, le service des travaux graphiques. Il sera associé à la conception et à l'exécution de la politique éditoriale et de la politique commerciale.

Adresser lettre manuscrite de candidature, c.v., photo et prétentions à Monsieur Philippe DEBET.  
29-31, quai Voltaire, 75340 Paris cedex 07.

### SPECIALISTE Oe

P A R I S

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République

100 rue de la République











# Économie

Le rapport 1988 de la Cour des comptes

## L'Etat ne connaît pas le nombre exact des agents qu'il emploie

Les salaires des fonctionnaires ont représenté en 1986 - charges sociales comprises - 240 milliards de francs, soit presque 20 % des dépenses publiques totales. L'ampleur de ces sommes, écrit la Cour des comptes dans son rapport 1988, et l'importance des obligations récentes données à la politique de la fonction publique ont conduit la Cour à entreprendre une enquête d'ensemble sur la gestion des personnels civils de l'Etat (1 990 010 fonctionnaires titulaires et 287 564 agents non titulaires fin 1986).

Si quelques ministères (Finances, PTT) disposent de systèmes d'information leur permettant de connaître avec précision et dans des délais réduits l'état exact de l'ensemble de leur personnel, « cette situation, qui devrait pourtant être la règle, est loin d'être générale », écrit la Cour qui cite notamment le cas des ministères de l'Équipement (« connaissance insuffisante des effectifs réels »), de l'Agriculture, de la Défense.

Les déficiences des systèmes d'information et les habitudes de facilité prises en période de croissance régulière des effectifs font qu'aujourd'hui les administrations ne disposent que d'instruments de prévision souvent rudimentaires, ce qui vaut tant pour la gestion des emplois que pour celle des crédits de rémunérations principales.

À ce sujet, la Cour écrit : « Pendant de longues années, l'Etat a vu ses effectifs croître de façon continue. Ainsi, entre 1956 et 1980, le nombre des personnels civils employés a augmenté de près d'un million, soit un rythme moyen annuel de progression supérieur à 40 000 agents. Ce phénomène a particulièrement touché certains ministères. Ainsi l'éducation nationale qui employait 314 000 agents en 1956 en comptait 983 000 en 1980, tandis que, pour la même période, le ministère des PTT voyait ses effectifs passer de 240 000 à 430 000.

« Cette création continue d'emplois supplémentaires, ralentie à la fin des années 70, a repris à un rythme rapide entre 1981 et 1983, cette période étant marquée au total

par la création nette d'environ 31 500 emplois civils. L'annonce à partir de 1984 d'une politique globale de réduction des effectifs de l'Etat (1) marque donc une rupture importante. Elle s'est exprimée par un objectif de réduction annuelle des effectifs de 1 %, objectif porté à compter de 1986 à 1,5 % et s'est traduit depuis 1984 par la suppression nette opérée par les lois de finances successives (y compris celle de 1988) de près de 38 700 emplois civils.

Le rapport poursuit : « L'absence de choix réel qui caractérise trop souvent la mise en œuvre de l'objectif global de réduction des effectifs n'est pas satisfaisante. Elle empêche de faire porter en priorité les efforts sur ceux des services dont les missions sont appelées à décliner ou sur ceux où les gains de productivité peuvent notamment par les techniques nouvelles de gestion sont les plus élevés. En sens inverse, la prolongation de cette pratique pourrait à terme conduire dans certains cas à vider progressivement de leur substance certaines structures administratives, notamment de petite taille.

### Le travail à temps partiel

La Cour aborde ensuite le travail à temps partiel qui s'est beaucoup développé dans la fonction publique, mais dont le succès pose précisément quelques problèmes.

« Les pouvoirs publics ont entendu en 1982 favoriser le développement rapide du travail à temps partiel au sein de la fonction publique. A cet effet, l'ordonnance du 31 mars 1982 a autorisé des modifications importantes au dispositif législatif existant. Elle a reconnu à chaque fonctionnaire le droit, sous réserve des nécessités du service, d'accomplir une activité à temps partiel qui ne peut être inférieure au mi-temps. Elle a assuré aux bénéficiaires des garanties complètes en matière notamment d'avancement, de congés et de possibilité de reprise ultérieure d'une activité à temps plein. Elle a enfin prévu que le temps de travail perdu du fait des autorisations ainsi données serait globalement compensé dans chaque département ministériel par le

recrutement de fonctionnaires titulaires.

« Ce cadre très souple a permis un essor important du travail à temps partiel. Le nombre de fonctionnaires titulaires des services civils de l'Etat exerçant leur activité sous cette forme a ainsi doublé en quatre ans passant de 72 865 au 31 décembre 1982 à 147 715 au 31 décembre 1986. Le travail à temps partiel dans 95 % des cas sollicité par des femmes, c'est plus de 13 % des fonctionnaires titulaires de sexe féminin qui bénéficient de ce régime.

« Une telle progression a été rendue possible par le fait que les administrations n'ont que très exceptionnellement opposé les nécessités du service aux demandes des agents. Il est révélateur de ce point de vue que la plupart des ministères n'ont établi aucune statistique des décisions de refus opposées.

« Si le principe même du travail à temps partiel n'est pas en cause, il n'en demeure pas moins que son développement rapide a eu des incidences sur le fonctionnement des services. Plus de trois cinquièmes (2) des agents à temps partiel ont en effet choisi d'exercer leur activité à 80 %, qualité de travail qui correspond dans les faits le plus souvent à une absence le mercredi. Ainsi, par exemple, à la Direction générale des Impôts, 20 % environ des agents de la catégorie C ne travaillent pas le mercredi. Une telle concentration provoque inévitablement des difficultés d'organisation du service. Particulièrement sensibles dans les unités de travail

de petite taille, elles peuvent imposer, lorsque s'y ajoutent d'autres facteurs d'absentéisme, la fermeture, certains jours, de services normalement ouverts au public.

« Le développement du travail à temps partiel entraîne également divers surcoûts. Ainsi, l'augmentation des effectifs au travail pour un nombre inchangé d'emplois budgétaires à plein temps alourdit les coûts en matière de recrutement, de formation initiale et d'installation matérielle.

Pour conclure, le rapport note : « Succédant à une période caractérisée par d'importantes créations d'emplois, la politique de réduction des effectifs civils de l'Etat amorcée en 1984 n'a fait sentir que très progressivement ses effets au point que, globalement, le nombre total d'agents employés par l'Etat au

1<sup>er</sup> janvier 1987 demeurait sensiblement supérieur à ce qu'il était six ans plus tôt.

« Si l'impact réel de cette politique demeure réduit et ses conséquences sur le fonctionnement des services peu perceptibles, la rupture qu'elle marque autorise d'ores et déjà à en tirer plusieurs enseignements significatifs.

« Les modalités retenues pour sa mise en œuvre, inspirées du souci de limiter les difficultés initiales, devront être réexaminées si la politique engagée en 1984 se prolonge. Des choix plus explicites devront alors être faits, prenant notamment appui sur une réflexion à moyen terme concernant les missions et l'organisation des administrations concernées. De même, les conséquences d'une telle orientation sur la gestion d'ensemble des personnels devront faire l'objet d'un exa-

men attentif en vue notamment d'assurer une plus grande fluidité dans le déroulement des carrières et l'affectation des personnels et de maintenir un niveau annuel minimum de recrutements.

« Indépendamment des décisions qui pourraient être prises à l'avenir quant à l'évolution globale des effectifs de l'Etat, il apparaît à la Cour que les méthodes actuelles de gestion des emplois et des crédits, héritées d'une période de facilité, souffrent d'insuffisances nombreuses et qu'un vigoureux effort de modernisation s'impose afin de parvenir à une gestion plus éclairée et plus rigoureuse.

(1) Cette politique ne concernait pas les enseignants, la police, le ministère de la justice.

(2) Éducation nationale non comprise.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Technocic

La Sicav de la conquête du futur

Actif net au 6.07.1988 : F 34.991.179  
Valeur liquidative au 6.07.1988 : F 1.125,10  
Performance du 31.12.1987 au 6.07.1988 : + 19,19 %  
Dividende 1987/1988 : F 31,58 + F 5,84 d'avoir fiscal mis en paiement le 7 juillet 1988

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minibel 36.15 code ASSOCIC.



Le Président Michel Richou a déclaré : « Vous savez en raison d'avoir confiance dans Technocic, dont la gestion prudente, peut-être préjudiciable en période d'euphorie boursière, lui a permis de briller au palmarès de l'après-octobre 1987 et dans les classements suivants des Sicav. Nous continuerons d'observer les règles d'équilibre entre les différents postes du portefeuille et à investir dans des sociétés produisant ou utilisant des technologies de pointe, quels que soient leurs secteurs, mais en veillant toujours à ce qu'elles respectent un strict cahier des charges. »

(A.G.O. du 7 juillet 1988)

Toutes ces obligations sont vendues. Le présent avis n'est publié qu'à titre d'information.



## Crédit Commercial de France

AS 50.000.000  
Obligations 13¼% 1988-1991  
Prix d'émission des obligations : 101¼%

Crédit Commercial de France

- Banque Bruxelles Lambert S.A. • Hambros Bank Limited  
Kreditbank International Group • Norddeutsche Landesbank Girozentrale  
Westdeutsche Landesbank Girozentrale
- Algemene Bank Nederland NV • ASLK-CGER Bank  
RACOB Savings Bank s.c. • Bankers Trust International Limited  
Banque Internationale de Luxembourg S.A. • Banque de Luxembourg S.A.  
BHF-BANK • CERA Banque d'épargne  
Crédit Communal de Belgique S.A./Gemeentekrediet van België NV  
Credit Suisse First Boston Limited • DG BANK Deutsche Genossenschaftsbank  
Dresdner Bank Aktiengesellschaft • Swiss Volksbank  
Union Bank of Switzerland (Securities) Limited • Vereins- und Westbank Aktiengesellschaft  
Westpac Banking Corporation

Nouvelle Emission • le 16 juillet 1988

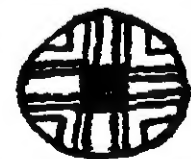
### Fragile SNCF

La SNCF se redresse plus vite que prévu. Elle n'a perdu que 4,370 milliards de francs en 1986 (alors que ses dirigeants attendaient 4,600 milliards de francs), 3,859 milliards de francs en 1986 (contre 3,8 prévus) et 1,831 milliard en 1987 (contre 2,200 prévus).

La SNCF remplit son contrat de plan signé avec l'Etat qui prévoit l'équilibre des comptes en 1989. Ce bon résultat « est dû pour une grande part à une conjoncture financière favorable (baisse des taux d'intérêt et du dollar), jointe à une politique active de gestion de la dette en devises ». Les charges financières nettes sont tombées de 10,4 milliards de francs en 1984 à 8,6 milliards en 1986. Ces facteurs ne se reproduiront pas, alors que le chiffre d'affaires voyageurs, lui, plafonne et que celui des marchandises régresse inexorablement.

La Cour des comptes estime donc que le redressement de la société nationale ne sera durable qu'à condition d'améliorer la rentabilité de l'exploitation et d'assainir la structure du financement de l'entreprise. Pour remplir la première condition, la SNCF devra « remettre en cause son outil de production » dans le domaine des marchandises et mieux gérer les services voyageurs d'intérêt régional. La Cour cite quelques lignes disparates : Montmédy-Longuyon avec une moyenne de deux voya-

PARIS-MONTREAL  
A/R à 2490 F  
Départ les Mardis 16, 23 et 30 Août 1988



Carrefour du Canada  
5, Place André Malraux - 75001 Paris  
Tél : 40 15 06 60 - Métro Palais Royal  
• Autres dates à partir de 2800 F







## Marchés financiers

## BOURSE DU 22 JUILLET

Règlement mensuel												VALEURS											
Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -				
3821	C.N.E. 2% s.	3320	2815	2820	- 0 05	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	1980	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	1578	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
1004	B.A.P. T.P.	1102	1080	1080	- 1 00	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	858	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	82	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
1005	C.F. T.P.	1102	1080	1080	- 0 38	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	528	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	544	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
1009	C.O. Lyon	1262	1262	1262	0 00	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	270	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	270	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
1350	Renault T.P.	1350	1350	1350	0 00	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	234	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	234	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
1750	Financ-Peak T.P.	1735	1718	1718	- 0 08	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	244	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	244	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
1218	St-Gobain T.P.	1218	1218	1225	+ 0 74	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
440	Alcor	448	448	448	- 1 34	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
536	Alc Lydiate	528	521	531	+ 0 05	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
1030	Alcatel s.	2014	2008	2011	- 0 15	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
1430	Alm. Suprem.	1430	1400	1400	- 1 41	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
320	Alstom	320	320	320	- 1 87	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
210	Alstom s.	306	309	310	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
590	Alstom, P. s.	2280	2280	2280	0 00	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
615	Auximor s.	511	504	506	- 0 36	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
130	Aut. s.	715	747	744	- 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	
330	Aut. s.	301	310	314	+ 0 03	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	284	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours		

Comptant

(selection)

SICAV

(selection)

22/7

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Evolution	Rechet	VALEURS	Evolution	Rechet	VALEURS	Evolution	Rechet	
<b>Obligations</b>																					
Emp. 5,80 % 77	127 01	1 471	Comptel	115	116	Linea Valtor	4500	4600	Treor Aquilon	328	328	A.A.A.	824 87	804 85	Financ. Hesp.	867 48	868 72	Prevision Hesp.	1220 80	1220 80	1220 80
5,80 % 78/79	103 80	0 256	Chemotony (BL)	579		Yves Ruel	1650	1650	Toutin	355	355	A.A.I.	210 82	205 18	Financ. Hesp.	25 40	25 40	Financ. Hesp.	25 40	25 40	25 40
5,80 % 80/81	108 80	0 251	Chimie (BL)	170	170	Lucas	1200	1200	U.S.A.M.D.	506	506	Actions France	427 87	412 80	Financ. Hesp.	27 08	27 08	Financ. Hesp.	27 08	27 08	27 08
5,80 % 81/82	108 80	0 251	C.I.C. (Financ. de)	126	126	Macdonald	130	130	U.I.P.	256	256	Actions Hesp.	636 85	618 88	Financ. Hesp.	31 85	31 85	Financ. Hesp.	31 85	31 85	31 85
5,80 % 82/83	102 80	7 164	C.I.C. (Financ. de)	100	100	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	Andréon	571 48	550 83	Financ. Hesp.	10 86	10 86	Financ. Hesp.	10 86	10 86	10 86
5,80 % 83/84	112 80	6 408	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 84/85	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 85/86	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 86/87	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 87/88	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 88/89	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 89/90	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 90/91	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 91/92	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 92/93	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 93/94	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 94/95	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 95/96	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 96/97	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 97/98	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 98/99	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 99/00	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 00/01	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 01/02	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 02/03	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 03/04	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 04/05	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 05/06	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 06/07	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 07/08	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 08/09	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 09/10	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 10/11	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 11/12	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 12/13	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 13/14	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 14/15	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 15/16	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 16/17	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 17/18	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 18/19	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 19/20	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 20/21	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 21/22	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 22/23	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 23/24	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 24/25	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 25/26	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 26/27	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 27/28	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 28/29	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 29/30	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	Financ. Hesp.	24 80	24 80	24 80
5,80 % 30/31	102 80	7 164	Chimie	700	705	Magasinier (BL)	125	124	V.I.A.	1940	1940	A.S.G. Action (ex-CP)	1044 27	1018 80	Financ. Hesp.	24 80					

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

45-55-91-82, page 4330

c: coupon détaché - o: offert - \* : droit détaché - d: demandé - @: prix précédent - \*: marché continu



